

N° 63

# L'ami de Rezé

Novembre 2010 / Le bulletin de l'Association des Amis de Rezé / participation : 6 €

---

## Un long chemin et des sentiers escarpés

Mémoires



Les Chevaliers de Saint-Paul 1935

Photo Jolivet

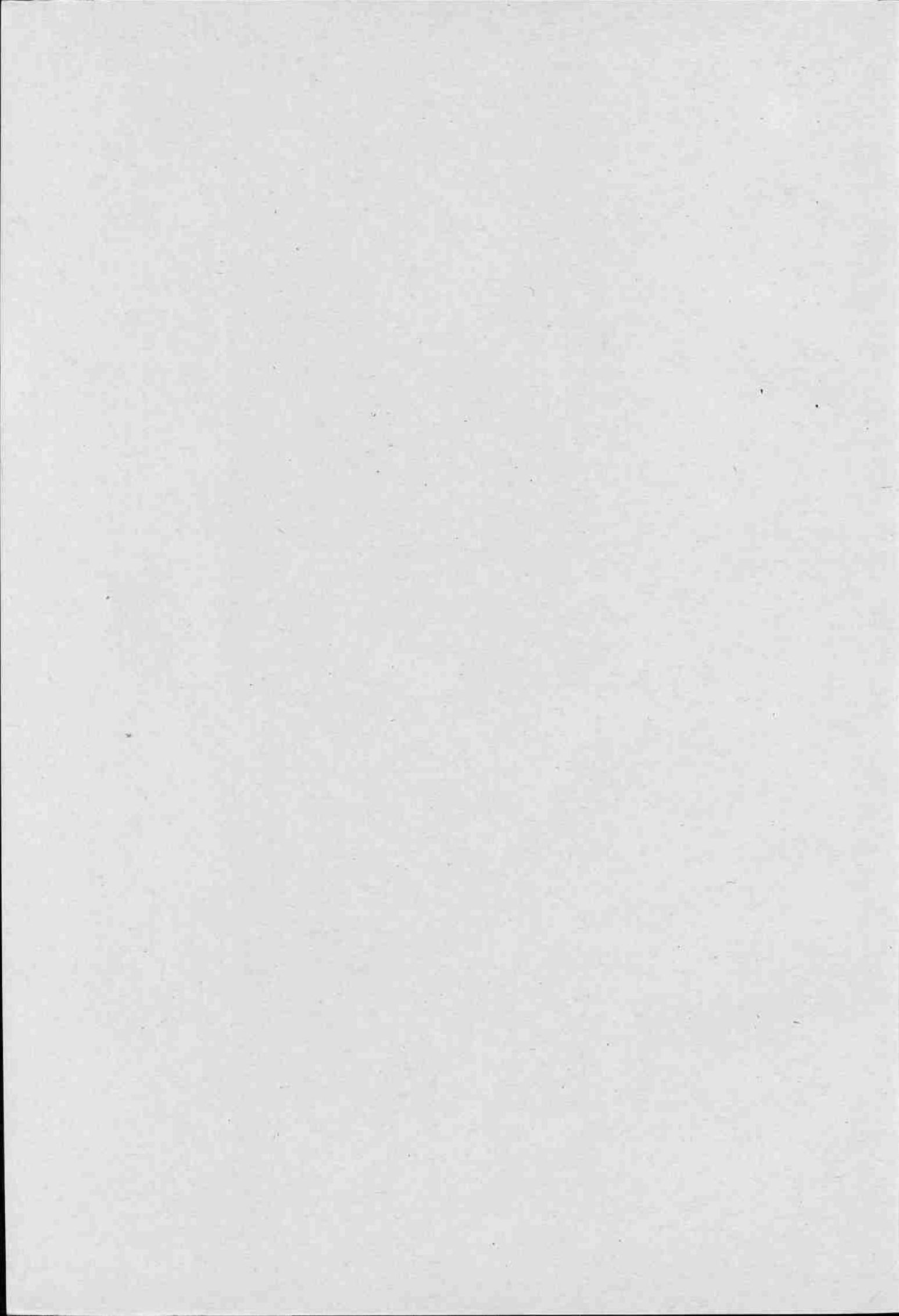
**Marcel Thomazeau**

*Tome 1*

---

**Numéro spécial**

Per\_9\_2010\_63



## AVERTISSEMENT

Avec ce numéro n°63 du bulletin de notre association et avec le suivant, nous livrons à nos lecteurs un témoignage irremplaçable sur la période qui précéda la Seconde Guerre mondiale et sur la guerre elle-même à Rezé, grâce à l'ouvrage de Marcel Thomazeau « Un long chemin et des sentiers escarpés ».

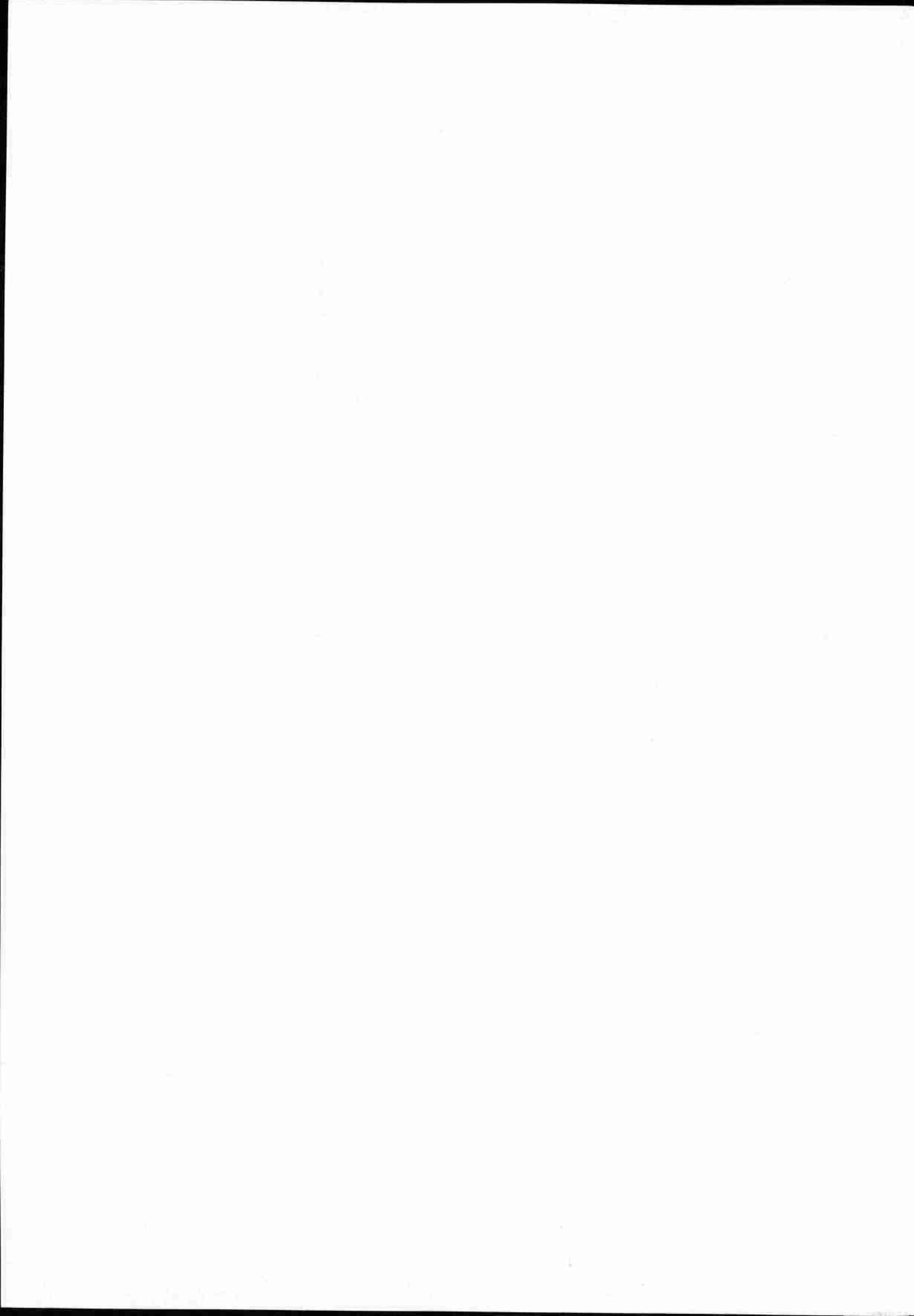
L'auteur a laissé ce récit pour ses enfants et ses proches mais, en ayant eu connaissance, il nous a semblé du plus grand intérêt de le rendre public, tant il éclaire sur ce que fut la condition ouvrière dans les années 1925-1940 (le père était cheminot sédentaire) et sur l'engagement précoce de nombre de jeunes gens de Rezé et des environs dans la lutte contre l'occupant nazi de 1941 à la Libération.

Marcel Thomazeau vit depuis longtemps à Marseille. Nous l'y avons contacté et il nous a donné son accord pour que nous reproduisions les deux premiers tomes de son récit. La première partie, reproduite ici, concerne le cheminement d'un enfant puis d'un jeune homme, né en 1922 à Saint-Lumine-de-Coutais et qui suivit les siens au village des Rouleaux en Bouguenais, puis à la Haute-Ile à Rezé, avant de gagner le quartier Saint Paul (la Sermonière). C'est là que la famille résidait lorsque la guerre éclata.

Marcel Thomazeau et son frère Félicien, d'un an son aîné, allaient être parmi les premiers à s'engager dans la Résistance communiste. Félicien fut fusillé à Nantes en 1943 alors que Marcel était déporté en Allemagne, dont il ne revint que grâce à la solidarité de ses camarades de malheur.

Le numéro 64 de notre bulletin reproduira le récit des années de guerre. Nous reproduisons intégralement le texte entre nos mains. Les seules modifications concernent des erreurs de frappe et quelques erreurs géographiques, ceci avec l'accord de l'auteur.

Le président :  
Michel Kervarec



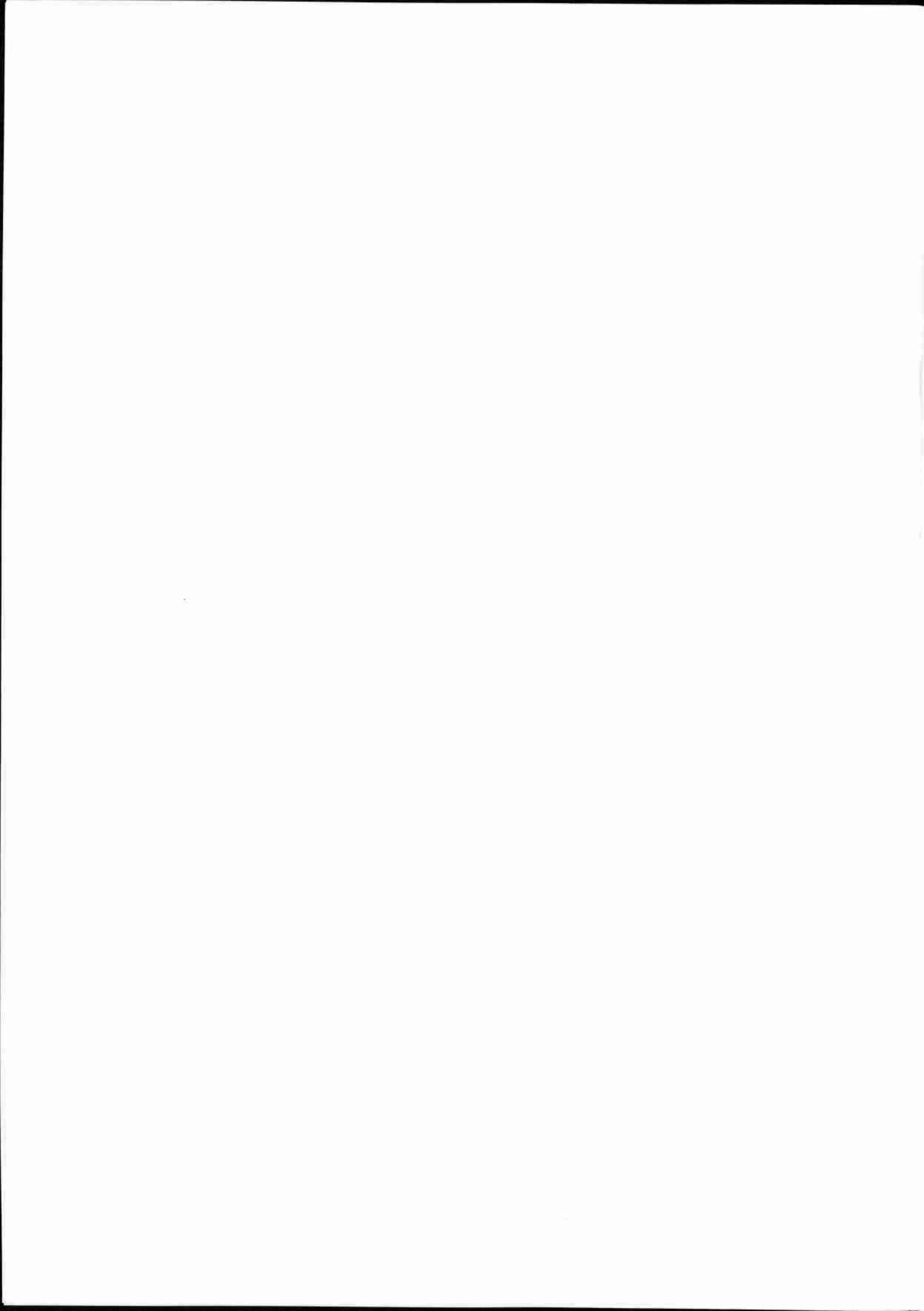
**Marcel THOMAZEAU**

**Un long chemin  
et des sentiers escarpés**

*Mémoires*

**Tome 1**

**Textes & Prétextes**



## Avant propos

Ce récit est dédié à mes trois compagnes successives, Jeannette, Christiane et Georgette. Il n'est pas destiné à être publié –du moins tant que je vivrais- mais s'adresse à chacun des enfants de mes trois mariages, à Bernard, puis à Guy et Dominique, enfin à Yves, François et Anne-Marie.

Le texte, écrit dans les années 1987-1988 et 1989, comporte trois parties. La première embrasse dix-huit années, de ma naissance à 1940, date de mon engagement dans la vie et l'action politique. La seconde relate mon activité dans la Résistance, au sein du Parti communiste, mon arrestation, les prisons et les camps de concentration jusqu'au jour de ma libération, le 5 mai 1945. Enfin, la troisième retrace tout simplement ce que fut ma vie depuis cette résurrection jusqu'à aujourd'hui.

Cette relation à laquelle je me suis astreint, ne prétend pas à l'objectivité - d'ailleurs impossible dans l'absolu -. Elle ne se veut pas non plus vérité sans faille quant aux faits et aux dates. Je n'en ai appelé en cette matière qu'à ma mémoire, ayant renoncé à recourir à des notes ou des documents.

Pour ce qui concerne les gens, je les ai décrits tels que je les revois aujourd'hui, pas nécessairement comme ils étaient réellement, ni même comme je les ai vus en l'instant. Les appréciations et opinions qui sont émises l'ont été de mon point de vue personnel. Ce dernier ne vaut que parmi d'autres. En tout cas, ce qui va suivre n'a obéi à aucun souci de justification. J'assume totalement les actes accomplis et en revendique même l'intégrale responsabilité.

J'ai seulement voulu que mes enfants, ceux qui m'ont peu connu et ceux avec qui j'ai plus longuement vécu, sachent tout de celui dont ils portent le nom. Aux deux qui ont vocations de le perdre par le mariage, à mes deux filles Dominique et Anne-Marie, j'ai décidé de confier les originaux de cette évocation ; à la première reviendra la version orale et à la seconde la version écrite puisque c'est elle qui a bien voulu se charger de la rendre lisible.

Marcel Thomazeau

*« Il n'y a pas de route royale  
pour la science et  
ceux-là seulement ont chance  
d'arriver à ses sommets lumineux  
qui ne craignent pas de se fatiguer  
à gravir ses sentiers escarpés »*

Karl Marx

Je crois d'expérience qu'il en est  
ainsi des problèmes de la vie.

M. Th.



## **Avoir dix-huit ans à Nantes en 1940**

## Chapitre Un

### L'éveil

A la fin des années vingt, peut-être 1925, à la mi-septembre, un matin, le jour pointait à peine, une carriole couverte d'une capote s'arrêta soudain sur la grande route de Pornic à Nantes. Sur l'accotement de gauche, quelqu'un venait de faire un signe au cocher qui, visiblement, s'y attendait. L'homme, en bas, avait le dos appuyé au cadre d'une bicyclette. Il portait une drôle de casquette, la visière sur les yeux et la calotte, déboutonnée, rejetée sur la nuque. Il m'est venu depuis de la comparer, les lunettes en moins, au couvre-chef que portaient alors les automobilistes. Les deux hommes, de leur place respective, échangèrent seulement quelques mots puis le cycliste enfourcha sa machine, s'engagea sur la gauche sur une petite route et disparut de notre vue. Le conducteur invita son cheval à suivre... Quelques instants plus tard, la voiture souffrait et grinçait sur une voie devenue cahotante. J'étais maintenant tout à fait réveillé et le jour lui aussi s'affirmait...

Ces images sont, de mon existence, les toutes premières dont j'ai gardé souvenir et conscience. Tout ce qui les précède ne m'est connu que par ouï-dire. Ma mémoire comporte sur la suite beaucoup d'ombre et de brouillard. Je me rendis bientôt compte de la présence d'une femme sur le siège à côté du charretier. De la hauteur de mes trois ans, j'atteignais à peine leur séant. Le vélo nous précédait. Je m'agitais pour mieux le voir et fus promptement rappelé à l'ordre.

- *Reste tranquille, tu vas réveiller ta sœur !* La voix de ma grand-mère.

- *Et bien Marie Gravouille, vous voilà bien aise à c't heure. Pas trop fatiguée ?* interroge son voisin.

- *Non ma foué, les p'tits ont été sages.*

Le dernier tronçon du voyage me parut très court. La voiture tourna brusquement, encore une fois à gauche, puis immédiatement sur la droite. Elle stoppa. Nous étions dans la petite cour, à deux pas d'une maison basse. La porte en était grande ouverte et sur le seuil, une subite apparition : ma maman !

Il n'y eut plus ni cheval, ni charrette. Ma grand-mère était repartie avec le cousin Choquetteau vers Saint-Lumine-de-Coutais, à une vingtaine de kilomètres de là, où ils résidaient. Auparavant, mes parents y avaient aussi leur demeure. L'homme au vélo était toujours là, mais sans casquette. Il s'avéra être mon père. Petit à petit, ce même jour ou plus tard, je fis la découverte de ce lieu inconnu. Seul, car mon guide de toujours, mon aîné Félicien, cinq ans, était resté au pays. Il y avait commencé ses humanités à l'école des frères et vivait avec grand-mère. Seul, parce que ma jeune sœur Suzanne, ma compagne de voyage, parlait encore peu et marchait à peine. Alberte, la plus jeune, un bébé de quelques semaines, nous avait précédé avec maman et papa, venus en éclaireurs pour aménager notre nouveau logis.

L'inventaire de la maison elle-même fut vite fait. Elle se composait d'une pièce, grande il est vrai, mais unique. Je la revois comme si c'était hier. En façade, une seule ouverture : la porte. Dès l'entrée, à main gauche, une table et deux bancs rustiques. Dans l'angle, une huche, puis au milieu de l'autre mur, l'âtre, large et béant. Tout à côté, un berceau attaché à un lit d'angle très grand et haut sur pieds. Sa longueur le faisait affleurer une immense fenêtre vitrée posée face à l'entrée. Elle avait été fabriquée par mon père et mise en place avant notre arrivée. A sa droite, côte à côte, deux lits d'enfants suivis d'une grande armoire formant angle. Un second lit complétait l'équipement. Il était tout semblable à l'autre, aussi vaste et haut. La porte, en s'ouvrant, allait buter à son pied. Cet enclos, qui désormais nous servait d'habitation, renfermait absolument tout le patrimoine de mes parents. Il faut cependant que j'y ajoute le vélo de mon père et ses outils de menuisier remisés dans ce que nous appelions le « caviot », une ancienne soue attendant au logement.

Le déménagement, effectué dans des conditions que j'ignore, s'est imposé en raison de l'engagement de mon père dans les chemins de fer. Son affectation sur le réseau de l'Etat, à Nantes, ne pouvait se concilier avec un domicile situé à quelques trente kilomètres sur le bord du lac de Grand-Lieu, pays natal de ma mère. Notre installation dans ce village, appelé « les Rouleaux », résolvait aux deux tiers les problèmes de transport de mon père. Il lui restait pourtant à accomplir chaque jour les vingt kilomètres aller et retour qui le séparaient de son travail.

De notre vie dans cette habitation sommaire (où nous sommes restés plus de deux ans), je n'ai gardé que deux souvenirs : l'un d'un grand

bonheur, l'autre de l'horrible passage de la mort.

Un soir, revenant de son travail, mon père nous dit avoir fait une drôle de rencontre : un vieux bonhomme tout de rouge vêtu et portant une barbe blanche. Il lui avait remis à mon attention, parce que j'étais sage, un très beau livre : le catalogue des établissements « Peugeot », une vraie merveille, de belles images, des machines, des outils et même deux ou trois photos d'automobiles. Et puis, une palette avec dessus des pastilles de toutes les couleurs. Je les ai admirées des journées durant, sans doute pendant des mois et des mois, captivé par leur beauté mais sans que jamais je n'aie su ni à quoi, ni comment on s'en servait. Enfin, autre cadeau de l'inconnu : une petite bougie rouge, qui comportait en guise de mèche, l'imitation d'un arbre tout vert.

Mais la mort est aussi venue chez nous. Terrible. Pour y prendre trois petites sœurs. Suzanne d'abord, la plus âgée, deux ans à peine, en novembre 1926 ; puis Alberte, en juin 1927, elle allait avoir un an. Enfin, en octobre de la même année, Renée, qui n'aura vécu que vingt jours. Je n'ai, bien évidemment, dans l'instant où elle s'est déroulée, rien compris à cette tragédie. Je crois bien même, on a dû me le reprocher souvent, avoir gambadé d'étrange façon quand est venue, une première fois, cette invraisemblable voiture, tirée par deux chevaux tout de noir vêtus.

Les trois petites sont mortes, m'a-t-on dit bien souvent depuis, des complications de la rougeole ou de quelque autre maladie infectieuse. Le taudis dans lequel nous vivions alors n'a jamais été donné comme le responsable de ce triste épisode. La promiscuité y était cependant évidente, mais la

propreté méticuleuse qu'y entretenait ma mère aurait dû, à nos yeux, être une protection suffisante. En revanche, les deux médecins qui avaient été appelés à soigner, ont toujours été tenus, par mes parents, comme responsables et accusés d'incapacité, de fautes impardonnables. L'un, docteur-contrôleur des chemins de fer, appelé le premier comme il se devait, avait prescrit des bains froids (j'ai parfaitement souvenir, en effet, des draps étendus humides sur notre table et des enfants enroulés dedans). Le second, mandé en raison de l'aggravation patente de la fièvre, estimait au contraire qu'il aurait fallu utiliser des draps très chauds. Aujourd'hui, la médecine est encore bien loin d'être une science exacte. Mais qu'était-elle dans les campagnes à cette époque-là ? Un art, peut-être, mais pratiqué trop souvent par de bien piètres artistes.

J'ai oublié les aspects concrets de notre vie à la maison. C'est que sans doute, ils n'avaient rien qui puisse retenir longtemps l'attention d'un enfant. Sans doute aussi, étais-je le plus souvent à l'extérieur que dedans. En tout cas, j'ai gardé jusqu'à maintenant en mémoire, plus nombreux et plus nets, des faits qui concernent les lieux d'alentour et les gens qui s'y côtoyaient.

Le hameau des Rouleaux est situé tout juste à l'écart d'une petite route communale qui, au-delà du champ d'aviation de Château-Bougon, en direction de Nantes, quitte la route nationale de Pornic, et conduit aux Couëts et Trentemoult, une agréable cité de pêcheurs. En la suivant encore, on aboutit à Pont-Rousseau, ce faubourg nantais qui conserve la « gloire » d'avoir arrêté Charette et ses chouans de Vendée en 1793.

Mais la voiture du cousin Choqueteau s'était arrêtée à moins de

deux kilomètres de l'embranchement, aux Rouleaux. Et mes sœurs y sont mortes. J'y ai vécu et découvert tant de choses...

Le choix de mon père s'était porté, manière de parler, sur ce lieu-dit par le seul fait que Morin, un de ses compagnons de travail, y résidait. Sa maison à lui était spacieuse, comptait plusieurs pièces réparties sur deux niveaux. Il y vivait avec son épouse originaire d'ici, sans enfant, depuis le retour de la guerre. Ils étaient déjà mariés auparavant. La dame avait attendu patiemment plus de trois ans, lisant, relisant et classant les cartes postales qui lui arrivaient du front. Une belle collection, désormais sous albums, de cœurs, de choux, de marmots, de femmes habillées ou nues, dans les bras d'un poilu en bleu horizon. Et puis, des anges...

Comme madame Morin aimait les enfants ! Au moment du grand malheur chez nous, c'est elle qui me recueillit. J'avais le droit de regarder les « images » et d'aller la rejoindre le matin dans son lit quand son mari était de service. Elle avait de gros nichons, bien doux, bien chauds. Je le lui disais et j'aimais, entre, y poser la tête. Parfois même, je les mordais goulûment. Elle adorait cela, je pense...

Ce fut un long moment de réconfort douillet, dans un intérieur cossu, où la table était copieuse et bien mise. Je n'avais évidemment pas de telles habitudes et pourtant je m'y plaisais. Mes parents qui, lorsqu'il était procédé à la désinfection de notre logement, habitaient je ne sais où, venaient de temps à autre nous rejoindre. Une chose pourtant me tracassait. Madame Morin avait la manie de me mettre autour du cou des colliers de gousses d'ail. Elle voulait ainsi me protéger contre les vers. Ils

étaient, selon mon entourage, responsables des convulsions qui m'avaient frappé et dont j'ai gardé les suites sous la forme d'un strabisme aussi léger que peu gênant.

Après plusieurs semaines de ce régime, j'ai été réexpédié à Saint-Lumine. J'y ai retrouvé Félicien. Sur ses traces, j'ai fréquenté l'école des frères dans la petite classe, jusqu'aux grandes vacances pendant lesquelles nous sommes restés chez grand-mère. Un bras cassé, les oreillons, tout comme mon frère. Tout le reste s'est perdu dans la nuit des temps.

Le retour aux Rouleaux coïncida, en octobre 1927, avec notre entrée à l'école communale du bourg de Rezé. Nous devions tous les deux la rejoindre, chaque matin, au prix d'un long périple. Nous partions très tôt, bien souvent avant le lever du jour. Tout au début, nous étions accompagnés par trois ou quatre grands du village également affectés à cette école. Après avoir traversé la route communale, nous coupions à travers champs, par les Ecobuts, pour atteindre la voie ferrée de Nantes-Sainte-Pazanne. Nous empruntions le chemin de service, le long du ballast, jusqu'à un passage à niveau distant de trois kilomètres environ. Nous traversions alors les rails, non sans avoir pris – nous étions supposés prendre – les infinies précautions prescrites. Encore un long bout de route et nous atteignions les premières maisons de Rezé.

Appréciées à l'aune d'aujourd'hui, les méthodes pédagogiques devaient être rudimentaires. Je revois un grand tableau noir sur lequel une maîtresse, grande et grosse, inscrivait à n'en jamais finir, des lettres et des signes que je trouvais jolis. C'est à-peu-près tout et pourtant, c'est bien ici

et comme cela que j'ai appris à lire, à compter, à écrire.

Le soir, nous rentrions par le même chemin, souvent seuls, mon frère et moi. Les grands restaient à l'étude. A midi, dans un premier temps, nous mangions à la gargote de la mère Lemerle, installée avec l'accord du directeur, monsieur Guillot, dans un recoin du préau aménagé en cantine. La tambouille y était infâme, sale comme la cuisinière, sans consistance et d'un goût qui, soixante ans plus tard, me revient encore et me soulève le cœur. Cette situation ne dura pas. J'ignore ce qui se passa, mais nous quittâmes la mère Lemerle, à moins que ce ne soit l'inverse. Nous nous rendîmes dorénavant dans une sorte de restaurant aménagé sans doute par un groupement de parents, hors les murs de l'école. Nous nous y régaliions. Mais j'ai connu aussi une période où, dotés de petits paniers en osier, Félicien et moi apportions nos gamelles préparées à la maison.

Les jeudis et dimanches, jours de relâche, et pendant les vacances, nous allions à la découverte des Rouleaux. La maison qui nous abritait était la seconde à l'entrée du hameau. Elle était précédée par une vieille bâtisse, une ruine presque. Des romanichels vinrent l'occuper. Deux familles. Un couple âgé, un autre plus jeune et une ribambelle de gosses. Ils étaient d'une saleté repoussante. Les parents buvaient et se battaient souvent. On ne leur connaissait pas d'occupations. Ma mère avait d'eux une peur panique. Elle ne fut jamais tranquille sur ce sujet. Venait-il à passer une de ces cartomanciennes, nombreuses alors à sillonner les campagnes, elle fermait la porte à double tour et se cachait.

Soudain, notre village, jusqu'alors si tranquille, se mit en ébullition. On parla de chapardes, de vols, de comportements anormaux, que sais-je encore ? Un matin, sur le chemin de l'école, l'aînée de nos indésirables voisins, une grande et belle fille d'une dizaine d'années, à la chevelure longue et brune, barbouillée sans doute mais si jolie... nous prit sous sa coupe, Félicien et moi. Elle nous raconta des histoires et nous décida à la suivre. Nous jouâmes ensemble et, hors de notre route habituelle, parvînmes dans des villages inconnus. Près d'elle, nous étions sans souci ni alarme. Nous allâmes longtemps. Le soir vint et la nuit nous surprit.

Cette équipée fit grand bruit à l'école et scandale aux Rouleaux. Mes parents, aux cent coups, avaient alerté les voisins. Tous contre les Tziganes, qui pourtant n'en pouvaient mais. Dès lors, on n'en finit plus d'incidents en insultes, d'algardes en menaces. On en vint même aux mains. Tant et si bien que l'autorité du lieu, le père Doucet (auprès duquel tout litige venait en dernier ressort) obtint sinon une expulsion, du moins le départ des Gitans.

Le soulagement fut général. Tous les habitants du hameau se rassemblèrent un dimanche sur le grand pré, sorte de place herbeuse et rectangulaire autour de laquelle étaient blottis pêle-mêle tous les bâtiments, les habitations et les granges, les pressoirs et les chais. Les hommes, les femmes et les enfants (nous étions bien quelques dizaines), les Doucet, les Lucas, les Simon, les Morin, les Saupin et d'autres, oubliés. Chacun s'était fendu, qui d'une botte de paille, qui d'un fagot de sarments, de branches. Ce fut un immense feu de joie, une ronde sans fin, des rires, des cris, des chants, une grande liesse paysanne. Toutes les

familles qui vivaient ici, hormis les Morin et mes parents, étaient des petits propriétaires exploitants.

Le père Doucet fut réélu au conseil municipal de Bouguenais et la grande esplanade s'enrichit d'un nouveau mât planté en son honneur. La paix était revenue, sans faille.

Il y eut pourtant encore quelques nuages. Les Morin nous avaient quittés pour s'installer au Couëts et l'homme, subitement, devint fou. Une jeune fille sans âge, un peu dérangée, qui vivait avec ses parents dans une ferme à l'écart, fut emmenée par la maréchaussée. Infanticide. « Oin-Oin », vieux garçon au bec de lièvre, l'unique gars du père Doucet, vivait dans son cellier à proximité du logement familial. Il était atteint du « haut mal ». Un voisin le décrocha un jour. Il s'était pendu. Il survécut. Les gendarmes sont aussi venus chez nous. Avec des copains du coin, armés de frondes, nous avons décanillé les porcelaines perchées au faite de poteaux en ciment. Elles étaient destinées à retenir les fils qui devaient nous amener l'électricité. Ce jeu de massacre coûta très cher aux parents. Quand j'y pense, mes fesses me font encore mal. La lampe à pétrole resta longtemps encore notre moyen d'éclairage.

Nous, les enfants, connaissions tout le monde au village. Nous allions bavarder, parfois, quand il n'était pas ivre, avec « Oin-Oin » ; nous tenions plutôt compagnie à son père, le soir, lorsqu'il dînait d'une soupe et d'une portion de « la Vache rieuse ». Sa fille, madame Saupin, mariée à un tonnelier des Couëts, venait chaque matin à bicyclette. Elle s'occupait surtout du vieux et jetait un œil sur son pitoyable frangin. Le ménage fait, elle préparait la croûte pour les deux, mangeait avec son père. « Oin-Oin » recevait une gamelle

dans son chai. Puis, elle s'en retournait vers son mari et son fils déjà grand. Ils travaillaient ensemble dans l'atelier aménagé dans le jardin, derrière la maison. Elle tenait la comptabilité.

Nous courions chez les uns et chez les autres pour y prendre le lait, des œufs et des légumes. Nous étions partout bien accueillis. Notre mère nous avait enseigné la politesse. Aux Rouleaux, mis à part les « romanos » et les Morin avant leur départ, nous étions les seuls à ne rien produire. Tous les autres foyers, composés de paysans polyculteurs, étaient plus ou moins riches, mais à nos yeux et par comparaison, toujours à l'aise. Ils nous donnaient fréquemment des friandises. Il en est même qui nous gardaient pour la soupe ou pour les crêpes.

Le plus intéressant venait quand l'un d'entre eux nous emmenait aux champs et nous faisait asseoir sur le rouleau ou la herse. Nous étions également invités aux vendanges pour la cueillette, jamais au pressoir. Il nous est arrivé aussi d'être autorisé à courir des heures durant pour fouler le blé noir. Les hommes finissaient la tâche au fléau, le soir.

Nous fîmes réellement connaissance de tous ces gens à l'occasion de rondes de garçons à Noël et à Pâques, mais aussi lorsque les grands avaient tué le renard. Nous partions alors en groupe, de porte en porte, récolter les œufs et les récompenses qui nous étaient dues. Nous avions nos critères de jugement et de classement. Au premier de l'an, il y avait une variante : nous étions, pour la quête, assemblés uniquement par famille. Avec Félicien donc, nous faisons le tour des fermes. A chacun des hommes et des femmes rencontrés, nous récitons une formule sacrosainte : « *Bonjour... Nous vous*

*souhaitons une heureuse année, une bonne santé et le paradis à la fin de vos jours* ». C'était magique. Nous amassions et ramenions à la maison, dans nos musettes, une foule de cadeaux les plus hétéroclites...

Nous devions nous y prendre à plusieurs fois car vraiment, pour nous en tout cas, la récolte était abondante. Le père Doucet, lui, nous attendait sur le seuil de sa porte, les mains derrière le dos, voûté qu'il était quasiment à angle droit, sa casquette immuable, les oreillettes ramenées et boutonnées sur le sommet de sa tête. Et il ricanait, et il gloussait, comme jadis personne d'autre : « *Merci mes petits, vous êtes bien mignons. Justement, j'ai fait cuire les patates pour les cochons. Je vais vous donner les plus belles...* ». Mais encore, avant que nous partions : « *Revenez donc demain matin, ma fille Berthe vous amènera sûrement un petit rien jaune* ». Nous revenions comme dit. Et la bonne dame remettait à chacun, une profusion de gâteries et de friandises, notamment un énorme sucre d'orge tout enveloppé et enrubanné dans un papier aux couleurs vives.

Une pétarade nous réveilla un matin, sans nous faire vraiment peur. Mais nous étions fort intrigués. Devant notre demeure, dans la petite cour, une automobile s'était arrêtée. C'est la première fois que nous entendîmes et vîmes une pareille machine. Celles entrevues sur mon catalogue y ressemblaient bien un peu mais jusque-là, j'avais mal imaginé.

Notre boulanger descendit de son carrosse à moteur. Deux fois par semaine, il venait de Rezé, faisait le tour des hameaux et des écarts et livrait à chacun le pain quotidien. Il facturait « à la coche », ingénieux système pour éviter toute contestation. Il consistait en un bâton de châtaignier

VILLE DE  
ARCHIVES  
REZÉ

fendu en deux dans le sens de la longueur. Une moitié était gardée par le fournisseur qui y notait, dans une entaille pratiquée dans l'écorce, le nom du client. Ce dernier gardait le second morceau avec lui. A chaque livraison, le bâton était reconstitué et le boulanger y pratiquait (sur la fente de raccordement) autant d'encoches que de pains laissés. En fin de mois, il était procédé conjointement à l'addition. D'habitude, son chapelet de clientèle (toutes les coches reliées par un lacet de cuir) reposait à ses pieds à même la charrette. Cette fois-ci, je le vis bien, il trônait à ses côtés sur un siège de cuir dans la belle voiture.

Celle-là était toute rouge, sur le capot et sur ses flancs. Sur le devant, elle avait comme deux yeux cernés de cuivre jaune, rutilant.

La capote était noire et maintenue par deux courroies qui la reliaient aux garde-boue de l'avant. Elle était aussi dotée d'un marchepied.

C'est par là qu'était descendu notre boulanger, tout engoncé et visiblement gêné. Le pain, dans de grands paniers, occupait tout l'arrière.

A quelque temps de là, j'allais moi aussi monter dans une auto, celle de monsieur Mouchet, un commissionnaire de Saint-Lumine, qui venait de l'acheter et de créer une liaison hebdomadaire avec la capitale de la Loire-Inférieure. Il nous prit en charge, moi et mon frère, à l'endroit même où j'avais ouvert les yeux à la vie, deux ans plus tôt, sur la route de Pornic. Nous retournions chez grand-mère pour les grandes vacances de 1928.



## Chapitre Deux

### Le berceau familial

La maison de grand-mère était bâtie toute en pierres de taille non crépies. Elle était composée de deux vastes pièces de plain-pied. Une venelle la reliait au chemin vicinal des Mazures. La curiosité de cette bâtisse résidait dans le fait que les deux salles, pratiquement identiques, étaient totalement indépendantes l'une de l'autre. Chacune disposait d'une entrée séparée, à porte pleine, d'une grande cheminée et d'une fenêtre qui lui donnait une bonne clarté. Le sol était de terre battue.

La surface totale de ce petit édifice ne dépassait pas la moitié d'un are. Le jardinet attenant, qui allait mourir, en forme de triangle, dans les champs voisins, n'était guère plus vaste. Ce fut, pour deux générations de ma famille, côté maternel, La Maison, tout le *bien dont elles disposeront*. Il n'empêche que, dans nos esprits d'enfants, alors que nous étions si mal logés ailleurs, elle représentait le lieu idéal de nos rêves et de nos évasions. Mes grands-parents avaient acquis ce lopin de terre vers la fin du siècle et c'est Eugène Hervouet, mon grand-père, qui mena à bien la construction.

A la longue, car compagnon du Tour de France, il partait le plus souvent sur le trimard. Il lui fallut bien des années pour terminer son œuvre ; il fallut surtout qu'il soit atteint et opéré d'une mastoïdite et limité en conséquence dans sa frénésie d'escapade. Enfin, il eut la force et, au bout du compte, la satisfaction de l'achever avant de mourir.

Les quatre enfants issus du mariage d'Eugène et Marie Gravouille étaient déjà grands, ce qui explique peut-être cette décision de séparer totalement les deux pièces. Mais la guerre de 1914-1918 et la disparition du bâtisseur rendirent superflu ce parti pris d'autonomie. Les deux garçons, Eugène et Albert, partirent combattre, l'aînée Véronique alla travailler dans l'industrie à Nantes. Quant à ma mère, la petite Marie, placée dans les fermes dès l'âge de onze ans, elle continuait, au dehors, à trimer comme devant.

Lorsque notre tour vint d'utiliser la maison, nous ne vîmes, dans sa disposition bizarre, que des inconvénients. Cependant, il faut bien dire que les moyens de grand-mère ne lui permettaient pas d'aménager et d'entretenir deux pièces. Ses enfants, ou bien s'en désintéressaient, ou n'avaient que trop de difficultés par ailleurs.

La seule chambre utilisée par grand-mère, la plus éloignée du chemin et la plus proche du jardin, nous abritait aussi. Elle était meublée très simplement. Au fond, encadrant une immense cheminée, deux lits à baldaquin. En plein milieu, une grande et belle table, deux bancs sur la longueur et une chaise à chaque bout. A droite de la porte, au-delà de la fenêtre, deux armoires paysannes, brillantes et sculptées. A gauche de l'entrée, un hucher abritait des pots en grès dans lesquels étaient conservés, quand il y en avait, du beurre et du lard. Le gros pain de six livres y trouvait également place, enrobé d'un torchon blanc.

Au-dessus, un garde-manger, fait de toile à tamis, avait été cloué au mur. Enfin, tout à fait dans l'angle, la cruche à eau, bec verseur en avant, était juchée sur une sorte de trépied et la cuillère à puiser, invisible, toujours accrochée à l'intérieur. A ma connaissance, la pièce contiguë est toujours restée vide, à moins que n'y séchassent les rares produits du petit jardin potager. Grand-mère dormait dans le lit de gauche. Félicien et moi occupions l'autre. Les grands rideaux, lie de vin, qui tombaient du plafond, nous ménageaient un confort douillet et procuraient une impression de sécurité. La literie était formidable de douceur et de chaleur. Rien ne remplacera jamais les couettes et les édredons de mon enfance. Je les appréciais quand il faisait froid, mais plus encore lorsque le vent soufflait et chantait sur le toit. Nous étions, dans nos draps, aux premières loges, car la maison n'avait pas de plafond ; la charpente apparaissait à nu, peinte en bis, d'une construction habile et élégante ; les chevrons visibles portaient à même les tuiles. Et le vent était souvent des nôtres là où s'élevait... Mais pourquoi ce passé ? Peut-être existe-t-elle encore notre maison...

Elle fut sans doute édifiée, en son début, il y a près d'un siècle, derrière la cure de Saint-Lumine-de-Coutais (rien à voir avec celui qui a donné son nom à une localité près de Clisson). Non, Saint-Lumine-de-Coutais est une commune de Loire-Atlantique sur le bord du lac de Grand-Lieu, sur son côté ouest et à trente kilomètres au sud de Nantes.

A l'époque dont je parle, notre département s'appelait encore Loire-Inférieure, mais le lac en question, mon lac (le Grand-Lieu) n'en n'était pas moins le plus étendu de France. Enfin presque ; il l'avait été jusqu'au moment

où la France annexa la Savoie. En fait, c'est un immense ensemble qui comporte en son centre une vaste nappe d'eau, alimentée par deux ou trois rivières, l'Ognon, la Boulogne, le Tenu... Une multitude de ruisseaux s'y jettent aussi qui viennent en serpentant des sept ou huit paroisses qui le ceinturent à distance. Autour de cet espace d'eau claire, s'est formé un marécage à n'en plus finir, fait de bambous, de joncs et de roseaux. Des étiers le transpercent, à peine visibles tant ils sont couverts de nénuphars et autres plantes aquatiques, puis il meurt tout à coup. Il fait place au marais, un large anneau d'herbe rase et tendre sur lequel paissaient des milliers et des milliers de bêtes à cornes, une multitude d'oies grises et blanches. Propriété indivise des communes qui culminent sur les coteaux tout autour, ce pâturage exceptionnel constituait pour les cultivateurs un auxiliaire précieux et rémunérateur.

Le spectacle qu'offrait alors Saint-Lumine, aux confins occidentaux du lac, au petit matin et au couchant, était pour nous, jeunes semi-citadins en transit, grandiose et suffoquant à la fois. Les vaches, par centaines, et par milliers les volatiles, bien en rangs, au sortir des granges, quittaient les rues du bourg et se dirigeaient seuls – empruntant les deux routes qui y plongent pour s'y perdre – vers le grand pré circulaire. La nature généreuse leur réservait, ici, espace et nourriture en abondance. La remontée, au crépuscule, était parfois difficile. Des bêtes s'égarèrent et devaient être recherchées dans des villages avoisinants. Mais, c'était, somme toute, assez rare et personne ne s'en plaignait vraiment.

Cette transhumance quotidienne n'était pas la seule ressource du lac. La pêche y était également d'un apport intéressant. Il abritait,

notamment à son extrémité est, une agglomération de pêcheurs professionnels, Passay, où des dizaines de feux, groupés en coopérative, y puisaient pour l'essentiel leurs moyens de vivre. Les paysans, pour leur part, braconnaient plus ou moins dans les chenaux qui conduisent vers le centre aqueux. Pour tous, le grand attrait était constitué, à la saison, par la chasse au gibier d'eau qui pullulait dans les herbes et les fourrés. Il arrivait que nous soyons gratifiés par des amis de grand-mère d'une « joselle » ou de quelqu'autre canard sauvage. Ils étaient les bienvenus et amélioreraient notre bien strict ordinaire...

Cependant, l'événement de loin le plus considérable (à l'égal peut-être de la Fête Dieu) avait lieu chaque année. C'était la pêche aux macres. Cette tradition, née dans la nuit des temps, tire son nom de celui donné par les gens du pays à une espèce de châtaigne d'eau qui mûrit avec le printemps. La coutume voulait qu'un dimanche de mai, après la grand-messe, promis et promises se retrouvent au bord du lac et partent ensemble à bord d'un bateau plat, à la cueillette des fruits... Fruits d'ailleurs défendus, mais en vain, par l'Eglise, qui était ici encore toute puissante. Rares étaient, en effet, les garçons et les filles qui ne bravaient pas l'interdiction, surtout après la guerre de 14-18.

En tout cas, ni mes parents, ni mes oncles, ni mes tantes ne la respectèrent. Eugène, l'ainé des fils Hervouet, y emmena sa Marie Chiffolleau, la fille du café de l'Union ; Albert y alla aussi, en compagnie de Léa Denis, née dans la quincaillerie. Il n'est peut-être que Véronique qui n'en eut pas l'occasion. Mais, comme par revanche, elle épousa un David, patron-pêcheur en Loire, installé à Trentemoult.

J'ai accompagné plusieurs fois mes parents sur ce parcours des macres. C'était, pour eux, une sorte de pèlerinage aux sources. Nous prenions place dans une de ces yoles caractéristiques. Mon père maniait la gaffe d'une main experte. Partant du grand étang creusé au bout de la route aux vaches, nous empruntions le large chenal, puis les saignées au travers des marécages. Au-delà des châtaignes, nous atteignions parfois le milieu du lac et parfois même nous poussions jusqu'à Passay.

En l'une de ces occasions, j'y ai parfaitement entendu les cloches d'Herbauge. Chacun sait à Saint-Lumine qu'au sixième siècle, cette ville, importante pour l'époque, a été ensevelie à la suite d'un effondrement de terrain consécutif à une inondation de la Loire. Le lac est né de cet événement sans aucun précédent ni de lendemains qui puissent lui être comparés. Les cloches de l'abbatiale d'Herbauge, seules, ont survécu. Elles sonnent bel et bien. J'en suis témoin. Les mécréants prétendent que ce sont les carillons des églises voisines que l'on entend. A les en croire, les sons proviendraient de Saint-Aignan et de Saint-Mars, de Saint-Philbert et de Pont-Saint-Martin, de Saint-Lumine même, et se réfléchiraient sur les eaux. Mais il ne faut évidemment pas prêter foi aux propos de ces gens là.

Ah ! Ce lac... Que de projets n'ont-ils pas été dressés autour de lui. Certains voulaient en faire, à la fin des années trente, une piste pour hydravions. D'autres, plus récemment, méditaient d'y créer un centre touristique, avec reconstitution d'une cité lacustre, comme au temps des Namnètes, nos lointains ancêtres. Finalement et heureusement, il est demeuré à l'état de nature. Il est aujourd'hui encore le paradis des

hérons, leur plus important site en Europe.

Autant les frères et sœurs de ma mère, mariés dans des familles plus aisées, s'étaient définitivement détachés et éloignés de notre contrée, autant ma mère, la plus jeune, lui resta fidèle. Avec mon père, ils s'étaient connus dès l'enfance, au hasard de leurs tribulations dans les fermes de la région. Dès leur plus jeune âge, ils avaient été « loués » par leurs parents. Il semble qu'ils aient ensuite volontairement choisi des engagements parallèles. Appartenant à la classe seize, mon père fit une grande partie de « la Grande Guerre ». Il connut Verdun et combattit au chemin des Dames, mais je n'en sais guère plus. Il n'en parlait pas, si ce n'est pour se plaindre d'avoir fait, l'armistice conclu, un an de « rab » en qualité de zouave, à Fez ou quelque part par là.

A son retour, le mariage fut célébré et le jeune couple s'installa dans la fameuse chambre à côté de celle occupée par grand-mère. Le 13 avril 1921, Félicien vint au monde. Je le suivis seize mois après. Les ressources du ménage semblent avoir été modestes et irrégulières, gagnées ici et là, à la journée chez les uns et les autres, agriculteurs, charrons...Et chez un tuilier. Ce dernier, un certain Lemaître, installé à la limite du marais, s'était mis en tête d'utiliser la terre du grand pré pour en faire un genre de briques, propres, selon lui, à la construction. Mais sa réputation tenait surtout à ses différends avec le curé et le vicariat de Saint-Lumine. Il avait, en effet, en marge de son industrie, monté une sorte de bastringue à deux pas du bourg, tout au bout du petit chemin qui passait derrière le presbytère et juste devant chez nous. « Petit Maître » (c'était le surnom du loustic) s'était procuré un piano mécanique et, tous les samedis, tous les dimanches, il conviait la

jeunesse à venir danser et se distraire dans sa petite demeure de vieux garçon. Le scandale fut énorme dans la paroisse et dans tous les environs.

Saint-Lumine comptait, juste après la guerre, déduction faite des morts qui y furent nombreux, un millier d'habitants, cultivateurs pour la plupart. Une bonne moitié demeurait dans le bourg même. Certains s'adonnaient, aidés par leurs femmes et leurs filles, à des activités supplémentaires. Les commerces et les ateliers d'artisans y étaient nombreux et suffisamment diversifiés pour satisfaire les besoins essentiels de la population. C'est que la commune se trouvait relativement isolée. Les agglomérations les plus proches sont distantes d'une bonne dizaine de kilomètres. Une route départementale ne fait que traverser le village, y formant un genre de V. La branche de droite et celle de gauche se rejoignent sur la place de l'église. La première vient de Saint-Mars et y conduit et l'autre Saint-Philbert. Toutes les voies adjacentes finissent ou dans les champs ou dans les marais. Un véritable cul de sac. Et les transports, en ces temps là, étaient rares et lents.

Une communauté aussi étroite et aux horizons aussi limités ne pouvait pas ne pas subir l'influence du clergé. C'était une longue histoire et la Révolution n'était pas si loin, contre laquelle tous nos paysans se sont levés. Avec le pays de Retz voisin, Saint-Lumine compte parmi les communes qui ont donné à Charette le plus grand nombre de chouans. Il en résultait ceci : la paroisse était propriétaire d'une immense cure abritée dans un grand parc boisé, entièrement entouré de murs importants. Cet ensemble comporte même en son sein, un grand bois de buis séculaires, tellement rare qu'il a été classé monument historique. Cet espace résidentiel est situé au fond du village,

aussitôt après la mairie et à deux pas du cimetière. Les maîtres du lieu, au nom de Dieu et de l'évêché, sont le curé titulaire et ses vicaires, les missionnaires et les sœurs en subsistance. Ils étaient alors nombreux, car il convient de le préciser, ils assuraient les cours de deux écoles, une pour les garçons et l'autre pour les filles, qui leur appartenaient.

Le domaine de la cure s'étendait loin, hors de ses propres murs. Son patrimoine foncier était estimé à une vingtaine d'hectares (vignes, céréales) ce qui en faisait, par son étendue et son rendement, le plus important de la commune. Les cultivateurs, qui y demeuraient et qui se disputaient les fonctions de marguilliers, participaient à tour de rôle aux travaux de mise en culture de ces terres d'Eglise, aux récoltes, aux vendanges. Beaucoup y ajoutaient des offrandes prélevées sur leur production personnelle. Monsieur le curé et ses vicaires présidaient aussi, sans que jamais ils ne l'exigèrent, la chorale, l'équipe de football et la clique.

Il n'est pas jusqu'aux assemblées d'exploitants qu'ils animaient souvent. Il est vrai qu'ils en avaient, en qualité de propriétaires, droits et titres. Le maire existait bien pourtant, même qu'il s'appelait Lebreton. Mais le bon vieil homme, fervent catholique, avait assez à faire avec sa propre exploitation. Il se reposait, pour l'administration de la commune, sur un secrétaire en titre. Ce dernier n'était rien d'autre que le professeur des grandes classes de l'école des frères. Belle indépendance !

La mairie était installée dans un groupe de vastes bâtiments. Elle occupait celui du milieu. De chaque côté s'élevaient les locaux de ce qui avait été, dans le passé, les écoles

confessionnelles des garçons et des filles. Au moment de l'application de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les deux établissements ont été purement et simplement fermés. Les parents ont préféré payer, de leurs deniers, de nouvelles installations plutôt que de confier leurs enfants à l'instruction publique.

Il est compréhensible que, dans ces conditions, l'initiative de Jean-Marie Lemaître, n'eût pas l'heur de plaire. Les hommes revenus de guerre y succombèrent bien, au début, dans la soif bien légitime de prendre un peu de bon temps. Mais cela ne dura pas. Le poids des femmes, les prêtres derrière, les ramena vite, pour la plupart, à la raison.

Mes parents, quand je venais juste de naître, estimèrent préférable de partir. Ils avaient entendu dire qu'ailleurs, dans les régions dévastées par les combats, il y avait du travail, de bons salaires et beaucoup d'avenir. C'est ainsi que tous les quatre, à la fin de 1923, nous nous retrouvâmes dans la Meuse. Notre point de chute était situé près de Saint-Mihiel. Le patelin était placé sous l'autorité du curé du coin. Il nous prit immédiatement en charge. C'était un personnage totalement différent de ses confrères de Saint-Lumine. Ma mère l'a souvent décrit : il était grand, vieux mais droit, habillé d'un large sarrau noir et le chef surmonté d'un chapeau sombre ; il était chaussé d'énormes sabots Malborough.

Le saint homme était omniprésent et il s'occupait de tout. Maire, instituteur, confesseur ; il mariait les gens et enterrait les morts. Ma mère l'estimait beaucoup, mais j'ai bien cru comprendre qu'elle en avait un peu peur. Mon frère allait chaque jour, avec les autres rares gosses, au presbytère où, dans une des seules pièces restées

debout, l'ecclésiastique avait entrepris de leur apprendre à lire ; quant à moi, je restais avec ma mère dans une casemate en béton édifiée par les Allemands et qui nous servait de logement. Il y avait des rats, beaucoup de rats. Mon père m'avait fabriqué une sorte de berceau en forme de canot. Il l'avait fixé au plafond avec un ressort, sans doute prélevé sur un vieux sommier, afin que les bêtes ne puissent pas me mordre. Le chef de famille avait de quoi faire. Il apprit et exerça tout en même temps les métiers de menuisier, charpentier, charron. Il gagnait pas mal d'argent. Malheureusement, ma mère ne put pas (comme on la comprend) supporter le dépaysement et ce genre de vie, oh combien précaire. Elle tomba, comme disait son mari, dans la neurasthénie.

Le retour au pays se fit un an à peine après que nous soyons partis. Nouvelle tentative d'insertion à Saint-Lumine. Les prêtres n'y aidèrent pas... une solution fut aussi recherchée à Bois-de-Cené, le pays natal de mon père, en Vendée. Sans plus de succès. Sa mère y résidait encore, dans une situation proche de la misère. Le grand-père paternel était mort depuis plusieurs années. Il avait été gazé accidentellement dans une poudrerie où, pendant le conflit, il avait été mobilisé.

La veuve n'avait pour seul moyen d'existence que la maigre pension qui lui était servie par l'Etat, quelques poules et lapins, un jardin minuscule. Elle avait cependant un toit, au lieu dit le Chiron, sur un taudis sans air et noir au point que, même en plein jour, on n'y voyait jamais clair. Le cadet de la famille, Joseph, venait de se marier avec une « maraîchine » des environs de Bouin, tante Léontine. Cette femme entreprenante lui donna plusieurs enfants et le rendit riche en ouvrant et en régentant un bistro aux portes de Machecoul.

Le troisième enfant, la petite Maria, vivait encore chez sa mère. Placée comme servante chez un grand invalide de guerre (les deux pieds gelés et coupés), elle aidait bien sa mère, Marguerite née Potier, par l'apport de ses gages. Elle épousa le mutilé dès qu'elle eut dix-huit ans. Trois ans plus tard, elle mourait de la tuberculose et en couche du dernier né, le petit Francis. Mon père devint le tuteur de trois orphelins, Francis, Marie et Pierre. Un an plus tôt, tombé d'une machine à battre le grain chez son employeur, il était lui-même resté allongé pendant de long mois. Par bonheur, il allait bientôt être admis, par le réseau de l'Etat, dans les chemins de fer.

## Chapitre Trois

### Portraits de famille et d'autres...

Je ne sais plus si, après les grandes vacances de 1928 (elles duraient alors trois mois pleins, de juillet à septembre), Félicien et moi retournâmes ou pas aux Rouleaux. En tout cas, cela aurait été pour bien peu de temps. Une chose est certaine : le premier octobre, nous retrouvâmes l'école communale du bourg à Rezé et nous nous habituâmes bientôt à un nouveau trajet. Mes parents avaient en effet trouvé un nouveau domicile, près de Nantes, à la Haute-Ile.

Ils n'avaient fait, en vérité, que reprendre la petite route de mon éveil et poursuivre sur la rive sud de la Loire jusqu'aux limites même de la grande ville. Mais nous devenions, de plein droit, des Rezéens.

Ma famille était maintenant locataire d'un contremaître des Chantiers de la Loire, monsieur Rousseau. Il était aussi notre plus proche voisin. C'était un homme grand, toujours habillé de la même façon : un pantalon de velours bien ajusté et un pull-over bleu marine à col roulé. Sur la tête, il portait l'incontournable casquette nantaise, mais avec cette particularité que la visière était de cuir luisant et non en étoffe. Il était fort aimable, quoique peu causant. Sa femme aussi d'ailleurs. Elle ressemblait à une jolie poupée, bien douce, avec les cheveux courts, blonds et bouclés. Elle travaillait à Nantes dans les bureaux. Nous n'avons jamais eu à nous plaindre de cette proximité, bien au contraire.

Le logement qu'ils nous laissaient était mitoyen du leur, et autant que je m'en souviens, tous deux avaient la même disposition. Nous accédions, depuis la rue, par trois ou quatre marches de pierre, à un petit perron dallé. Ma mère devait mettre des plantes et des fleurs en pots. En façade de la maison, au rez-de-chaussée, une porte de plain-pied et une fenêtre. Deux fenêtres à l'étage. A côté, chez les Rousseau, c'était la réplique inversée.

Notre nouveau logement n'avait évidemment rien de comparable avec le précédent. Nous disposions de deux pièces au sol et de deux à l'étage que nous atteignions par un escalier intérieur de bois ciré. La seconde du bas était bien un peu sombre qui n'avait pour l'air et la lumière qu'une porte à demi vitrée, donnant sur une ruelle, elle-même peu éclairée. Mais ce changement nous apportait bel et bien comme le jour après la nuit. Nous vécûmes là, très heureux, pendant trois ans.

Le chemin vers l'école était encore long, mais nous avions grandi et nous n'y trouvions qu'agrément. Le matin, nous (quelques gamins du coin) prenions en charge mademoiselle Ollive, une institutrice, vieille fille, énorme, qui, au début de notre rue, vivait seule avec son chien (un berger allemand) dans une grande maison bourgeoise. Sur le devant, un jardinet lui-même ceint de grilles et d'un vaste portail en fer forgé.

Nous l'attendions derrière la porte d'entrée en chêne à deux battants, dans un petit vestibule, au pied d'un escalier qui nous paraissait monumental. Mademoiselle Ollive n'était jamais prête. Elle s'affairait en désordre à monter sa longue chevelure en chignon, à surveiller le lait qui chauffait dans un grand faitout et destiné à remplir, avec des tranches de pain, deux grandes jattes pour le chien. La viande, pour elle et pour lui, devait être servie au repas du soir. Enfin, elle enfournait je ne sais quoi dans un grand sac, mi cabas mi serviette, et nous prenions la route.

Mademoiselle Ollive, qui avait aussi été notre maîtresse auparavant, roulait littéralement de droite à gauche et avançait derrière nous, en pouffant. Elle devait bien peser cent kilos, enrobée qu'elle était, de haut en bas, de graisse sous une peau luisante. Elle était repoussante. Et si gentille pourtant. Nous l'aimions beaucoup et la tournions en ridicule de la même façon.

Aux beaux temps, nous abandonnions la route à hauteur de la Basse-Ile pour prendre, à travers champs, jusqu'à l'allée des Marronniers (une belle longue route toute droite et ombragée) qui montait depuis la Loire jusqu'à l'église de Rezé. Nous passions devant la mairie et, en face, l'école nous attendait. Il arrivait que mademoiselle Ollive, en route, perde sa culotte. Nous l'entourions alors, afin de la cacher, dans ses difficiles contorsions pour la remettre en place.

Temps heureux qui ne prennent, hélas, que peu de place dans les souvenirs. La vie fut également, ce me semble, plus facile pour nos parents. Mon père avait en tout cas la tâche plus aisée, ne serait-ce que pour aller travailler. Il empruntait la route qui mène vers la gare de Pont-Rousseau et les abattoirs ; à peine (trois-cents

mètres) plus loin, il s'engageait le long de la voie ferrée, traversait la Loire sur le grand pont de fer et débouchait peu après à sa gare d'attache : Nantes-État. Il y travaillait comme homme de manœuvre à la « butte ». Cette drôle d'engence l'occupait, par alternance, jour et nuit, selon un roulement dit des « trois-huit » (trois fois huit jours de huit heures). De telle sorte que nous ne le voyions guère et, de fait, ne le connaissions que peu.

Il était bien présent, pourtant, et il nous apparaissait les jours de ses repos comme un homme, à cette époque là, pas très gros, pas très grand, mais robuste. Il avait le visage ovale, les sourcils bien dessinés au dessus des orbites dans lesquelles s'engageaient quelque peu des yeux rieurs marrons clairs. Son teint était très basané, comme souvent celui des hommes du marais. Ses cheveux d'un noir de jais étaient toujours bien coiffés, la raie sur le côté gauche et une mèche bien fournie, rejetée en forme de rouleau vers l'arrière. Son trait le plus caractéristique : le nez, dont il était fier. « Le nez des Bourbons », aimait-il à dire. Pour notre part, nous le considérions seulement busqué.

Notre mère, très petite, toute menue (du moins dans les périodes somme toute rares où elle n'était pas enceinte) portait encore, quand nous arrivâmes à la Haute-Ile, les cheveux longs qui, défaits, lui descendaient jusqu'à la moitié du dos. Ils étaient châains clairs, non frisés, mais très souples cependant. Elle les portait en chignon. Elle n'allait pas tarder à succomber à la grande vogue. Elle opta pour une coupe à la garçonne et s'habilla évidemment à la mode Charleston. Physiquement parlant, elle ressemblait tout à fait aux gravures que l'on nous montre maintenant pour illustrer la femme de ce temps. Son



visage allongé semblait s'être arrondi naturellement sous l'effet indirect des ciseaux dans la chevelure. On lui remarquait surtout les yeux : deux grands quinquets d'un bleu extraordinaire, intense et pâle à la fois. Un bleu franc comme recouvert d'un tulle clair et léger.

La qualité de cheminot de notre père nous procurait, entre autres, l'énorme avantage de pouvoir voyager. A vrai dire, notre horizon, pour des yeux d'aujourd'hui, restait limité. La gratuité des transports nous permit surtout d'aller à la mer, à La Bernerie, au Clion, aux Sables d'Olonne, mais le plus souvent à Pornic, un petit port que nous adorions. Nous arrivions dès le matin sur une petite plage excentrée, quelquefois au pied du château, à la Noëveillard, équipés d'un grand panier d'osier, dans lequel les parents avaient entassé force ravitaillement pour la journée. Nous étions généralement seuls mais il advint que des familles voisines nous y accompagnent. Aux grandes marées d'équinoxe, nous poussions (les plus grands et papa) jusqu'à Préfailles et la pointe Saint-Gildas, d'où nous ramenions des cargaisons de moules et de crabes dormeurs... C'était cependant à faire le tour de la famille qu'étaient destinés les permis de circulation et les jours de congés et de récupération de mon père. Nous allions chez nos oncles et tantes, tous installés dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de Nantes. En retour, ils étaient accueillis chez nous à l'occasion des naissances et des baptêmes. Tous furent plus ou moins marraines ou parrains de nos frères et sœurs comme de nous-mêmes.

Nous sommes allés ainsi, deux ou trois fois, à Segré, chez l'oncle Eugène, qui était chef de gare dans cette localité minière, alors en pleine activité. Sa femme, Marie Chiffolleau, restait à la

maison et s'occupait de ses deux filles et d'un garçon, qui portait un prénom, plutôt féminin, d'Odile. Nous étions fort bien reçus dans leur logement de fonction. Nous ne nous lassions pas d'admirer le spectacle offert par le défilé incessant au dessus de nos têtes, dans le jardinet attendant, des wagonnets sur fils qui ramenaient des environs le minerai de fer et le versaient directement dans les bennes alignées en éventail sur les rails avoisinants.

Eugène ressemblait beaucoup à ma mère. Il était cependant beaucoup plus grand. Toujours élégamment vêtu, il avait ce que l'on appellerait aujourd'hui un petit air « british ». Il avait d'ailleurs beaucoup d'humour et racontait sans cesse des histoires. « Un peu hâbleur », disait mon père. Son épouse, Marie, était si effacée et ses enfants de même que je les ai pour ainsi dire oubliés.

Nous aimions également nous rendre chez tante Léontine (la femme de Joseph, le frère de mon père). Nous choisissons de préférence les dates qui coïncidaient avec les concours hippiques de Machecoul. La grande astuce de notre tante avait été d'ouvrir sur la route de Bouin, à deux pas de l'hippodrome, un restaurant buvette. Son établissement était fréquenté, à longueur d'années, par le personnel d'entretien des installations et des pistes, par des éleveurs et des jockeys qui venaient s'y entraîner. Mais bien évidemment, elle s'était arrangée pour obtenir la concession exclusive des stands boissons montés à l'occasion des épreuves. C'était jours de folie... Nous y apportions naturellement un appoint de main d'œuvre. En ces périodes où le cheval régnait, Léontine était reine mais, sous ses airs de maîtresse femme, elle se comportait en hôtesse agréable et généreuse.

L'oncle Joseph, lui, n'en pouvait mais. Il laissait faire. Petit, rouquin, presque chauve, il louchait et avait abdiqué en donnant les pleins pouvoirs à Léontine. Nous avions bien aussi, ici, deux ou trois cousins. Je ne me les rappelle qu'au travers de leur participation à nos côtés, à une espèce de chasse à courre. Le gibier n'était rien d'autre que les volailles de leurs parents. Nous fîmes un massacre dans les champs autour de la maison. Notre victoire fût un désastre...

Tonton Albert et sa femme, Léa, avaient deux filles. L'une, Michèle, était jolie comme tout. Plus âgée que mon frère et moi, elle devait se marier vers cette époque. Félicien, qu'elle aimait beaucoup, fut son garçon d'honneur. J'eus pour ma part l'avantage de participer aux repas et festivités d'un grand mariage à la mode de chez nous. Il y avait des dizaines de personnes, parents, alliés et amis. Un traiteur faisait l'office des agapes qui n'en finissaient pas. Aussitôt que rassasiés, nous nous esquivâmes, tous les enfants invités, sous la conduite de la sœur de Michèle, notre jeune cousine Gaétane.

Nous allions à la découverte des merveilles entassées dans un vaste hangar, propriété du patron de mon oncle, Jean-Marie Gouy. Ce charpentier, originaire lui aussi de Saint-Lumine, s'était installé au lieu-dit « le Coin aux Rats », sur la commune de Saint-Mars-de-Coutais. Albert et sa famille l'avaient suivi. Ils étaient logés de l'autre côté de la route, face à l'atelier et à la maison des maîtres, dans un petit logis tout simple, mais joliment arrangé.

C'est là, attendant, que ce trouvait le hangar aux trésors, deux grandes machines à battre et deux locomobiles à vapeur destinées à les

animer. Nous y avons alors passé de longues heures puisque, lorsque nous sommes retournés sur les lieux du banquet, il faisait presque nuit et les brioches et autres desserts ne faisaient qu'arriver. Je ne jurerais pas que les beaux costumes dont on nous avait vêtus n'aient pas un peu souffert dans l'aventure. En tout cas, personne ne semble s'en être aperçu. Nous y sommes revenus souvent par la suite, puisque la route de Saint-Lumine passait par là, lorsque nous allions chez grand-mère, par le train qui nous laissait à la gare de Port-Saint-Père-Saint-Mars.

A l'inverse de son frère Eugène, tonton Albert était petit et très brun. Le cheveu rare et la bouche légèrement de travers, il parlait peu et d'une voix traînante. En quelques mots cassants dans la conversation, il avait toujours l'air de rendre une sentence. Cela exaspérait bien un peu mon père qui l'estimait bien, pourtant. Il laissait passer le plus souvent, sauf quand, lui-même éméché après le tour traditionnel des fermes voisines, il devenait également têtue. Nous repartions, alors, vers Nantes ou vers Saint-Lumine. Ils étaient fâchés... Jusqu'à la rencontre suivante. Ma mère s'efforçait de calmer le jeu. Albert l'adorait. Et sa femme Léa, forte et rubiconde (on dit qu'elle levait bien le coude), se gardait d'intervenir.

Il nous est arrivé également, une fois ou deux, de nous rendre à La Chapelle-Glain, près du Maine-et-Loire, où s'était établi, après un mariage avec une fille aisée, un frère de lait de ma mère, Jacques Baudouin. Il exerçait, avec ses beaux-parents, l'élevage et le commerce en gros de porcs et y tenait une charcuterie réputée loin alentour. Il était devenu extrêmement riche mais conservait envers ma grand-mère, qui l'avait élevé pendant plusieurs années, et pour ma mère, sa sœur Marie, une

adoration véritable. Il devait malheureusement mourir, jeune encore, de la tuberculose.

Je n'ai pas encore dit, il est vrai, que pendant qu'elle attendait son mari bourlingueur et les sous qu'il lui destinait, ma grand-mère était nourrice de l'Assistance publique. Elle avait été agréée, il y avait bien des années, pour accueillir et élever (moyennant un tarif administrativement fixé et à des conditions strictement déterminées) des enfants abandonnés. Il a été suffisamment dit et écrit sur ce sujet pour qu'il soit besoin d'en ajouter. Disons grosso modo que cela pouvait être le meilleur ou le pire selon les familles d'accueil. Chez ma grand-mère, c'était le meilleur. Nous étions personnellement très heureux. Ses pupilles, bien plus que nous encore, y étaient gâtés. Et quand ils la quittaient, c'était toujours larmes et pleurs à n'en plus finir. La plupart d'entre eux lui écrivaient toujours. Certains venaient quelquefois la voir.

Je me rappelle bien de la dernière qu'elle reçut, Hélène Pézeron de son nom « administratif ». Elle était méchante comme une teigne. A l'école, qu'elle fréquentait irrégulièrement car elle se disait souvent malade (et peut-être l'était-elle vraiment), elle travaillait mal, se battait souvent et attrapait tous les poux du monde. C'est qu'elle avait une tignasse extraordinaire. Longue, jusqu'au ras des fesses, et crépue et frisée. Elle n'était pas très belle. Les traits du visage étaient durs et, déjà, des rides mal placées accusaient les mauvais jours qu'elle avait précédemment connus. Elle n'en parlait pas beaucoup. Mais, dans des moments de chagrin ou de tristesse, elle y faisait allusion. Aux yeux de grand-mère, elle n'était rien de moins qu'une petite merveille. Au point que lorsque, quelques années plus tard, l'âge du

rappel étant venu, on lui enleva, elle en perdit la tête.

Pour ma part, je considérais Hélène comme une bonne copine. Elle était de tous nos jeux de garçons, de toutes nos balades. Nous nous battions quelquefois et sa longue chevelure à portée de mains compensait l'avantage que lui donnait son âge. Elle était déjà une adolescente qu'il s'en fallait encore que se termine mon enfance. Elle en avait conscience. Et c'est sans doute cette supériorité qu'elle voulut affirmer quand elle décida de m'initier au mystère de la différence. Elle me montra, sans aucune gêne, ce qui faisait qu'elle était une fille et moi un garçon. Cela se passait dans une pièce vide à côté du logement. Je dus bien avoir alors surprise et étonnement, mais sans plus. Il n'y eut d'ailleurs jamais de suite...

Au cours de ce dernier long séjour que je fis chez grand-mère (car elle se faisait plus vieille et la charge d'Hélène était bien suffisante), j'appris à mieux connaître quelques personnages entrevus auparavant.

« Petit Maître » passait quotidiennement le soir devant la maison. Il en avait bien fini avec ses projets et entreprises grandioses. Il regagnait sa maison dans le marais, après une longue journée de labeur chez l'un et l'autre. Toujours vêtu d'un bleu de chauffe, il portait, comme pour tenir le pantalon, une large ceinture d'un rouge éclatant, avec sur la tête, une inusable casquette bleu marine, et sur le dos, une sorte de havresac d'où dépassait toujours le goulot d'un litron. Il s'arrêtait parfois chez nous pour prendre des nouvelles des anciens de la « classe », comme il aimait dire. Et il remémorait des souvenirs. C'est de lui, sans doute, que je tiens ce que j'ai pu en dire.

Le cousin Choqueteau travaillait de temps à autre sur une propriété voisine de notre logis, chez Gadebois, derrière la cure. Il ne manquait pas, alors, de venir faire la causette avec Marie Gravouille. Drôle d'être. Il n'avait pas du tout l'air d'un paysan. Grand, raide et droit, il était vêtu d'un costume gris foncé, usagé mais très propre. Sous la veste, un petit gilet dont l'une des poches abritait une montre-gousset. La chaîne dessinait une courbure élégante jusqu'à la boutonnière où elle était fixée. Il avait, me semble-t-il, l'exactitude d'un militaire. Et je suppose qu'il avait été précédemment dans l'armée. Son pantalon (autre indice jamais confirmé) était, en bas, enserré dans de hautes guêtres de cuir noires qui lui montaient à *mi-mollets*. Sa casquette, grise aussi, pointait loin sa visière strictement boutonnée. Son port de tête était très particulier. Il paraissait incapable de la tourner vers la droite ou vers la gauche sans se déplacer tout entier. La rigidité de son cou, à bien y réfléchir, atteignait bien tout le corps. Une malformation, une blessure ? Allez donc savoir...

Il repartait comme il était venu, digne, poli, les yeux attachés à on ne savait quoi dans le lointain. Il regagnait son attelage laissé attaché au portail de chez Gadebois avec « Gaston », son cheval géant, celui là même qui nous avait conduit, naguère, *jusqu'aux abords de Nantes*. Curieusement, l'homme ne montait jamais à bord de sa carriole. Il se plaçait à côté du grand canasson (ils étaient à peu près de la même taille) et ils allaient ainsi vers la maison, à l'autre bout du village.

Je n'ai jamais bien connu sa famille, ni même les liens exacts de notre parenté. Il n'empêche qu'il fut toujours avec nous plus qu'aimable, serviable.

L'être le plus extraordinaire du voisinage était Grondin, le sourd et muet. J'en avais une peur bleue. On l'entendait venir de loin, car il marmonnait sans cesse des sons élevés mais difficilement intelligibles. Je me sauvais le plus souvent ou me cachais. Mais quand, surpris, je ne le pouvais pas, je me réfugiais dans les jupes de grand-mère. Avec elle, qui en avait l'habitude il conversait longuement. Son langage était un mélange de petits cris gutturaux et de mimiques ; le mouvement des lèvres de ses interlocuteurs semblait suffire à sa compréhension. Il avait longuement étudié dans une école spécialisée de Nantes et il passait pour être très instruit. En toute circonstance, il était habillé avec ce qu'il estimait être du *plus grand chic* : un costume trois pièces, le petit gilet plus clair orné d'une chaîne en or. A un doigt, il exhibait une chevalière dont la pierre paraissait précieuse ; parfois, il était coiffé d'un chapeau mou, mais plus généralement d'un béret basque qu'il enfonçait drôlement jusqu'à ses oreilles ; le bandeau de cuir qu'il mettait à l'extérieur, au ras des sourcils, cachait son front et accentuait encore son strabisme profond. Au point que chacun de ses yeux ne semblait avoir qu'une seule visée : son nez, qui était long, épais, crochu. Son accoutrement était complété par des leggings en daim clair recouvrant jusqu'à demi ses chaussures toujours bien cirées. Il marchait avec précaution pour ne pas les salir, essayant d'éviter par temps sec la poussière du chemin, ou la gadoue des jours de pluie.

Grondin était évidemment connu de tout le monde et partout gentiment reçu. Aussi l'émotion fut-elle considérable lorsqu'on le vit un jour traverser le bourg entier, les mains attachées, et suivant à pied les gendarmes à cheval, venus tout exprès

de Saint-Philbert pour l'arrêter. Il se serait rendu coupable de graves atteintes à la pudeur et aux mœurs. On m'a dit, depuis, que ses parents, des gens retirés du commerce, riches et bien considérés, en seraient morts de chagrin.

Le panorama familial sera à peu près complet quand j'aurai évoqué Véronique et les siens. Mais cela peut attendre.

Nos visites chez elle n'appartiennent pas aux souvenirs de voyages. Nous étions, en effet, presque voisins. Trentemoult est situé à la moitié du chemin qui conduit des Rouleaux à la Haute-Ile. La sœur aînée de ma mère venait parfois à la maison, rarement ; ses enfants plus fréquemment. Pour notre part, nous nous invitons chez elle, sans doute plus souvent qu'elle ne l'eut souhaité. Surtout à la période des aloses...

## Chapitre Quatre

### Histoires d'eau

Je ne sais dans quelle mesure l'atavisme joue un rôle dans mes relations avec l'eau. Peut-être suis-je issu, par mes aïeux, de rescapés du désastre d'Herbage ? Quoi qu'il en soit, que cela vienne de là – et c'est bien possible après tout – ou d'ailleurs, mes rapports avec la substance aqueuse ont toujours été difficiles, voire conflictuels.

Ma première frayeur remonte au temps de notre séjour aux Rouleaux. On se souvient de la fête qui suivit le départ des Gitans. J'ai omis de relater l'un des épisodes, pourtant le plus marquant à mes yeux, de cette pastorale d'occasion. Les hommes n'avaient-ils pas « inventé » un jeu stupide. Ils s'adonnèrent à des joutes sur le petit étang - une mare plutôt- dont le village était doté, cinquante mètres carrés tout au plus, et qui avait dû servir dans le passé à abreuver le bétail. Des bêtes, il n'y en avait plus guère, hormis celles nécessaires à l'exploitation directe des terres, essentiellement consacrées, désormais, à la culture maraîchère, aux céréales et, surtout, à la vigne. Mais la mare était maintenue propre. Elle était périodiquement vidée, curée, et l'eau ne cessait d'être renouvelée. Il me souvient qu'elle abritait des têtards, des grenouilles et même des anguilles.

Eh bien, c'est là que nos villageois décidèrent de se mesurer en des combats singuliers. Des barriques, coupées par le milieu et spécialement cerclées faisaient, dans tous les foyers, office de baquets. Pour la circonstance, ils allaient servir d'embarcations aux « jouteurs » improvisés. Un par un, chacun prenait place dans l'une des étranges barques.

Muni d'une longue gaule, dont l'un des bouts avait été enrobé de foin, d'étoffes et de serpillères, il devait s'efforcer de jeter à bas son vis-à-vis pareillement équipé et armé. Le vaincu était immédiatement remplacé par un volontaire et la bataille reprenait.

Ce fut bientôt le tour de mon père. Les jambes du pantalon retroussées et en gilet de corps, il prit place à bord d'une petite galère. Comme beaucoup d'autres, il se trouva rapidement dans la mare à barboter sous les applaudissements et les cris de gens rassemblés tout autour sur les berges. J'étais effrayé et pleurais toutes les larmes de mon corps.

A la Haute-Ile, l'eau, dont j'avais maintenant peur, s'ingénia, par toutes sortes de manifestations, à entretenir ce travers. Cette eau là avait alors pris pour nom « la Loire ». Notre demeure, je l'ai dit, était située tout au bord. Seule celle de monsieur Rousseau en était plus proche encore. En période ordinaire, ce voisinage du fleuve était plutôt un agrément pour les petits et pour les grands. Ces derniers, souvent propriétaires de bateaux plats, des yoles, ou qui les empruntaient tout simplement, s'adonnaient à la pêche en amateurs plus ou moins outillés. De toute manière, les prises étaient à chaque sortie amplement suffisantes pour fournir un repas ou deux à la maisonnée et aux voisins immédiats. Lorsque c'était notre tour, mon père et Félicien partaient de bon matin et s'en revenaient la besace généralement bien remplie : des gardons, des brèmes, des ablettes, des poissons-soleil, le tout à profusion.

Parfois aussi, un ou deux poissons-chats qui étaient considérés comme de redoutables prédateurs et que nous ne mangions pas. Je n'ai pas une seule fois accepté –quelle qu'en fut mon envie –de participer à ces expéditions. La peur de l'eau, que je n'ai d'ailleurs jamais avouée- la fainéantise pensait ma mère qui le disait - m'a toujours cloué au lit.

Mais, si je refusais obstinément d'aller vers elle, la Loire, elle, ne se privait pas, quand le désir lui prenait, de venir jusqu'à chez nous. Il me semble qu'en trois ans –entre 1929 et 1931–, elle est venue deux fois nous rejoindre à l'occasion d'inoubliables inondations. Elle s'arrêta, lors d'une première visite, à la hauteur de la dernière marche de notre perron extérieur. Mais son arrogance n'eut pas de bornes à la saison suivante. Elle s'engouffra tout bonnement dans la maison et s'arrêta seulement quand son niveau atteignit plus d'un mètre dans les pièces du bas. Nous avons pu, à temps, déménager les meubles vers les pièces du haut. Et heureusement, car la décrue ne s'amorça qu'après plusieurs jours d'occupation des flots. Nous ne souffrîmes donc pas trop après coup, et les opérations de désinfection obligatoire qui s'en suivirent, donnèrent cependant beaucoup de soucis à mes parents.

Pour ma part, aussi bizarre que cela puisse paraître, ces événements ne m'ont pas tourmenté. Trop d'éléments nouveaux, et somme toute distrayants, n'avaient pas, dans ma jeune tête, laissé de place pour la peur. Il faut dire que le spectacle des barques entrant et sortant de chez nous, s'arrêtant au bas de l'escalier d'accès à l'étage, n'avait rien d'effrayant, bien au contraire. Les gens d'ici paraissaient avoir pris l'habitude de ces turpitudes. Ils s'organisaient, en tout cas vite et bien. Un service de bateaux avait été mis en place et

conduisait les enfants aux heures habituelles jusqu'aux parties non immergées de la route vers notre école. Le soir, nous revenions de la même façon. Les marins-pêcheurs de profession –encore nombreux à cette époque– jouèrent un rôle de solidarité considérable envers les sinistrés. L'administration municipale avait fait édifier, de chaque côté de notre rue –ce qui témoigne de la longue durée d'occupation des eaux – des appentis en bois sur lesquels les habitants pouvaient circuler pour se rendre à leur travail et aller faire les courses indispensables.

Cette dissipation de la Loire faillit bien me coûter la vie. Elle me valut en tout cas d'être victime d'un accident stupide et d'en finir définitivement fâché avec l'eau. Nous venions de sortir de l'école du bourg de Rezé. Il devait être aux environs de 16 heures 30. Nous regagnions en groupe, qui Trentemoult, qui la Basse, qui la Haute-Ile. Nous étions nombreux, quelques dizaines sans doute, éparpillés selon nos connivences et engagés sur la route des Marronniers qui descend vers la Loire. L'eau des crues recouvrait, en contrebas, tous les prés. Que se passa-t-il exactement ? Je ne le sais pas davantage aujourd'hui qu'hier. J'ai seulement conservé la sensation de perdre l'équilibre et de rouler, sans pouvoir m'arrêter, sur l'herbe du talus qui, en une pente rapide, plongeait dans un liquide sans fin, profond et stagnant. J'entends encore le grand « Glou ». Et c'est tout...

Je repris conscience, non sans peine paraît-il, tout éberlué et ébahi. Je me trouvais dans un grand lit aux draps immaculés, sous un édredon rose. Sur la côté, penchée vers moi, une dame inconnue. Au pied, deux hommes, l'un assez âgé, l'autre plus jeune, les bras croisés, me regardaient et souriaient, visiblement heureux et soulagés. Je ne

les avais encore jamais vus. Un peu plus tard, un autre personnage vint les rejoindre, un médecin...

Je demeurai là longtemps, comme dans un rêve. J'y aperçus bientôt ma mère. Mon père arriva aussi, mais plus tard, sans doute le lendemain. Je ne comprenais décidément rien et ce d'autant moins que je ne me rappelais pas ce qui avait précédé. Tout ce qui m'entourait, choses et gens, m'était étranger. Enfin, la situation me fut expliquée et, après une semaine passée chez mes hôtes imprévus, je pouvais regagner la Haute-Ile, ma famille et mes habitudes. Il n'empêche que j'ai gardé longtemps une certaine nostalgie de ce séjour forcé chez madame et monsieur Marchais. J'y ai été soigné et choyé comme jamais auparavant et rarement après. Le mari était entrepreneur de maçonnerie. Il travaillait, au moment de ma chute, avec son fils, à agrandir son atelier -dépôt, faute de pouvoir, en raison des inondations, poursuivre leur besogne sur les chantiers en cours. Ce fut ma chance car, témoins de l'accident, ils se précipitèrent et me repêchèrent juste à temps. Les eaux vagabondes de la Loire m'avaient, tout en même temps, englouti et indirectement sauvé.

Les circonstances expliquent les soins attentifs et maternels dont je fus l'objet de la part de madame Marchais. Je lui en témoigne de la reconnaissance et aussi loin que je fréquentais l'école de Rezé, je passais la voir souvent, glanant, ce faisant, chaque fois, caresses et friandises.

Mes parents n'oublièrent pas non plus les auteurs de mon sauvetage. Mon père vota plusieurs fois pour l'entrepreneur, candidat à la mairie, sur une liste plus ou moins « radicale ». Et un peu plus tard, quand ils décidèrent de construire une maison, c'est à eux qu'ils

firent appel. Cependant, je n'en n'avais pas encore fini avec le grand fleuve. Mon père, dans un souci louable de m'aider à surmonter l'angoisse que chez moi il pressentait, s'était mis en tête de m'apprendre à nager. Il ne s'en chargea d'ailleurs pas, ne le sachant faire lui-même. Il en confia le soin, comme la plupart des habitants du quartier, à un marin-pêcheur, renommé pour son savoir-faire, un certain Malécot. Je rejoignis donc la cohorte des copains et mon frère Félicien, qui s'adonnaient volontiers à cet exercice. Oh ! Non pas de gaieté de cœur. Surtout par amour propre. Las, l'expérience fut de courte durée. Un drame atroce vint, par une étrange coïncidence, y mettre un terme prématuré.

C'était un samedi, au printemps, par une belle journée. Soudain, vers les trois heures de l'après-midi, des cris se sont élevés sur la grève : « *Venez vite, mon frère se noie !...* » L'appel à l'aide était lancé par un tout jeune homme, plutôt blond, en maillot noir trempé, et manifestement affolé. Déjà des gens, quelques pêcheurs inoccupés mais flânant toujours au bord du fleuve, se précipitaient. Le jeune nageur, sans plus attendre, s'était remis à l'eau et regagnait le large. Nous étions nombreux à le suivre des yeux. Plusieurs hommes s'étaient dévêtus et jetés à l'eau. Deux, trois yoles, avaient également été mises à flot et s'éloignaient. Sur le rivage maintenant, beaucoup de monde accouru, des femmes et des enfants surtout, suivaient avec anxiété l'évolution des protagonistes. L'on crut bien voir, à plusieurs reprises, émerger une tête au loin, près de l'endroit d'où était déjà arrivé celui qui avait donné l'alerte. Mais ce n'était peut-être qu'une illusion car, en ce lieu, la Loire est très large et agitée souvent par le flux et le reflux des marées presque aussi perceptibles qu'au bord de l'océan. De plus, nous ne



sommes ici, à guère plus de trois ou quatre cents mètres du point de jonction avec la Sèvre Nantaise. Les courants qui s'y forment sont imprévisibles et traîtres. La mouvance des sables qui en résulte est d'autant plus dangereuse qu'elle se transforme souvent en tourbillons...

Avant même que les premiers sauveteurs ne le rejoignent, le baigneur en maillot noir disparut soudain, réapparut puis disparut encore. On le croyait aux prises avec son frère. Mais que non. Nous le vîmes lever le bras une dernière fois. Et puis plus rien... Notre ami Malécot était pourtant à proximité. C'était, hélas, déjà trop tard. Il lutta longtemps et farouchement contre les vagues et la puissance des flots attirés vers la mer, irrésistiblement. Il parvint à leur ravir le corps du garçon. Mais il était mort. Sur la rive, l'espoir avait fait place à la consternation.

Le jeune noyé fut porté jusqu'au hangar où les pêcheurs rangeaient leurs filets et les bosselles. Quelqu'un apporta des couvertures et des draps ; les enfants furent rapidement écartés et chassés. Le lendemain, un dimanche, au petit matin, le corps du frère fut retrouvé, rejeté par une Loire de marée haute, très loin à l'ouest, du côté du Pellerin. Toute la nuit, les parents, prévenus par des témoins du drame – les papiers avaient été retrouvés dans les vêtements des garçons déposés sur une barque à sec- le père et la mère avaient veillé le corps de leur enfant retrouvé et prié pour l'autre. Je me souviens encore de ce couple, la quarantaine, qui accepta l'hospitalité de nos voisins Rousseau. Leur douleur, leur dignité dans la souffrance attirèrent l'admiration et le respect unanimes. Ils étaient tous deux instituteurs à Nantes. Leurs fils étaient jumeaux, des étudiants. Ils venaient d'avoir 19 ans.

La communauté des habitants de notre rue, celles d'alentour, se remirent lentement et mal de ce grave incident. A bien y réfléchir maintenant, il me semble que les choses n'allèrent plus aussi bien qu'avant ; mais peut-être n'est-ce qu'un jugement subjectif qui doit beaucoup à la nostalgie du passé...

En tout cas, il en fut bien fini de nos leçons de natation. Malécot, qui avait l'habitude de traverser le fleuve dans toute la grande largeur et qui passait pour un maître dans cet art, n'eut plus le cœur de s'y remettre, ni les parents de lui confier leurs progénitures. Notre marin-pêcheur ne se pardonnait pas de ne pas avoir réussi à sauver le jeune homme. D'habitude, quand il s'était chamaillé avec sa mère, ce vieux garçon d'une trentaine d'années disparaissait. Il partait, disait-il, « faire une neuvaine ». En vérité, il allait voir les filles et se saouler. Le portefeuille vide, il s'en retournait au domicile maternel.

Cette fois-ci, son escapade fut plus longue et plus sérieuse, au point que, quand il revint, il était encore ivre, ce que nous n'avions jamais vu. Les disputes avec sa mère devinrent plus fréquentes. Nous étions, quant à nous, aux premières loges, puisque les Malécot habitaient au fond de l'impasse, sur la façade arrière de notre maison. La mère faisait commerce du poisson pêché par le fils. Elle partait tôt le matin, toute ronde et de noir vêtue – une capeline de laine la protégeait été comme hiver-, le chignon monté tout rond au sommet du crâne. Elle se rendait, en poussant sa charrette, sur les divers marchés de Nantes mais, de préférence, deux fois par semaine – tout autant que les relevées de filets avaient été bonnes – vers celui de la rue Dos d'Âne, à deux pas du pont de Pirmil.

Vers cette époque, nous eûmes avec elle une histoire pénible. Le fils, un jeudi, à défaut de faire nager les enfants de la rue, leur racontait des blagues. Puis, soudain, il nous dit : « *Voulez-vous gagner quelques sous ?* » Et il nous expliqua que la voiture de sa vieille, une guimbarde à quatre roues, deux petites à l'avant et deux plus grandes derrière, qui lui servait à transporter le poisson, était hors d'usage. Il lui en aurait offert une toute neuve. L'ancienne, il fallait la détruire. Si nous voulions nous en charger, il nous donnerait une bonne récompense. Ce fut la ruée. Nous étions là, quatre ou cinq. Mon frère, bien sûr, Legal, Plessis, un ou deux autres dont les noms m'ont échappé. Nous nous rendîmes en courant, à deux pas, jusqu'à l'impasse. Chemin faisant, je m'arrêtai à la maison, entrai dans la pièce noire qui servait d'atelier à mon père. J'y prélevai tous les outils nécessaires, marteau, maillet et mailloche, une scie et même une petite hache. Malécot avait disparu. La poissonnière, sa porte étant fermée, n'était pas chez elle. Nous nous mîmes au travail. Ce fut très long et difficile. La bagnole était tout en chêne et d'un bois dur comme on n'en voit plus. Mais enfin, nous en vîmes à bout. Quelques heures plus tard, nous avions entassé devant la maison des Malécot, les planches, les chevrons et les rayons des roues complètement débités. Les cercles métalliques et les moyeux des quatre roues étaient bien rangés contre le mur. Nous avons fait un travail consciencieux.

Le scandale éclata comme une bombe. La mère Malécot, en revenant à sa maison, découvrit le « cadavre » de sa compagne matinale. Elle fut d'abord abasourdie, consternée. Elle ne comprenait pas ce qui s'était passé. Et pour cause. Il s'agissait tout bonnement d'un mauvais coup du fils qui avait

voulu se venger d'elle. De quoi, grand Dieu ? Nous ne le sûmes jamais. Par contre, nous eûmes à connaître l'extrême et légitime colère de la dame dès qu'elle connut la vérité. Et cela ne traîna pas. Les marchandes de poissons, dans la banlieue de Nantes, sont, comme partout ailleurs, tout sauf bégueules. Elle se déchaîna. Pour notre malheur, en l'espèce, nous étions deux dans le coup et, de surcroît, ses voisins les plus proches. Les parents des coupables et le fils de la victime, pour en finir, se cotisèrent. Mon père prit sur son sommeil. Il dessina et construisit pour la vieille une belle charrette neuve. L'oncle Albert, expert en charronnerie, avait été appelé à l'aide pour la confection délicate des roues.

Mais bien sûr, ce ne furent là que des apartés dans ce qui était notre occupation essentielle : l'école. A l'école communale de Rezé, nous profitons d'une équipe d'instituteurs remarquable. Après avoir fréquenté mademoiselle Ollive, qui s'occupait des petites classes, j'eus pour maîtresse une jeune et belle dame brune. Elle était toujours bien habillée avec des jupes, des pull-overs ou des corsages de couleurs chatoyantes. C'était chose rare dans notre entourage. Elle avait la charge d'une classe à deux divisions, qui comptait au bas mot une cinquantaine d'élèves. A nos yeux, elle faisait merveille. Et je crois, en effet, qu'elle nous apporta énormément pendant les deux années de son enseignement.

Nous connûmes mieux encore, avec monsieur Mesnil, un instituteur hors pair, de la nouvelle génération. Non seulement ses cours – ses leçons comme nous disions-étaient formidables de clarté, de précision et d'ouverture, mais encore, il avait mis sur pied une organisation parascolaire aussi étonnante que féconde. Tous les élèves

de l'école qui le voulurent devinrent membres d'une coopérative. Ils payaient, pour ce faire, une modeste cotisation. Un vote avait lieu chaque année. Nous élisions nos représentants. Monsieur Mesnil était de droit le président d'honneur. Notre temps libre, entre midi et deux, le soir après seize heures trente et les jeudis, nous allions, par équipes, de prés en prés, de villages en villages, pour y rechercher et cueillir des plantes médicinales. Nous recevions, au départ, une collection d'échantillons. Nous eûmes bientôt, dans les combles de l'école, des stocks impressionnants, triés, classés, rangés, empaquetés. Monsieur Mesnil avait noué des partenariats avec des laboratoires et des herboristeries. Nous négocions la vente de nos produits.

Nous avons rapidement disposé d'un petit capital et procédé à nos premières acquisitions. En premier lieu, nous avons acheté une lampe de projection et des plaques de verre aux sujets coloriés. Elles furent, en quelque sorte, par défilement, les premiers films qu'il nous fut donné de voir. Nous créâmes aussi une bibliothèque, qui s'enrichit grandement des dons que nous sollicitons auprès des libraires, des éditeurs et des particuliers. Nous obtînmes même un abonnement gratuit des deux quotidiens de la région : « Le Phare » et « Le Populaire ». Dirigé par le maître, nous lisions les nouvelles essentielles et en discussions tous ensemble pendant une demi-heure chaque jour. Ce dernier aspect devait peser beaucoup sur mon développement personnel ultérieur. Mais plus généralement, ces méthodes pédagogiques inédites – nous étions en 1929, 1930 – eurent sur quelques générations d'élèves, les plus heureuses conséquences.

Malheureusement, les bienfaits de l'éducation de monsieur Mesnil

n'eurent qu'une très courte durée. Jeune encore, grand et élégant, il avait épousé – nous avons été gratifiés de dragées pour l'occasion – la belle institutrice dont j'ai parlé. Hélas, le 14 juin 1931, ils se trouvaient tous les deux à bord du navire « Saint Philibert » qui, revenant de Noirmoutier, sombra au large de la pointe de Saint-Gildas avant d'avoir pu atteindre l'estuaire de la Loire. Cette catastrophe maritime, l'une des plus importantes qu'eut connue la France, fit quatre cents morts. Seules soixante-dix personnes, sur quatre cent soixante dix passagers et sept membres de l'équipage, furent sauvées du naufrage. Tous étaient partis le matin même de Nantes pour passer un dimanche de détente dans l'île. Le soir, la tempête, imprévisible, s'était levée. L'équipage hésitait à reprendre la mer. Le commandant ne sut pas résister à la pression des passagers, qui, pour la plupart, devaient être au travail le lundi matin. Le vent déchainé et les vagues géantes eurent rapidement raison de la faible embarcation, sans doute aussi surchargée. Elle chavira sans rémission. Monsieur et madame Mesnil étaient au nombre des victimes.

J'avais quitté l'école de Rezé-bourg depuis quelques mois déjà. Mais, si, comme l'ensemble des habitants de la grande ville, je fus frappé de stupeur en apprenant la nouvelle, j'avais une raison toute personnelle d'un chagrin supplémentaire.

Nous avons, en effet, changé d'école dès la rentrée d'octobre 1930. Nos parents avaient pris la décision de faire construire une maison sur un lotissement situé dans un autre quartier de Rezé. En attendant son achèvement, nous demeurions toujours à la Haute-Île. Mais, il leur avait paru plus rationnel de nous inscrire à l'école communale de Saint Paul, à deux pas de notre résidence prochaine.

Cette idée de faire construire pour sa famille une maison bien à elle avait germé depuis longtemps dans l'esprit du père. La réalisation du projet avait été retardée à la suite d'un scandale financier – celui connu sous le nom de « l'Etoile du Foyer » – dans lequel nos parents, comme beaucoup de petits souscripteurs, avaient perdu leurs maigres économies. Ma mère, ayant surmonté le choc que constitua la disparition de mes trois petites sœurs, se trouva une nouvelle fois enceinte. Andrée était déjà venue et Jacqueline allait naître. Il était grand temps de se doter d'un logement plus spacieux. On se rappela monsieur Marchais et, la loi *Loucheur* aidant, on se lança dans l'aventure.

Au printemps de 1931, nous étions dans nos murs. Le rêve était devenu réalité, sur 1500 mètres carrés de terrain achetés à bon compte dans un des tous premiers lotissements d'accession à la propriété.

Nouvelle résidence, nouvelle école, ces changements successifs modifièrent totalement notre vie. Jusqu'alors, nous avions été liés à la campagne.

De la Haute-Ile comme des Rouleaux, nous rejoignons, tous les jours, à l'école du bourg de Rezé, des camarades issus de paysans et vivant parmi eux. Nos parents eux-mêmes n'avaient guère modifié leur comportement d'origine.

Et puis voilà que, brusquement, nous fûmes plongés dans un environnement essentiellement urbain et entourés de citadins. Par bonheur, la transition fut graduelle. Le fait de demeurer encore à la Haute-Ile facilita notre intégration dans une nouvelle école et, d'autant mieux, que nombre de nos camarades d'ici s'y rendaient déjà depuis plusieurs années.

## Chapitre Cinq

### Citadins, propriétaires et ... indigents

Les premiers mois passés dans notre village de pêcheurs furent marqués par quelques événements mémorables. A l'extérieur. Plusieurs nous vinrent, pour ainsi dire, du ciel. Ce fut d'abord l'amerrissage de trois hydravions qui portaient sur leurs queues les couleurs nationales. Un fait considérable. La plupart d'entre nous n'avait jamais vu – si ce n'est en image, et encore pareils engins volants. Ces trois là venaient d'accomplir je ne sais plus quelle glorieuse mission. Et ils s'étaient posés sur la Loire, au beau milieu, en face de Trentemoult. Cela devait être un samedi. Il me souvient en tout cas que tous les enfants se dispensèrent de classe. Nous nous sommes précipités sur les bords du fleuve pour voir les monstres de plus près.

Le lendemain, des milliers de gens endimanchés se pressaient sur les berges dans une même contemplation. Les vedettes à moteur, qui assuraient quotidiennement la traversée entre Trentemoult et Nantes, furent prises d'assaut et ne suffirent pas. Les pêcheurs se mirent de la partie et gagnèrent une petite fortune en acheminant les curieux aux abords des carlingues. Je ne les avais pas vu arriver. J'étais présent au moment de leur départ. Assez décevant. En l'air, chaque appareil ressemblait, avec ses ailes doubles, à une sorte d'échelle qui aurait été posée sur deux madriers vus par le petit bout.

Beaucoup plus impressionnant fut le passage du ballon dirigeable « Graf Zeppelin ». Il avait été annoncé par le journal. Ce journal était à la maison, si cela en était un, notre seul luxe. Nous achetions « Le Phare » tous les jours. Et je n'y étais pas pour rien. En supplément nous lisions, le lendemain de sa parution quotidienne, « L'Auto », le journal d'Henri Desgranges, créateur du Tour de France cycliste. Le garçon laitier, qui livrait chez nous, l'apporta ainsi, après l'avoir lu, pendant au moins deux ans. C'est dire si notre culture sportive était étendue. Nous savions tout sur la « Petite Reine » et la « Grande Boucle ». Nous connaissions les coureurs un à un. Nous avions constitué une énorme collection de leurs photos découpées dans les journaux. Et nous allions les voir passer chaque année sur la route de Pont-Rousseau, poussant parfois très loin, à pied, jusqu'aux Trois-Moulins et même Ragon. Nous aurions pu connaître les frères Pélissier (Henri, Francis et Charles), les frères Magne (Pierre, mais surtout Antonin), André Leducq et Speicher, Nicolas Frantz et les Flamands Vervaecke (Julien et Félicien), Morenhout, Debry, les Allemands Stoepel et Sironski (célèbre lanterne rouge), Max Bulla l'Autrichien, Di Paco l'Italien et, bien sûr, mon idole, Benoît Faure dit « La Souris »...

Nous étions, par conséquent, parfaitement informés sur l'événement que constituait le survol de notre région par le mastodonte d'Outre-Rhin. Il ne pouvait pas nous échapper. Il vint de l'est. Nous l'aperçûmes de loin, par delà le pont de fer qui enjambe la Loire, au

niveau de l'estuaire de la Sèvre. Il étincelait véritablement. Il semblait être fait d'acier et peut-être même fait d'argent. Il donnait l'impression d'avancer vite et le reflet de sa carcasse, vue face à l'avant, créait l'illusion qu'il tournait sur lui-même, comme une vrille. Le bruit de ses moteurs était élevé. Il est vrai qu'il évoluait à basse altitude en suivant le lit du fleuve. Bientôt, nous le vîmes sur toute sa longueur. Quelque chose d'incroyable. Je suis toujours persuadé avoir vu des gens nous saluer au passage depuis les cabines-nacelles fixées sous le ventre de l'immense baudruche.

A la maison, les choses, de nouveau, allaient mal. Deux naissances, coup sur coup, avaient altéré la santé de notre mère et entraîné des dépenses pour les trousseaux.

Mais c'est surtout notre installation prochaine dans une maison neuve qui posait problème. Pourtant notre père, qui savait à peine lire et écrire, tenait un budget rigoureux, sans cesser toutefois d'être généreux. Par exemple, il tenait à marquer, envers son épouse, chaque événement familial, par un présent qu'elle choisissait. A la venue d'Andrée, ce fut un vélo qui portait la marque « La Rafale ». L'arrivée de Jacqueline fut célébrée par l'acquisition d'un phonographe auprès d'un représentant du « Sans Pareil », un grand magasin de vente à domicile « par courtage et avec facilités » ; un bel appareil doté d'un large pavillon vert. Après chaque disque de grand format (78 tours), il fallait remonter un ressort à l'aide d'une manivelle. Le saphir, mis alors au contact de la cire, restituait paroles et musique, sinon fidèlement, du moins assez convenablement pour nous émerveiller.

C'est à ce moment là que se produit un incident grave – vraiment

mal venu – qui devait avoir, pour chacun de nous, des conséquences néfastes et durables. Mon père fut impliqué dans une affaire de vol et traduit devant un tribunal. Une histoire lamentable. Et voici comment je l'appris.

Un matin de mai 1931, alors que, comme chaque jour quand j'étais libre d'école, j'allais à la rencontre du grand vieillard aveugle qui, conduit par un jeune guide, portait la presse à domicile, je fus interpellé par une voisine, madame Plessis, la mère d'un camarade de classe.

- *Eh bien mon petit Marcel, toujours après ton journal ?*

(J'avais la réputation de m'intéresser à la politique, aux événements, à tout ce que les journaux imprimaient).

- *Tu vas être content, on parle de vous aujourd'hui ! Et ton père, il est toujours en voyage ?*

En effet, mon père était parti à Paris pour, à ce que l'on m'avait dit, visiter l'Exposition coloniale. Je le précisai à la dame qui répliqua méchamment par cette phrase sibylline.

- *Drôle d'exposition ! Le tapis vert, oui... !*

« Le Phare » publiait en effet, sous la rubrique « Tribunal Correctionnel », entre autres, le compte rendu d'un jugement récent. Trois cheminots, dont les noms avaient été déformés à la demande des avocats (le nôtre était devenu Toulazaud), avaient été condamnés, l'un à une peine de prison avec sursis, les deux autres à des amendes. Ils avaient été surpris en flagrant délit de rapine sur leur lieu de travail, à la gare de Nantes-Etat. Au cours d'une fausse manœuvre, au triage

sur la « butte », un wagon avait été accidenté et s'était éventré. Les trois équipiers, dont le chef, y avaient *chopardé* quelques bouteilles de bière. Un policier du rail se trouvait à proximité. Le voyage de mon père se justifiait, en réalité, par sa convocation devant le conseil de discipline du réseau qui allait tirer les conséquences du jugement pénal. Fort heureusement, mon père, qui était bien noté, n'avait écopé que d'une amende. La situation de famille fit le reste. Il s'en sortit avec un blâme.

Notre départ de la Haute-Ile n'avait rien à voir avec cet événement désastreux. Il n'empêche que ce fut une bien opportune coïncidence. Je n'ai gardé aucun souvenir sur cette mutation matérielle effective. Sans doute avons nous été, comme on dit, « levés de devant » et envoyés chez des parents afin de faciliter le déménagement. En tout cas, dès lors, nous disposions dans l'enclos de la Sermonière, entre le Chêne-Galà et l'église Saint Paul, sur la commune de Rezé, de quatre grandes pièces dans une maison neuve et confortable. Elle était jumelle, accolée et toute semblable à celle édifiée également par monsieur Marchais, pour un collègue de mon père, monsieur Bédin. Il était, lui aussi, à la tête d'une famille de quatre enfants.

Ce nouveau logement était la simplicité même : un quadrilatère de huit mètres sur sept, d'une hauteur de deux mètres cinquante, surmonté d'un toit fait de tuiles mécaniques. L'ensemble de la construction était divisé, en parties égales, par quatre cloisons venant mourir, en plein milieu, sur un losange parfait formé par les portes d'accès aux quatre pièces qui constituaient toute la demeure. Les deux chambres, en façade, donnaient sur des parterres, visibles de la fenêtre et qui les séparaient de l'avenue. Les deux autres,

côté jardin, étaient identiques sauf que l'une d'elles – la salle de séjour – disposait de l'unique porte d'entrée et que son sol, au lieu d'être recouvert de parquet, était doté d'un beau carrelage à motifs.

Le jardin, de belle dimension, était pour nos yeux d'enfants un agrément essentiel. Pour notre père, il fut, tout en même en temps, source de plaisir et d'un travail éreintant. Il procéda à la création d'un joli potager, à l'implantation de nombreux arbres-fruiliers, à la culture de toutes les fleurs possibles.

Les années 1931-1932 furent évidemment dominées par cette situation nouvelle et tous les aménagements et bouleversements qui ne pouvaient qu'en découler. Toute la famille connut enfin un peu d'aise, de confort et de tranquillité. Tranquillité toute relative pour notre mère, puisqu'elle avait la charge de ses deux garçons et de ses deux filles, dans ce nouvel environnement à arranger totalement et à façonner pleinement. Tranquillité tout aussi aléatoire pour le père qui, au cours de ces deux années, déploya une activité multiple et, tout compte fait, absolument démente.

Bien évidemment, il accomplissait son service à la gare de Nantes-État, -les fameux trois-huit-, avec une grande ponctualité. Réservant au sommeil le minimum de temps, il consacrait toutes ses heures disponibles au jardin et à la maison. Cette dernière était à peine terminée, qu'il décida de l'agrandir de deux pièces en prenant un peu de place sur le potager. Sans doute pensait-il justement à l'avenir. Il allait donner encore à notre mère trois enfants : Serge en 1933, Claude en 1934...Et plus tard, en 1940, Lucette. En tout cas, en matière d'équipement, il paya beaucoup de sa personne.

Dès l'abord, et avec l'aide de nos voisins Musset et Bédin, il procéda à la clôture de notre lot et des leurs. Un petit muret fit le tour de chacun. Ils le surmontèrent d'un grillage solide, afin que chaque famille se sente bien chez elle et, sans doute aussi, pour que soit affirmée leur pleine propriété. Avec Bédin, il entreprit ensuite de creuser et de maçonner un puits commun. Ils trouvèrent l'eau à plus de quatre mètres.

Il s'attaqua, alors, à la construction de deux pièces en rajouts. Il fit tout lui-même, le coffrage et le gros œuvre de maçonnerie, les plâtres et l'ensemble de la menuiserie ; tout à l'exception de l'électricité, pour laquelle il fit appel à un artisan qualifié. Enfin, sur la lancée, il confectionna en bois – mais la menuiserie était son meilleur plaisir – un portail et une clôture des parterres de façade, qui donna à notre villa un charme et un cachet tout particulier. Je me demande, aujourd'hui encore, comment cet homme a pu mener à bien, seul, toutes ces tâches et tous ces travaux, sans compter que son jardin, étendu pourtant, était admirable d'ordonnement et riche de cultures maraîchères et fruitières.

Nous avions dès lors, à l'aube de 1933, une belle et grande maison. Six grandes pièces bien éclairées par de larges fenêtres et des verrières. Mais le père avait voulu en faire un peu trop. La fatigue, puis la maladie, le terrassèrent. Je n'ai guère su la vérité sur cet épisode noir. Toujours est-il qu'il fut hospitalisé et que l'on accusa le saturnisme. Notre mère et les quatre enfants durent, à leur tour, subir à l'Hôtel-Dieu, tous les examens et analyses prescrits par les médecins. Les installations de plomberie et les sanitaires de notre habitation furent, en effet, pour un temps soupçonnés. De saturnisme, chez aucun. Il fallut chercher ailleurs. Cela

demanda des semaines et des mois... Le régime des agents de l'Etat était tel à cette époque (j'en ignore le détail), que notre famille se trouva relativement vite privée de revenus, réduite à la pauvreté, à l'indigence et à la misère. Triste année 1933.

Félicien et moi allions naturellement comme d'habitude à l'école de Pont-Rousseau. Le certificat, en juin, puis la première année de cours complémentaire, en septembre, telles furent les étapes ultérieures et les dernières de l'aîné. Pour ma part, j'avais fréquenté successivement les classes de monsieur Savariaud, un grand barbu, un bon tâcheron sans génie, de monsieur Allard, le maître boiteux, très injuste et qui avait ses « chouchous ». Je n'en fus jamais, bien que souvent premier aux classements mensuels, concurremment à mon ami Buord. Enfin, monsieur Grimaud, aux yeux de qui j'étais le frère de « Saint Cifourien », mon frère, qu'il avait, l'année précédente, pris en grippe. Il refusa toujours que je m'installe à la place du premier, lors même que ses propres classements le justifiaient. Il buvait et rares étaient les après-midi pendant lesquels il ne s'endormait pas à son pupitre. Il dirigeait la seconde classe qui comportait deux divisions et au total plus de soixante élèves.

Je devais jouer à ce bonhomme un bon tour. Au mois d'avril 1934, les dix meilleurs de sa première division étaient invités à se joindre aux élèves de la classe du certificat d'études sur laquelle régnait le directeur, monsieur Aubineau, dit « Pète-sec ». Nous passions ensemble deux examens « à blanc », afin de déterminer ceux qui étaient aptes à se présenter à l'épreuve officielle, en juin. Je fus le seul élève de la classe de monsieur Grimaud à être retenu et à réussir finalement.

Mais entre temps, nous devions ressentir, à l'école même, les



modifications intervenues dans la situation familiale. D'abord à des détails. Puis un jour, nous avons été, Félicien et moi, appelés à nous rendre dans le bureau du directeur. Il avait la charge de nous remettre, à chacun, un gros paquet qui nous était octroyé par l'aide sociale de l'Assistance publique. Cette cérémonie, un peu solennelle, qui eut lieu pendant les heures de classe, fut, par moi en tout cas, mal ressentie. J'avais eu jusque là une certaine commisération envers ceux de mes camarades, les plus pauvres, qui, les années précédentes, avaient reçu de pareilles dotations. Et voilà que c'était notre tour de porter ces sarraux noirs, ces pulls bleu marine, ces sabots-galoches et ces pèlerines en ratines, véritables uniformes de la misère !

Un soir, en rentrant de classe, nous trouvâmes à la maison une bonne sœur à cornette qui s'entretenait avec notre mère. Habituellement, ces dames, nous les apercevions dans la rue, lorsque nous logions l'hôpital-hospice construit, comme par vocation, en face du cimetière Saint-Paul. A peu de temps de là, nous nous retrouvâmes, un jeudi, envoyés par notre mère, dans la vaste cour du patronage des « Chevaliers de Saint Paul ». Nous n'y avions jamais mis les pieds auparavant. Ce fut une véritable déchirure. Jusque là, nous avions fréquenté assidûment les garderies de notre école publique et les activités dirigées par l'Amicale laïque des anciens élèves. Adieu nos camarades de jeux ! Les relations établies depuis toujours en furent rompues, les amitiés ternies. Mais que pouvions nous faire ? Quelques semaines plus tard, nous avons de nouveaux ancrages et d'autres points de chute.

Les dimanches et nos autres jours de liberté changèrent aussi de tonalité. Pas question pour nous d'aller

à la messe ou de prendre le chemin du catéchisme. Je dois à la vérité de dire qu'à cet égard, il n'y eut pas sur nous de pressions telles que je puisse m'en souvenir. Et puis, nous avions nos propres « obligations de souvenir ».

Notre mère se rendait souvent à l'hôpital auprès du père et, quand il fut de retour à la maison, elle fut longtemps encore accaparée par son malade. Elle faisait face avec beaucoup de dévouement. Notre tâche, à nous les grands, consistait à prendre en charge nos frères plus petits. Nous les langions et les nourrissions selon les prescriptions maternelles, (Félicien, plus que moi, excellait en cela) et les emmenions en promenade. Nous disposions pour ce faire d'un landau. Nous y allongions Claude. Serge, le plus âgé, était assis et sanglé sur la partie avant dans un petit siège adapté. Et alors, nous partions...

Nos équipées avaient des buts bien précis et préalablement établis. Nous devions faire la visite, à tour de rôle, des parents, amis et connaissances de la famille. Nous nous rendions soit à Trentemoult, chez tante Véronique, la femme du pêcheur ; chez madame Saupin aux Couëts. Parfois, nous nous arrêtions au bourg de Rezé, chez la sage-femme de maman, une demoiselle déjà âgée mais qui, plus jeune, s'était fait faire un enfant, une fille de notre âge à présent. Nous poussions même jusqu'aux Rouleaux pour voir le père Doucet et les autres paysans. Nous quittions la Sermonière de bon matin. La route était longue, une bonne dizaine de kilomètres, aller-retour. Souvent, beaucoup plus. Il était bon que nous parvenions à destination avant midi. Parfois, disons le plus souvent, l'on nous donnait à manger. En tout cas, nous pouvions changer les biberons et faire réchauffer les biberons. Il nous arrivait d'avoir à formuler « de la part de

maman », des demandes précises. Il était rare que nous revenions les mains vides.

Tante Véronique était notre cible favorite. Elle avait bon cœur, comme on disait chez nous, mais mauvais caractère et sujette à des sautes d'humeur. Il n'empêche. La pêche en Loire, à Trentemoult notamment, était encore prospère. Il y subsistait de nombreux équipages répartis et groupés autour des patrons. Ces derniers, généralement propriétaires d'un ou deux bateaux – des yoles – possédaient aussi le matériel, les filets, les bouées, les « bosselles », les lignes et mille objets divers. Les prises variaient naturellement, selon les saisons, et étaient plus ou moins bonnes, au total, d'une année sur l'autre. Mais tout compte fait, les saumons toujours nombreux, les aloses plus encore, les carrelets, les mulots, les blancs, mais également, par période, les anguilles et les civelles, assuraient des revenus convenables à des dizaines de familles. Le mari de tante Véronique, Gaston David, était l'un des patrons les plus réputés du lieu, pour son adresse et sa réussite mais aussi pour sa sobriété. Il était un des rares, parmi ses congénères, à ne boire que peu et à ne jamais fréquenter les cafés. Il avait succédé à son père, à la tête de la Prud'homie des inscrits maritimes.

La demeure de David était située sur une petite place, à deux pas du port, au débouché d'innombrables ruelles. Elle ressemblait à s'y méprendre à celle que nous avons habitée à la Haute-Ile, type même de la maison de pêcheur. Elle ne comportait qu'une pièce habitable au rez-de-chaussée. La seconde, dans le fond, avait été annexée par le mari, qui y entreposait, à même, filets et autres ustensiles professionnels. Il s'en dégageait une odeur de poissons insupportable pour quiconque venait de

l'extérieur. Tante Véronique, insensible, trônait là, toujours habillée de robes bariolées, criardes, les épaules recouvertes d'un grand châle blanc. Elle était l'exacte réplique – plus grande toutefois et plus âgée – de ma mère : les mêmes grands yeux bleus, à cela près qu'elle avait une chevelure de jais et qu'elle se maquillait.

A l'intérieur de cette grande pièce, où elle nous a toujours reçus – jamais nous ne fûmes invités à visiter l'étage –, il y avait une accumulation désordonnée de meubles, de bibelots, de colifichets. Il semble que les soins du ménage n'aient jamais été le souci de tante Véronique. Elle passait la plus grande partie de son temps à tricoter et surtout à broder sur canevas, à la lumière de l'unique fenêtre. Cette situation stratégique lui donnait vue sur la placette que le tout Trentemoult devait nécessairement emprunter. Aussi était-elle au courant des nouvelles et des cancans. Certes, ses informations ne lui venaient pas de Gaston, son mari. Jamais je n'ai rencontré, depuis, être aussi réservé et plus taciturne. Et cependant, la gentillesse même, exprimée sous toutes les formes, la parole exceptée.

Le couple avait déjà eu ses trois enfants : Gaston, l'aîné, pêcheur comme son père mais dans une autre équipe et qui, à l'inverse de lui, était un ivrogne invétéré. Il était surnommé « Petite Gamelle ». Il s'était assagi, un certain temps, quand il avait noué relation avec une jeune femme divorcée. Par la suite, il vécut, pour ainsi dire, dans son bateau. Il devait se noyer, pendant la guerre, ivre mort. Eliane, une réelle beauté, brune comme sa mère, les yeux verts, épousa un riche Espagnol, marchand de fruits à Nantes et qui a, paraît-il, encore prospéré depuis. Enfin, Louise, qui connut un amour sans problème et qui se maria avec un

ouvrier des chantiers de construction navale.

Tante Véronique régnait donc chez elle. Les enfants, déjà grands, ne l'encombraient guère – ils venaient souvent chez nous mais je ne les vis que rarement à Trentemoult –. Elle avait pour compagne et amie une adorable pie, « Margot », qui volait, dans tous les sens du terme, et souillait sans que jamais notre tante ne trouvait à redire. Je me garderais bien d'en médire aussi, car ce logis, si particulier à maints égards, fut, pour nous, en ces temps si durs, un îlot très accueillant. Ses occupants qui, pourtant ne roulaient pas sur l'or, nous procurèrent, bien souvent, le peu d'argent qui nous permettait de survivre. Ils y ajoutaient à l'occasion une alose, voire même un saumon prélevé sur la vente, à notre intention.

Notre père se sortit de ce mauvais pas. Il avait été maintenu dans les effectifs du réseau de l'Etat, mais privé de tout traitement après le délai réglementaire de couverture maladie.

Une collecte en notre faveur avait été ouverte par son syndicat. Je me rappelle bien des délégués venus chez nous, la casquette à la main, timides et heureux, remettant à notre mère une somme importante et des listes impressionnantes des amis solidaires.

Le syndicat fit plus. Il obtint que son adhérent malade soit admis à présenter un examen interne de promotion en qualité de garde-signaux. Il le réussit et ne retourna plus jamais à la « butte » de la gare de triage. Ce fut une grande chance, car jamais il n'aurait pu physiquement supporter, à nouveau, ce travail de forçat, soumis, jours et nuits, aux intempéries.

Cet épisode eut pour moi les conséquences suivantes : Aussitôt obtenu mon certificat d'études, au mois de juin – je n'avais pas encore douze ans –, j'entrai dans une imprimerie en qualité de manœuvre « petite main ».

J'en avais fini de mes humanités.

## Chapitre Six

### En guise d'école, l'usine et l'église

Ce que n'avait pu faire l'école, la vie s'en chargerait. Le premier juillet 1934, je fis mon entrée dans une grande imprimerie nantaise, en qualité de manœuvre à tout faire. Cependant, avant que de pénétrer dans cet atelier, je voudrais dire un peu sur le petit monde que je devais quitter.

Le lotissement de la Sermonière, où était implantée notre maison, était l'un des tous premiers aménagés au sud de la ville, comme conséquence immédiate de la loi Loucheur. Notre avenue, du même nom, était la propriété collective et privative des copropriétaires qui s'étaient groupés dans un syndicat. Cette voie ouvrait, d'un côté, sur le réseau public, de telle sorte que les fournisseurs – et ils étaient nombreux en ce temps là à livrer à domicile : boucher, poissonnier, boulanger, primeurs, laitier-fromager – puissent accéder librement à leur clientèle. Par contre, à l'autre bout, elle était obstruée par une chaîne solide, comme pour bien marquer les limites à la circulation. Il faut dire que cette dernière, hormis les utilisateurs ci-dessus énumérés, était des plus réduites. Parmi les habitants de la rue, deux familles seulement possédaient une voiture : les Bouyer, instituteurs, qui en faisaient un usage journalier et les Le Favennec, père et fils, techniciens aux Chantiers de Bretagne, qui la sortaient le dimanche et pour les fêtes. Une seule motocyclette y pétaradait quotidiennement, celle de François Coënt, notre voisin d'en face. Les autres gens se déplaçaient tout comme nous à vélo ou à pied. Il faut dire que nos maisons étaient situées à moins de cinq cents mètres de l'église Saint Paul, et que,

depuis là, le tramway nous conduisait en moins d'un quart d'heure au cœur même de Nantes.

Les familles qui avaient fait bâtir à la Sermonière étaient d'origine et de conditions modestes. La moitié, peut-être, sur une vingtaine, avait à leur tête des cheminots : les Lagathu, les Dindonneau, les Bédin, les Thomazeau et quelques autres. Un bon quart dépendait d'employés et d'ouvriers des chantiers navals, les Favennec, les Coënt, les Daniel, les Musset... Pour le reste, des petits fonctionnaires y dominaient pour l'essentiel. Le nombre d'enfants variait d'un foyer à l'autre, mais il était généralement important, de tous sexes et de tous âges. Ceux qui m'intéressaient, naturellement, se comptaient bien au-delà de la dizaine. Nous nous fréquentions dans les écoles, par groupes, selon que nous étions garçons ou filles, élèves de l'école communale ou de l'école libre. Mais tous les soirs et les jeudis, les devoirs faits, nous nous rassemblions tous, chez les uns ou chez les autres, indistinctement. Aux beaux jours, nous disposions d'un lieu idéal, –que dis-je idyllique–, le pré du père Graton.

Monsieur et madame Graton et leur fille Judith demeuraient juste au-delà de la chaîne de notre rue, en bordure d'un chemin communal, dans une ancienne ferme que le père du mari exploitait encore quelques années auparavant. Le bétail avait disparu, les terres de culture avaient été vendues, mais les bâtiments et leurs abords étaient restés tels quels. Dans le prolongement des hangars et des granges : un grand potager et une vigne

d'une étendue respectable. Mais surtout, en façade de la demeure, un large pré – peut-être un demi hectare – fermé, sur trois côtés, par des haies hautes et épaisses. Félicien s'était fait, je ne sais pas trop comment, l'idole de cette famille tranquille et honorable. Elle le traitait comme s'il avait été leur enfant. A tel point, qu'elle lui donna l'usufruit de fait du dit champ. Un rêve. Il en avait la libre et pleine disposition, à charge pour lui de choisir ses copains et de veiller à ce qu'il n'y ait ni disputes, ni déprédations. Les mêmes droits m'étaient concédés mais comme une simple extension de nature. L'arrangement dura trois ans, aussi longtemps que mon frère demeura écolier. Tous les garçons et les filles de la Sermonière bénéficièrent de ce privilège, tout autant qu'ils étaient en bon terme avec Félicien. Mais celui-ci, qui était pour tous un charmant camarade, n'eut jamais, que je sache, à prononcer d'exclusion. Il n'y eut pas non plus le moindre incident notable. Et pourtant, que de rondes infernales, que de parties de colin-maillard, que de matchs de foot acharnés se sont déroulés sur ce terrain privé !

Par la suite, quand monsieur Graton eut fait embaucher Félicien par un ancien compagnon de travail, devenu contremaître chez Ménard et Herrou, en qualité d'apprenti serrurier, à Nantes, rue Cornulier, nos ébats s'espacèrent puis cessèrent complètement. Nos relations avec les Graton demeurèrent cependant, et des années durant, très étroites. C'est ainsi que, plus tard, lorsque la fille Judith, une très jolie demoiselle, âgée déjà, nous fit connaître sa décision d'épouser un ouvrier menuisier, elle nous invita à la noce et demanda à Félicien – c'est décidément une vocation qu'il avait à cela – d'être son garçon d'honneur.

A cette occasion, nous fîmes la connaissance des deux sœurs du marié, avec lesquelles nous avons été accouplés. Elles travaillaient dans la ferme de leurs parents, annexée à la propriété des riches châtelains de la Maillardière, à qui elles servaient, parfois, de femmes de chambres ou de bonnes à tout faire. Nos compagnes étaient gentilles et agréables à voir. Nous retournâmes souvent et longtemps dans le bois de ce grand domaine. Nous rêvions d'amour, mais n'étions que de jeunes enfants.

Au cours de ces trois années qui précédèrent mon entrée dans la vie active, plusieurs événements marquants et de diverses natures se sont produits dont je conserve plus précisément le souvenir. Le 7 novembre 1933, a eu lieu le tirage inaugural de la Loterie Nationale. Nous étions, par notre père, codétenteurs de plusieurs titres numérotés de participation. D'une part, un carnet de dix billets entiers (ce n'est que bien plus tard que furent institués les dixièmes) souscrits par l'équipe des cheminots à laquelle il appartenait et, d'autre part, un second carnet acheté, en commun, par les membres du syndicat des copropriétaires de notre rue. Ce tirage, qui avait lieu un soir, fut vécu par tout le voisinage, dans un climat d'impatience, d'anxiété et d'espoir intense quoique inavoué.

A l'heure dite, toutes les familles présentes s'étaient réunies, par groupes, selon les affinités, chez celles, encore très rares, qui possédaient un poste de T.S.F. Pour notre part, nous étions reçus, le père et les deux aînés, chez les Genest, les seuls épiciers de proximité. Nous entendîmes d'abord un bulletin d'information, tout à l'écoute et tout ébahis devant ce petit meuble à la forme d'un œuf aplati, et qui parlait !

Soudain, le silence se fit plus profond, plus pesant –haletant si je peux dire–, quand le présentateur prononça, d'un ton solennel, qu'il allait être procédé au tirage de la première tranche de la Loterie Nationale. Mais le monologue fut encore long et bavard qui fit l'historique de cette institution nouvelle, puis la description minutieuse du dispositif de tirage. Enfin, les premières boules tombèrent des sphères. On les entendit et les chiffres, les numéros, nous étaient donnés, par la voix, au fur et à mesure. La déception vint à la fin ! Nous n'avions gagné que deux fois et par le seul fait du numéro de l'unité qui désignait les billets remboursés. Deux billets remboursés sur les vingt qui avaient été payés ! On ne pouvait faire moins !...

Le lendemain, les journaux nous apprenaient que le gros lot avait bel et bien été gagné. L'heureux élu était un charbonnier de Tarascon, du nom de Bonheure ! La mauvaise surprise digérée, les adultes réunis à nouveau dans la bonne humeur, se consolèrent avec quelques verres de bonnes bouteilles prélevées sur la cave de l'hôte, qui s'y connaissait en la matière. Réfugié dans la chambre de la jeune fille du lieu, Denise, de quelques années mon aînée, avec quelques autres enfants, je me régalai à la lecture d'un journal satirique du temps : « Ric et Rac », qui publiait, notamment, la bande illustrée : « La famille Illico » et des dessins d'Alain Saint Ogan...

Un drame atroce s'est déroulé vers cette époque dans un quartier proche du nôtre. Une vieille dame y fut découverte étranglée à son domicile. Elle avait, disait-on, des rentes. L'assassin fut arrêté quelques jours après. Il s'agissait d'un certain Grelot, un adolescent que nous connaissions bien. Il avait fréquenté notre école communale, à Pont-Rousseau. Bien que

plus âgé, il avait été dans la classe de monsieur Grimaud en même temps que moi. Séjour d'ailleurs bref puisqu'un jour, proche encore de la rentrée, il avait, du fond de la classe, lancé un encrier de porcelaine en direction du maître. Par bonheur, il ne l'atteignit pas. Il s'en fallut de quelques centimètres, mais l'encre, au cours de la voltige, s'était répandue sur plusieurs élèves et il en restait encore suffisamment à l'arrivée, pour souiller le visage de l'instituteur. Le renvoi fut immédiat, mais le renfort de plusieurs collègues lui fut nécessaire pour s'arracher des mains du forcené qui, sur lui, s'était jeté. Le souvenir de cet incident et l'annonce du crime firent sur nous une étrange et durable sensation.

Nos deux grands-mères, Marie Hervouet, d'abord, puis Marguerite Potier, moururent toutes deux, à quelques mois d'intervalle, dans les mêmes conditions misérables. Elles avaient séjourné, à tour de rôle, chez nous à la Sermonière. Mais peu de temps chacune, si je me souviens bien. Il me semble que le logement de la fille et du fils n'ait été que la dernière étape sur le chemin qui les conduisit, tout droit, à l'hospice Saint Jacques, une sorte de « mouroir », à quelques kilomètres de chez nous. Sans doute nos parents firent-ils plus encore que ne consentirent, en la circonstance, leurs frères et leurs sœurs qui disposaient pourtant de moyens supérieurs. Mes deux grands-mères avaient atteint ou dépassé les soixante dix ans quand ces transferts se produisirent. Elles n'avaient plus tout à fait leur tête. –Je me le rappelle bien, et d'autant mieux que nous allâmes leur rendre visite régulièrement chaque semaine et leur apporter quelques friandises–. Il n'empêche que j'ai conservé, jusqu'à maintenant, une grande tristesse au souvenir de ces pauvres vieilles, perdues au milieu de leurs semblables,

après avoir été arrachées à leurs racines ancestrales.

Il est vrai aussi que cette période faisant suite à mon retrait de l'école, reste attachée à mes sentiments d'alors, *qui étaient tout sauf de joie et de gaieté*. Physiquement, je restais maigre et chétif et, de plus, étais atteint d'un mal honteux : le « pissenlit ». Souvent (beaucoup trop aux yeux de Félicien, à qui j'arrosais le dos), je souillais notre couche commune. Il s'en plaignait et me moquait quelquefois devant nos copains. J'avais honte mais n'en pouvais mais. C'est sans doute pour cette raison que je me trouvais beaucoup mieux en la compagnie des filles. J'allais volontiers jouer avec elles, nombreuses dans notre entourage, et les mères m'accueillaient, et me sollicitaient même parfois pour que je tienne compagnie à leurs mignonnes.

J'avais ainsi accès à la chambre de Georgette, la sœur de François Coënt, dans la maison face à la nôtre. Elle avait été malade et avait fait un long séjour dans un préventorium du côté de Brévannes. Elle avait, si jeune, une tournure d'esprit d'intellectuelle et je soutenais avec elle de longues conversations qui, à la réflexion, devaient aborder des sujets qui n'étaient pas spécialement de notre âge.

Monsieur Bigot, un ancien international de football, vivait avec une mère célibataire et une fillette, Denise, que j'étais seul autorisé à fréquenter. Il y avait aussi Christiane, une brunette bien élevée et si propre, que je n'osais pas m'en approcher, bien que les parents me conviaient souvent pour distraire cette unique enfant. Et Esther, Sarah et Graziella, chez lesquelles je me rendais pour y jouer quelque rôle dans leur spectacle improvisé et costumé. Celles-là étaient d'origine italienne et vivaient en vase clos, au sein d'une

famille apparemment très unie, et qui usait, dans les rapports entre ses membres, d'un langage fort étrange. Graziella avait une particularité, dont elle se riait : plusieurs doigts de l'une de ses mains étaient palmés et elle possédait six orteils à l'un de ses pieds.

Du jour au lendemain, tout cela allait être abandonné et, sinon oublié, du moins remisé dans les profondeurs, sans cesse croissantes, de la mémoire. Le premier juillet de l'année 1934, je fus embauché à l'imprimerie Chantereau Marthe et Compagnie, rue du Chapeau-Rouge, au cœur même de Nantes ; la féminisation de sa raison sociale cachait peu les mécomptes précédents de ses propriétaires mâles.

L'entreprise, l'une des plus importantes de la ville, et sans conteste la première dans sa branche, employait deux cents cinquante personnes, dont une majorité de femmes. Ses activités s'exerçaient sur une gamme quasiment exhaustive de la profession : typographie, lithographie, photogravure, reliure, tirages en tout genre, y compris sur une rotative offset, la première installée à Nantes.

Mon entrée dans cet établissement ne devait rien au hasard. Elle s'inscrivait, en droite ligne, dans les modifications intervenues à la maison et dans les changements qui en étaient résultés concernant nos relations. Aux « Chevaliers de Saint Paul », cette association catholique que nous avions rejointe, nous étions encadrés par une équipe valeureuse de jeunes gens parmi lesquels deux personnages hors pairs : l'abbé Poiron et Donatien Hamon. Ceux là n'avaient pas grand chose de commun avec les générations antérieures de prêtres et de militants chrétiens ; rien de comparable non plus, bien entendu, avec ceux que j'avais côtoyés à Saint-Lumine. Alors que, là

bas, régnaient la sujétion et l'ignorance entretenues, dans la communauté villageoise, par des abbés et des curés, instituteurs ou missionnaires sectaires, ici, à Saint Paul, on faisait montre de compréhension, de largeur de vue et d'ouverture d'esprit.

J'ai appris depuis, par expérience, combien cette attitude de tolérance et ce comportement bienveillant étaient à la fois voulus et calculés au niveau de la hiérarchie. Mais je considère néanmoins que ces cadres nouveaux, au-delà d'une légitime volonté de prosélytisme, portaient en eux des qualités humaines, des acquis de connaissances, et un esprit de solidarité que je ne devais pas rencontrer souvent ailleurs, par la suite. C'est à eux, en tout cas, que je dois d'avoir — en ces moments décisifs de l'adolescence —, conservé espoir et certitude, alors même que tant de choses, autour et près de moi, s'écroulaient. Espoir dans les possibilités de surmonter les aléas de la vie, de pouvoir compenser l'abandon prématuré d'études que j'adorais. Certitude que rien n'était perdu et que tout dépendait, en définitive, de sa propre résolution d'apprendre, de connaître, d'agir, de travailler.

Travailler ! C'est Donatien Hamon, — alors secrétaire régional de la J.O.C —, la trentaine, véritable prêtre civil, qui m'en procura le moyen, en intercédant auprès de Jean Chantreau, un ami qu'il avait fréquenté naguère dans ces milieux. Donatien n'avait pas changé. Par contre, son camarade était devenu « Monsieur Jean » et, son père ayant vieilli, il régnait en maître dans l'imprimerie de ses parents. Il n'était plus « jociste » depuis longtemps. Par contre, il avait pris du galon chez les « Croix de Feu », dont il était le chef pour le département de la Loire-Inférieure. Quoiqu'il en soit, Donatien,

le saint, obtint de Jean, qui ne l'était certes pas, qu'il m'embauche.

Mon affectation ne posait guère de problème. Je fus tout simplement placé au cul d'une machine à imprimer, avec la fonction de « leveur de feuilles ». Le salaire n'était pas discutable. Il fut fixé par Monsieur Jean à un franc cinquante de l'heure et... « *on verra par la suite* ». Le travail qui m'échut n'était rien de moins qu'abrutissant. Il consistait à saisir, entre le pouce et l'index de la main gauche, à chaque arrêt de la machine toutes les cinq ou six secondes, sur le cylindre porte-feuilles, l'imprimé qui s'y trouvait et de le faire planer jusqu'à une table d'empilement où il trouvait place entre trois équerres en tôle. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que se forme une rame de deux cents cinquante feuilles.

Nous étions trois par machine, le conducteur qui surveillait la marche générale, contrôlait la qualité de l'impression, réglait les encriers et la bonne tenue de la pierre lithographique, qui constituait le support même du système de reproduction ; la margeuse, qui introduisait les feuilles blanches sur le haut du cylindre de pression, et moi, le « leveur », qui les interceptait en bas après leur contact avec la pierre !

Après l'impression de chaque rame et l'alimentation en papier renouvelée, ce qui prenait à peine quelques minutes, la danse, pour moi, recommençait : un pas à droite vers le cylindre, la tête dans le même sens et, immédiatement après, un pas à gauche, en direction de la table d'assemblage, le chef exécutant sans répit un mouvement semblable à celui d'un arbitre de tennis. Ce ballet infernal pouvait se poursuivre quatre heures et demie durant, de 7 heures 30 à midi ou de 14 heures à 18 heures 30 et cela,



dans un bruit insoutenable, lorsque les cinq machines en batterie fonctionnaient ensemble. Nous respirions un peu, lorsque nous avions à effectuer des petits tirages multichromes. Dans ces circonstances, après l'impression de chaque couleur, la machine devait être arrêtée longuement. Margeuse et « leveur » associés avaient en charge le lavage au pétrole de la table et des rouleaux encrurs. Le conducteur, quant à lui, procédait au réglage des encriers et des mouilleurs, sélectionnait et mélangeait les encres pour obtenir la teinte conforme au modèle ; enfin, il mettait en place la pierre litho, porteuse d'une couleur supplémentaire, en recherchant la place adéquate à une superposition impeccable des nuances de chaque cliché.

Alors, l'incroyable sauterie pouvait recommencer ! Je n'ai jamais eu la curiosité de calculer le nombre de pas accompli, à gauche et à droite, au long d'une journée ordinaire. La fatigue ne m'en laissait pas le loisir sur le moment car, au-delà des neuf heures de présence à l'atelier, je devais aussi accomplir le trajet, quatre fois par jour, –vingt cinq kilomètres au bas mot– entre la Sermonière et la rue du Chapeau Rouge et vice-versa. J'utilisais pour ce faire, la bonne vieille « Rafale » de ma mère, abandonnée par elle depuis des années déjà. Par temps de pluie –et dans notre bonne ville de Nantes, ce n'est pas chose rare–, aux dangers de la route sur les rails glissants des tramways ; s'ajoutaient ceux qui menaçaient la santé, à porter, des heures durant, des vêtements trempés. Mais fort heureusement, quoique de corpulence malingre, je résistai fort bien à ce régime. Plutôt mieux qu'avant. J'en perdis même l'incontinence qui jusque-là m'avait tant ennuyé.

Je dois dire que mes compagnons de travail m'aidèrent

beaucoup dans l'initiation à ce dur métier. Généralement plus âgés que moi –beaucoup auraient pu être mes parents, voire mes grands-parents–, les femmes et les hommes qui m'entouraient s'ingéniaient à me faciliter la tâche et me protégeaient autant qu'ils le pouvaient.

Je ne sais plus très exactement combien de temps je suis resté ainsi, rivé à cette fameuse machine. Mais j'ai un bon repère : la victoire du Front Populaire, en juin 1936. A ce moment là, je n'étais plus « leveur » de feuilles, j'apprenais déjà le métier de lithographe.

Félicien et moi avons donc été, tout récemment, orientés vers les milieux paroissiaux. Nous y passions, en 1934, 1935 et début 1936, la plus grande partie de nos loisirs, dans les installations remarquables qu'ils avaient édifiées et aménagées.

La paroisse de Saint Paul, à Pont-Rousseau, commune de Rezé, était à l'évidence très riche. Elle avait l'appui d'un puissant évêché. Elle avait bénéficié de je ne sais quel legs et recevait encore l'apport financier d'une importante communauté de gens aisés : laitiers et maraîchers, vigneron et commerçants. Trois hommes avaient su intelligemment tirer parti de cette situation privilégiée : les abbés Poiron, Gautherot et Donatien Hamon, le responsable départemental de la J.O.C. Sur un vaste terrain, sans doute au moins deux hectares, ils avaient fait construire un centre polyvalent, tout en dur, d'agréable présentation et bien conçu pour ses multiples fonctions.

Le bâtiment comportait en son milieu une vaste salle de cinq cents places, dotée d'une scène de théâtre et, à l'arrière, d'une cabine de projection de films sonores et parlants. Le côté droit

abritait, sur toute la profondeur, un gymnase équipé avec tout le matériel et les agrès possibles : barres fixes, barres parallèles, cheval d'arçon, sans compter les haltères de tous poids et de toutes formes. L'aile gauche était occupée par une bibliothèque, une salle de lecture et plusieurs petits compartiments destinés à des rencontres et réunions.

Le terrain, tout alentour, avait également été aménagé et nous offrait mille possibilités : aire de basket, sautoirs, pistes et cendrées. Toutes les activités qui s'y déployaient étaient placées sous l'égide d'une « association » qui avait pour nom : « Les Chevaliers de Saint Paul ». Cela suffisait pour définir les participants aux initiatives sportives et gymniques. Mais dès que l'on abordait le domaine culturel : théâtre, cinéma, bibliothèque et salle de réunions, la Jeune Ouvrière Chrétienne – la J.O.C. – se manifestait ouvertement. Or, ce sont précisément des matières qui nous intéressaient essentiellement, quoique nous ne boudions pas les précédentes. Nos préférences allaient aux livres et aux journaux mais nous aimions également, –Félicien moins que moi– participer aux discussions sur les lectures faites et les films projetés. C'est là que je pus lire, tout à loisir, les classiques accessibles à mon âge : Jules Verne, Lamartine, Châteaubriand (Attala, René, Le dernier des Abencérages), Alphonse Daudet, René Bazin... Bien d'autres, qui n'étaient pas à l'index. Tous les romans de Victor Hugo !

Une fois par semaine, les plus âgés, ceux qui avaient fait leur communion et avaient été confirmés, étaient invités à participer à des causeries sur des thèmes préfixés. Ils étaient généralement tirés du journal « Le Pèlerin » et d'un bulletin interne à la J.O.C. « A la Page », si j'ai bonne mémoire. Tous les problèmes y étaient

abordés dans les domaines économiques et sociaux. Ceux ayant trait à la politique étaient le moins possible rattachés à l'actualité. Mais enfin, la discussion était ouverte et libre. Et personne ne manquait d'apporter son opinion et son grain de sel. Les prêtres responsables se réservaient, cela va de soi, la conclusion. Mais ils se gardaient bien de « contrer » de front les idées non orthodoxes émises bien souvent.

On s'avisa de me confier, à plusieurs reprises, le choix et l'exposé d'un sujet. Les questions de société me passionnaient alors plus que toutes autres... Mais on me rappela aussi que je n'étais pas tout à fait à jour avec ma conscience, et Félicien pas davantage. Pensez donc ! Ni l'un, ni l'autre n'avions jamais fréquenté le catéchisme. Les fils de familles qui nous côtoyaient le savaient et aucun, semble t-il, ne s'en offusquait. Cependant, un beau jour, Donatien s'ouvrit à moi de remarques que, soi-disant, des parents avaient faites. Je crois que ma mère avait également prêté le flanc aux pressions, beaucoup plus appuyées celles là, de la communauté des religieuses hospitalières, de la mère supérieure tout spécialement. De cette dernière, maman était devenue dépendante pour combattre la misère dans son foyer. Et mon père, qui était encore hospitalisé, ne pouvait et ne devait pas être au courant.

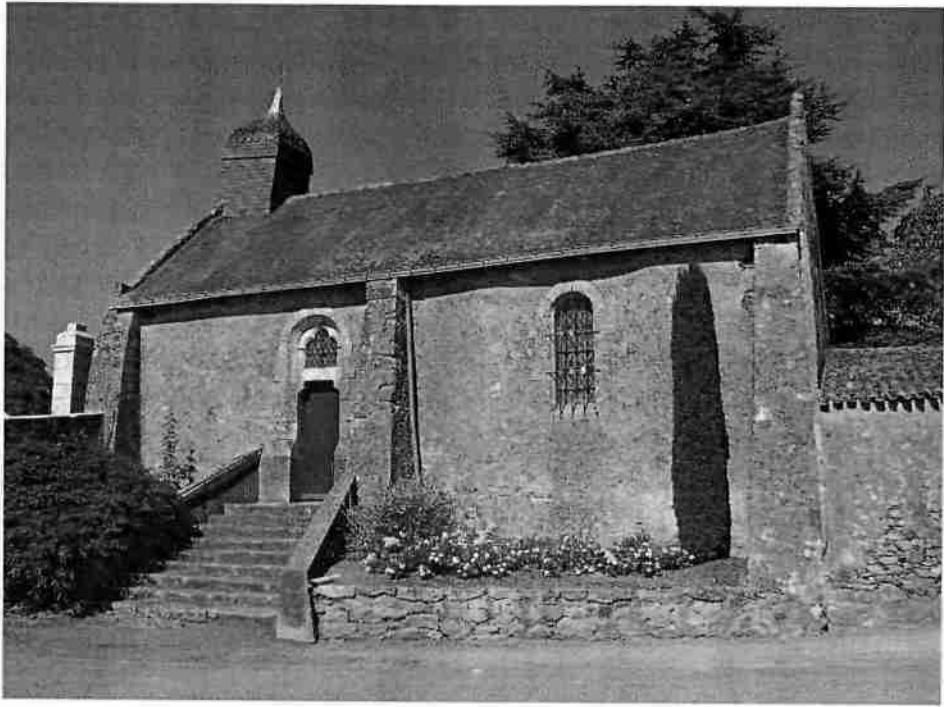
Les abbés Poiron et Gautherot, devant nos réticences, se prêtèrent à un arrangement, hors les règles, et qui nous convint pleinement. L'abbé Poiron, en sa sacristie, nous initia en quelques cinq ou six séances, le soir, aux préceptes élémentaires de l'Eglise. L'abbé Gautherot négocia avec la paroisse de Saint-Fiacre, située loin de chez nous (...), pour que nous soyons joints, sans costume ni protocole, aux cérémonies solennelles du lieu. Dès lors, nous

n'entendîmes plus jamais parler de ce sujet. Et nous n'en continuâmes pas moins à bouder la messe. Mais en cela, nous n'étions pas les seuls. Notre « sanctification » eut lieu au mois de mai 1935. Un peu plus tard, Monsieur Jean fut de nouveau sollicité, en ma faveur, par Donatien Hamon, afin que je puisse apprendre un métier.

Ma mutation à l'atelier de lithographie eut donc lieu en octobre, en tout cas avant la fin de l'année. Mon père était encore malade mais s'appêtait à reprendre le travail.

C'était obligé car, en donnant son accord à Donatien, Monsieur Jean avait précisé que mon salaire serait diminué. Plus question de un franc cinquante de l'heure. Non. Pour les apprentis, c'était dix sous la première année, vingt la seconde.

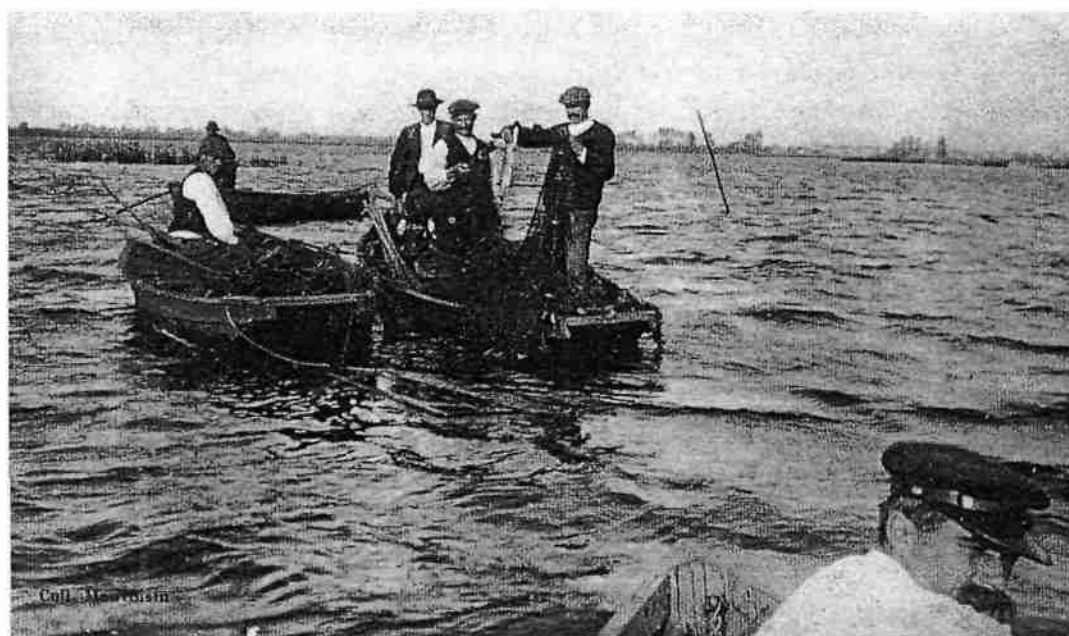
Les trente sous me reviendraient après. Il est clair que, si le traitement de mon père n'avait pas été sur le point d'être rétabli, nous n'aurions pas pu accepter ce sacrifice.



Saint-Lumine – La chapelle de la cure



Saint-Lumine – L'église



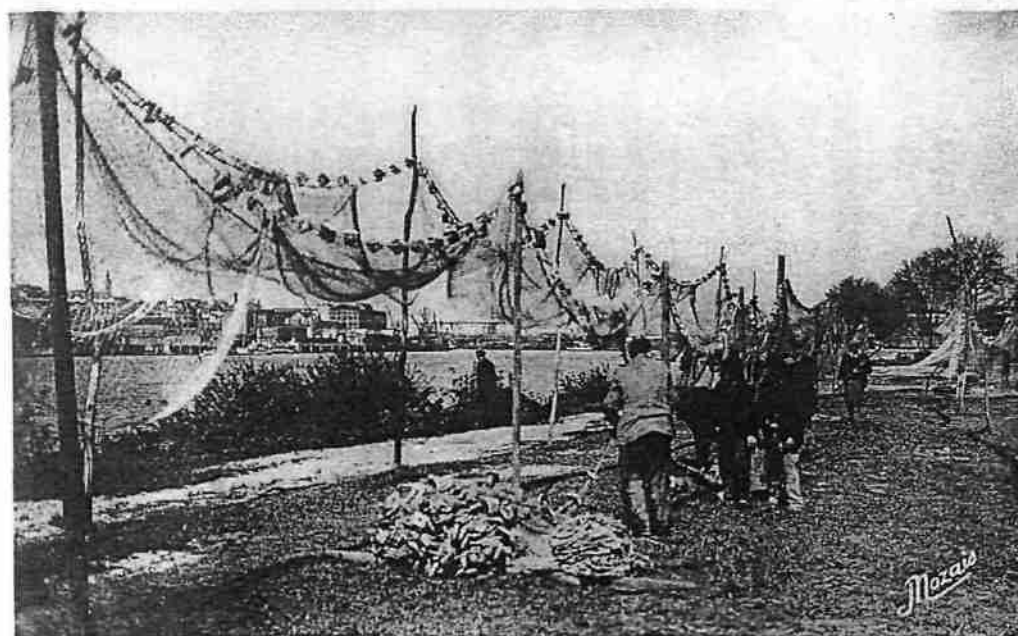
**En pêche sur le lac de Grand-Lieu**



**Une maison du village des Rouleaux en Bouguenais**



Rezé - L'église Saint-Pierre et l'allée des Marronniers



1. - Trentemoult les Nantes - La pêche à l'aloise terminée les filets sont suspendus

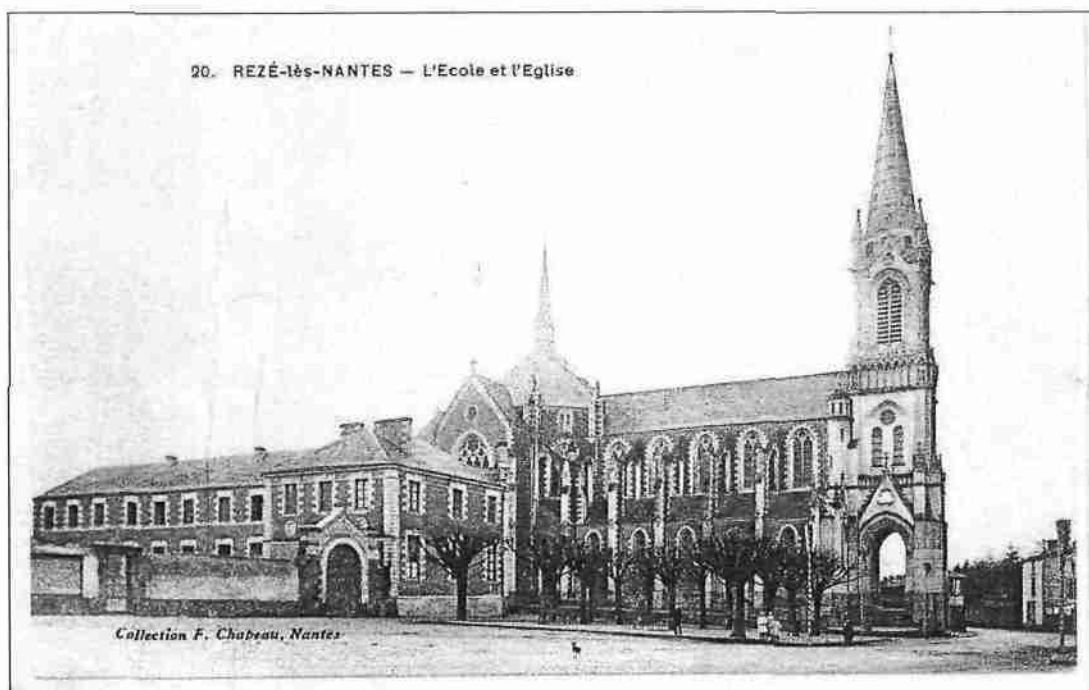
Rezé - Village de Trentemoult sur la Loire, face à Nantes

10. REZÉ-lès-NANTES — Place devant la Mairie



Rezé — La mairie et sa place

20. REZÉ-lès-NANTES — L'École et l'Eglise



Rezé — L'église Saint-Pierre et, à gauche, l'école publique de garçons du bourg



**Rezé — Le village de la Haute-Ile et sa grève vue à marée basse.**  
 La photo date du début des années 1900 mais, hormis les costumes des personnes, rien n'avait changé lorsque la famille Thomazeau vint s'y installer dans les années 1930.



**Rezé - La Haute-Ile**  
 Le jeu de boules , au bord de la Loire, en 1938  
 De l'autre côté du fleuve, le quai Wilson avec ses grues



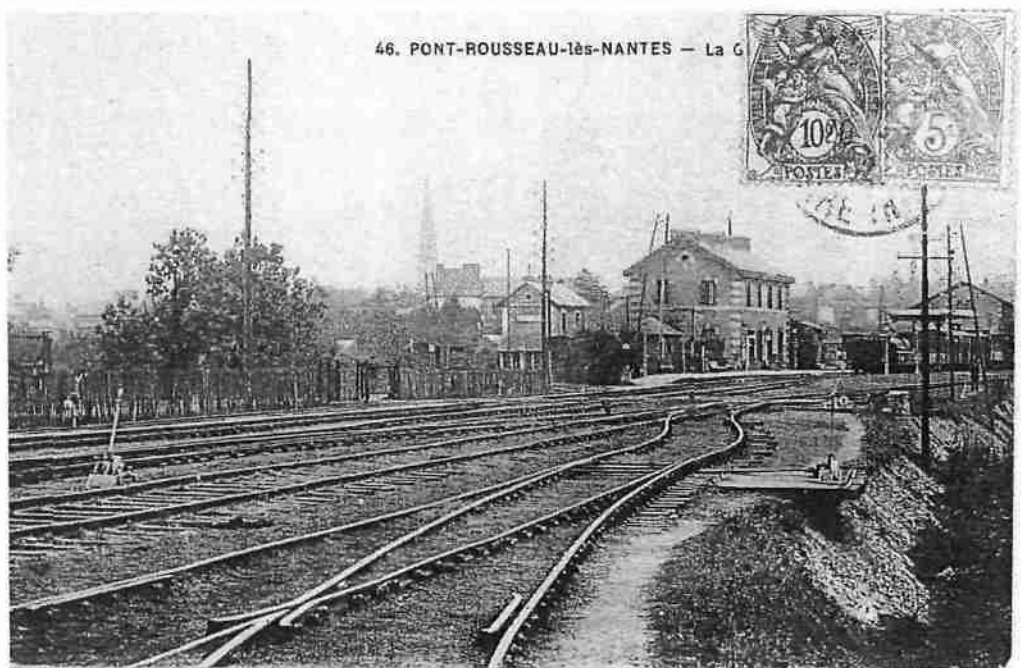


9 NANTES MODERNE — La Raffinerie de sucre Say  
et le pont du chemin de fer Nantes Pornic

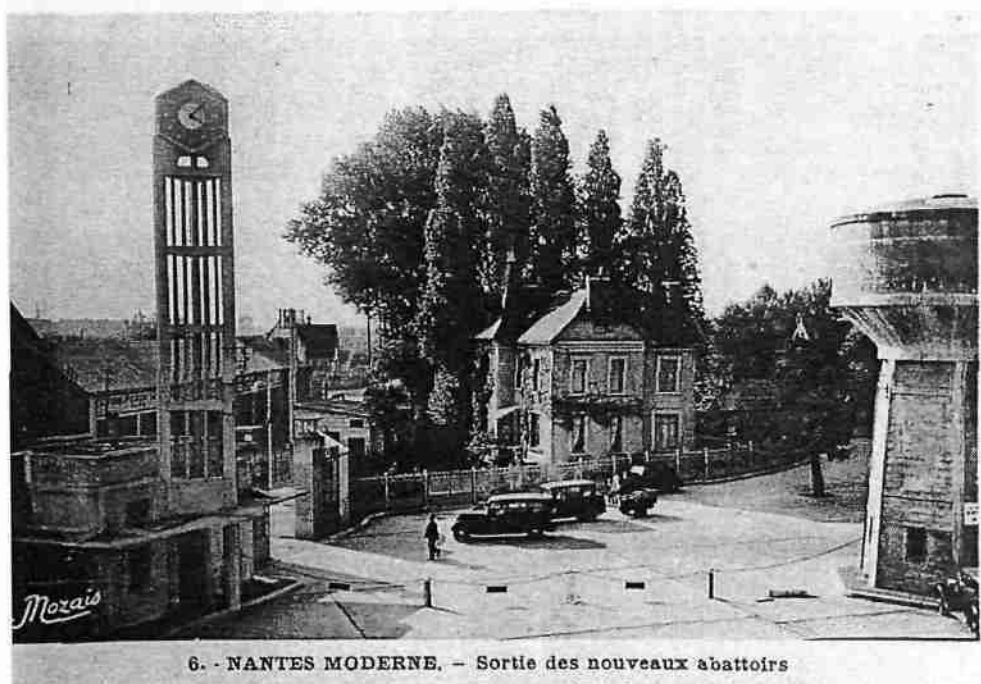
**Rezé- Le pont de chemin de fer de la ligne Nantes-Pornic fut  
détruit en 1944 et reconstruit à l'identique.**  
En face, de l'autre côté de la Loire, on reconnaît la sucrerie Say



**La Sèvre à Pont-Rousseau, au confluent avec la Loire**  
Au loin, le pont de chemin de fer de la ligne Nantes-Pornic



Rezé — La gare, située entre Pont-Rousseau et la Haute-Ile



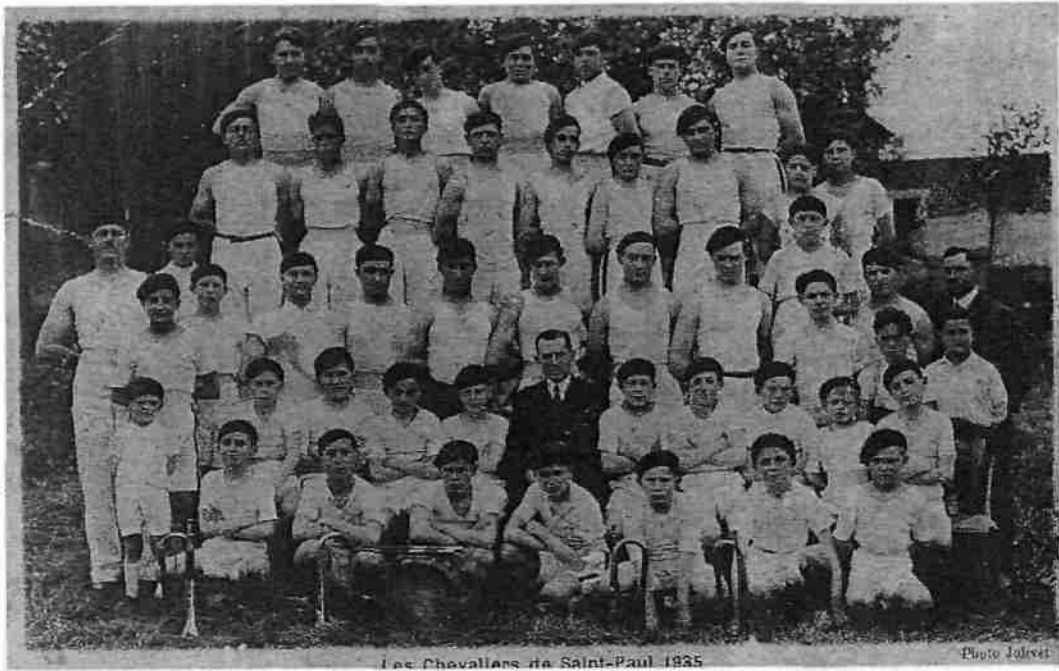
Rezé — Les nouveaux abattoirs, près de la Haute-Ile, au confluent de la Sèvre avec la Loire, furent construits en 1932 sur le territoire de Rezé, partie annexée à Nantes la même année



Rezé — Maison hospitalière Saint-Paul



Rezé — Le port de Trentemout sur la Loire et le quai



Les Chevaliers de Saint-Paul 1935

Photo Jolivet

**Rezé – Les Chevaliers de Saint-Paul**  
lorsque les frères Félicien et Marcel Thomazeau y étaient (1935)



371. - NANTES PONT ROUSSEAU. - Rue Alsace-Lorraine

**Rezé – Quartier de Pont-Rousseau**  
A droite l'immeuble avec porche a vu naître l'écrivain surréaliste  
Benjamin Péret



Collection Paul

10. NANTES. - Les 3 Moulins. - La Route vers St-Paul à la station des trams

**Rezé - Les Trois Moulins**  
Terminus de la ligne des tramways



**Maisons de la rue de la Sermonière**

## Chapitre Sept

### Apprentissage et formation

Mon plan de carrière, comme on dirait aujourd'hui, était tout tracé. Trois ans d'apprentissage, une année de perfectionnement. Dans quatre ans, je serais reporteur-lithographe. Je posséderai un beau et bon métier. En effet, cela aurait dû être ainsi, sans la multitude d'obstacles et d'embûches qui allaient être semés sur ma route.

La lithographie a pour inventeur un Allemand du nom de Senefelder. C'est à lui que l'on doit la découverte des propriétés particulières et uniques d'une roche extraite en Bavière : la pierre de Munich. C'est à lui que l'on doit les principes de base de son utilisation comme support d'un procédé d'imprimerie : la lithographie.

La dite pierre a les qualités intrinsèques suivantes : elle est légère, dure et poreuse ; elle peut être débitée facilement, à la scie, en larges plaques unies et régulières ; elle peut être aplanie et polie comme du marbre et sa couleur, beige très clair, facilite l'impression des traits, dessins et autres motifs.

Les procédés lithographiques sont multiples mais disons, pour simplifier, qu'il s'agit d'imprégner sur la pierre, le sujet à reproduire (dessins ou autre) en utilisant une matière grasse et comme telle, imperméable à l'eau. Cette première opération effectuée — un peu comme une décalcomanie —, on passe sur la pierre humidifiée, à l'aide d'un pochoir ou d'un rouleau, une encre noire et couvrante. Seules les parties préalablement « reportées » — dessins, traits ou similis —, retiendront l'encre ; toutes les autres la rejeteront pour n'admettre que l'humidité.

En dernier ressort — après une série d'opérations de consolidation des points d'encre, avec divers produits dont le talc et la résine — toute la surface de la pierre est recouverte et imbibée d'une préparation spéciale : un savant mélange d'acide nitrique, de gomme arabique et d'eau. L'acide n'a aucune prise sur les parties encrées mais, en revanche, il creuse les surfaces restées nues. A la fin des fins, le motif ou le sujet émerge en relief. On peut alors le passer à l'encre et le reproduire sur papier, autant de fois que nécessaire, en utilisant pour ce faire, une presse manuelle ou mécanique. Celle que je servais jusque là, en tant que leveur de feuilles, était de ce dernier modèle.

La presse à bras sur laquelle je travaillais maintenant était constituée d'un lourd bâti rectangulaire en bois d'environ 4 mètres sur 2. A 1m50 du sol, un châssis mobile, recouvert de zinc, reposait sur deux glissières parallèles en acier. La pierre-litho venait s'y poser et c'est là que l'on effectuait les opérations de « report ». Un bras bardé de caoutchouc, généralement relevé et dressé comme au garde à vous, pouvait se rabattre à l'horizontale, au niveau de la pierre. Retenu alors par un système de serrage, il assurait une pression plus ou moins forte, commandée par un levier en bois situé au bas de l'appareil et actionné par le pied droit.

Le dispositif était utilisé pour l'exécution de deux phases essentielles du « report », le décalquage et le tirage des épreuves. La pierre était alors recouverte d'une feuille de papier, d'un feutre puis d'une tôle en zinc sur laquelle venait s'abaisser l'auxiliaire de

pression. Le porte-pierre était alors tiré vers l'avant—manuellement—, à l'aide de six bras fixés en étoile en bout du bâti. Une sangle s'entourait alors autour du moyeu central de l'étoile et, fixée au châssis, elle lui donnait le mouvement assurant ainsi le décalquage ou l'impression. Ce drôle d'engin ne datait pas de Gutenberg, mais enfin...

Avant de me familiariser avec la roche-lithographie, je dus me heurter à un autre roc—breton, celui là—, monsieur Priou, le contremaître de ce secteur. Cet homme là était petit, trapu ; il portait des cheveux gris et drus, une énorme moustache en forme de guidon de bécane des années vingt. Il était méchant et cela se voyait. Il ne regardait jamais franchement les gens. Le matin, il entrait dans les ateliers alors que le personnel avait déjà commencé ses activités. J'ai toujours pensé qu'il voulait, ainsi, éviter d'avoir avec les employés, des rapports trop étroits ou simplement polis. Cet horaire le dispensait, en tout cas, des salutations et poignées de mains généralement en usage. Il traversait, dans toute sa longueur, la vaste salle du rez-de-chaussée. Au fond, il prenait à gauche, entre les rames de papier empilées, et piquait droit sur un petit escalier qui grimpeait en un demi-cercle jusqu'à une plate-forme. Là, à hauteur d'un étage et sur trois côtés, des ateliers distincts avaient été aménagés : dessins et conception, composition typographique et reports-litho. Monsieur Priou portait un chapeau melon. On l'apercevait émerger en haut de la rampe. Un bref signe de tête, un faible grognement en passant devant chacune des presses à bras—alignées comme pour le départ d'une course— et notre contremaître se dirigeait, sans voir ni regarder quiconque, vers la septième, la sienne, devant laquelle je l'attendais les bras croisés.

Après l'avoir salué, sans m'attendre à la moindre réponse, et pendant qu'il se mettait en tenue, je me précipitais, à l'inverse, sur le parcours qu'il venait de suivre. Je devais quérir, auprès de l'administration, dans les bureaux, en bas, près de l'entrée, les carnets individuels de production que, la veille, j'y avais déposés. A ce moment précis, à 8 heures 10, car monsieur Priou était réglé comme une horloge, j'étais encore en tenue de ville. Nul, en effet, n'était autorisé à pénétrer en bleu de travail chez mademoiselle Marguerite, la maîtresse des lieux.

A mon retour, monsieur Priou avait revêtu ses habits de contremaître, pantalon bleu, comme tout le monde, mais veste noire. Il était installé sur sa presse—elle était aussi la mienne, mais pour plus tard— et s'adonnait à la répartition des tâches de la journée, entre les six compagnons lithographes du secteur. Je lui remettais les carnets individuels et m'habillais alors en travailleur, comme il sied, troquant mes oripeaux de citoyen contre le « bleu » et le tablier en peau, caractéristique de notre métier. Et puis, je me plaçais à l'arrière du contremaître, bras croisés, attendant une heure durant, souvent plus, qu'il en ait terminé de ses cogitations. Parfois, il me demandait d'aller chercher une précision auprès de tel ou tel de ses ouvriers. Et l'attente continuait ainsi jusqu'au moment où, brusquement, il quittait sa position matinale et se précipitait à quelques pas de là, vers une immense planche à dessins qui, le reste du temps, lui servait de quartier général. Il préparait le travail de ses équipiers, décortiquait les commandes, recherchait les dessins adéquats sur les pierres dites « originales », sorte de bibliothèque, répertoire sur pierre de format réduit, de toutes les réalisations antérieures. Il procédait aux impositions, au foliotage, toutes opérations qui conditionnaient la

réalisation des « reports » lithographiques destinés aux presses d'impression.

A la seconde précise où il quittait sa presse, la mienne et avant qu'il n'atteigne sa planche, je devais avoir trouvé le moyen de lui glisser la formule sacro-sainte : « *Monsieur Priou, s'il vous plaît, puis-je disposer de la presse ?* ». A défaut d'un acquiescement formel, je devais prendre place, à nouveau, derrière lui et attendre son bon vouloir à lever la tête. Il était souvent au-delà des dix heures quand je pouvais enfin commencer à travailler, chercher à comprendre et à expérimenter les éléments du métier.

Les ouvriers lithographes que je côtoyais étaient, par bonheur, des hommes d'une grande compétence et doués de beaucoup de compréhension et de gentillesse. Ils m'apportaient autant de satisfaction, de plaisir et de joie que monsieur Priou me tourmentait de ses tracasseries. Ils avaient pour lui peu d'estime. Ils le considéraient comme un professionnel tout à fait médiocre, n'ayant pour seul titre de gloire que d'avoir servi — en qualité de correspondant — pendant la guerre de 14-18, à l'Imprimerie Nationale. Atteint d'asthme, il avait dû quitter le front.

Il y avait là, surtout, messieurs Sébille, Leroy et Béranger. Il y avait aussi Garreau, un ancien de Saint-Paul qui m'avait précédé en qualité d'apprenti. Il vivait toujours dans la terreur de notre contremaître. Puis un ou deux autres, selon l'importance du travail, mais peu stables et dont je n'ai gardé que peu de souvenirs.

Monsieur Sébille était spécialisé dans la réalisation des « reports » de grands formats, double colombier, double jésus. Sa presse avait évidemment des dimensions toutes

spéciales. Il lui fallait souvent, pour animer les bras de traction du châssis, l'aide de l'apprenti. Instants agréables, trop rares, mais que je vivais dans une véritable allégresse. Monsieur Sébille mettait ses occasions à profit — et je le sollicitais aussi — pour me montrer des tours de mains, des astuces, les diverses ficelles de la lithographie. Doté d'une connaissance professionnelle hors-pair, il avait aussi des qualités de pédagogue. Mais il avait encore, à mes yeux, cet avantage sans pareil d'étendre le champ de nos entretiens et conversations très au-delà des limites de l'atelier et de l'imprimerie. Il me parlait de tout ce qu'il appréhendait son immense savoir : l'histoire, la géographie, la politique en France et partout ailleurs. Il fréquentait les cinémas et était un abonné permanent du théâtre Graslin, l'opéra de Nantes. Il était aussi féru, dans un autre domaine : le cyclotourisme, auquel il s'adonnait sur une machine remarquable pour l'époque. Je profitais de tout et puisais à pleines mains dans cet acquis.

Monsieur Leroy, lui, occupait la presse contiguë à la mienne. Du même âge que monsieur Sébille, la quarantaine, il était aussi petit que l'autre était grand. Le contraste entre les deux hommes ne s'arrêtait pas là : monsieur Sébille avait une « gueule ». Son visage, taillé à coups de serpe, était dominé par des lèvres lippues, et quelque peu de travers. Il louchait de manière bizarre derrière d'épaisses lunettes. Ses cheveux courts et drus ornaient son front d'une mèche rebelle. Monsieur Leroy, toujours bien peigné, raie impeccable et crans étudiés, avait lui des traits fins et réguliers. Sa coquetterie le portait à abandonner souvent sa veste de « bleu », pour faire valoir des chemises en fines étoffes et de couleurs raffinées. C'est à lui, en tant qu'il était mon voisin, que je dois l'essentiel des données de base de la litho.



Monsieur Priou m'avait abandonné à mon sort, comme il l'avait fait de mes prédécesseurs, n'intervenant qu'en cas d'erreur de ma part et seulement pour me tancer. Monsieur Leroy avait aussi beaucoup de connaissances, en maints domaines. Mais, sans doute, plus éclectique que monsieur Sébille, il était plus superficiel. Encore que, en ce qui concerne l'opéra, il ne se contentait pas de connaître, il chantait. Et de manière formidable. Il n'est pas d'airs, dans le registre de ténor, qu'il ne nous ait chantés, tout en travaillant à ses « reports ». Cela, monsieur Priou le tolérait. Peut-être aimait-il ? Mais c'est surtout que monsieur Leroy lui était indispensable. C'est à lui qu'il s'adressait en cas de difficultés techniques, ou de doute sur un problème délicat d'imposition. C'est lui aussi qui le remplaçait pendant ses absences de maladie : l'asthme le retenait à la maison parfois plusieurs semaines durant... Alors monsieur Leroy pouvait chanter... Il était, d'autre part, le secrétaire du syndicat du Livre et donnait des cours pratiques du soir pour les apprentis-litho à la Bourse du travail...

Monsieur Béranger, quant à lui, était plus réservé. Plus jeune, d'une élégance sobre, il parlait peu sur d'autres sujets que le métier. Il avait fait, lui aussi, son apprentissage quelques années plus tôt, sous la coupe de monsieur Priou. Il ne lui devait pas grand-chose. En revanche, il avait beaucoup appris de son frère qui était contremaître dans un autre atelier litho, chez un concurrent de Chantereau, installé près du pont Haudaudine. Notre Béranger était ainsi devenu un véritable artiste, passé maître dans la détection et la sélection des couleurs. Qu'il nous arrivât une commande nouvelle, sans antécédent autre qu'un échantillon, une étiquette, une boîte... elle était

immédiatement dirigée par monsieur Béranger. Il s'attachait alors à analyser le sujet, à déterminer le nombre de couleurs utilisées, à définir les points de juxtaposition, à fixer avec les concepteurs, le nombre et la forme des planches à préparer (une par couleur) et enfin à sélectionner et à mélanger les encres de couleurs pour parvenir à la réalisation d'une épreuve absolument semblable au modèle fourni par le client. J'avais pour tâche de l'alimenter en encres et produits nécessaires à ses essais. Je me rendais au magasin maison et faisais, au besoin, passer les commandes à l'extérieur. Mais en contrepartie, j'obtins de monsieur Béranger, une attention soutenue pour ma formation en cet art délicat.

Je suis resté dans cet atelier jusqu'à la fin de l'année 1937. Je puis dire, sans vantardise, que j'y avais acquis des connaissances professionnelles sérieuses et de qualité. Mon départ devait avoir d'autres causes qu'un reproche quelconque en la matière.

De fait, mon apprentissage, en dépit du cas Priou, fut vraiment bien mené. Afin de compléter les apports de l'atelier, je fréquentais assidûment deux cours professionnels du soir. L'un, obligatoire, en vertu de la loi Astier sur l'apprentissage, était donné deux fois par semaine à la chambre patronale des Maîtres Imprimeurs, qui avaient installé des locaux appropriés et engagé des professeurs tels que l'aîné des Béranger. Leur enseignement, technologique et pratique, ne manquait pas de mettre d'accent sur l'importance du comportement, de l'harmonie des rapports entre apprentis, ouvriers et cadres. Le second cours, auquel je participais avec une grande rigueur, toute volontaire celle là, fut celui de la Maison du peuple. Monsieur Leroy avait été parmi les fondateurs, le

syndicat du Livre l'initiateur de l'atelier litho et monsieur Guillot, ancien directeur de l'école de Rezé, désormais retraité, avait la haute main sur tout l'édifice interprofessionnel.

Ces trois sources de ma formation devaient me conduire au succès. De fait, j'obtins un excellent classement en première et deuxième année lors des concours organisés par la Chambre patronale en 1936 et en 1937. Le palmarès publié en atteste. Mais rapidement, mes activités et préoccupations avaient débordé le cadre bien étroit de l'imprimerie et de ses compléments professionnels. Messieurs Sébille et Leroy me prirent amicalement et résolument sous leur coupe. Ils se complétèrent et se jalosèrent parfois, dans la transmission de leur savoir, de leurs valeurs morales, dans la dispensation, à mon profit, de leur acquis culturel et idéologique.

L'un et l'autre – comme d'ailleurs leurs collègues lithographes, rencontrés hors des enceintes de l'imprimerie – ressemblaient bien davantage à des petits bourgeois aisés qu'à des ouvriers. Ils portaient costumes, cravates et chapeaux. Sous le bras, toujours quelques livres. Quel contraste avec les gens de mon entourage familial, des cheminots pour la plupart, quelques ouvriers, et des pêcheurs de Loire. Un monde encore plus totalement différent de celui de notre campagne natale où les hommes, paysans pour l'essentiel, étaient le plus souvent habillés de vieux vêtements pour le travail et les femmes, avec leur accoutrement traditionnel, portaient encore coiffes et résilles.

Cet aspect extérieur devait rapidement me poser un problème, dès lors que j'eus rejoint l'atelier de lithographie. Jusque là, j'avais habituellement et normalement hérité

des effets portés l'année précédente par l'aîné. Nous nous suivions à un peu plus d'un an, dans un développement semblable de taille et de corpulence. Aucun problème. Pour se rendre, lui, derrière son établi et moi derrière ma machine, il y avait totale similitude de besoin et de goût. Mais les choses changèrent au moment même de ma prise de contact avec ces artistes qu'étaient les lithographes. Mes fringues, usées, élimées et étriquées, cadraient mal avec l'entourage. Je supportais mal cet état de chose et j'en souffrais d'autant plus qu'il était apparemment sans remède. C'est sans doute à cette époque là que je fus atteint d'une timidité réellement paralysante et qui ne devait s'atténuer qu'au fil des années...

Beaucoup de monde contribua à la solution de mes problèmes vestimentaires, qui à mes yeux revêtaient une importance singulière. Mes compagnons de travail, d'abord, et avec tact. C'est ainsi que monsieur Sébille me proposa de m'emmener, la semaine suivante, au théâtre Graslin, où était donné l'un de ses opéras favoris, « Manon », avec, j'en ai le vivant souvenir, la participation du ténor Georges Thil et du baryton André Bauger. Monsieur Sébille était surtout séduit par la présence d'une basse alors célèbre : Lapeyre. Il me fallait naturellement obtenir d'abord l'accord de mes parents. Mon père, étant alors de retour à la maison et convalescent, la demande fut acceptée. Le jour dit, à la pause midi, je pris possession, à la maison, du vieux costume que m'avait valu la communion et que ma mère avait, dans la matinée, sorti de la naphthaline, mis à l'air dans le jardin et repassé.

Je pris le tram, ainsi paré, à la fois honteux et fier, devant l'église Saint Paul, pour m'en retourner au

travail. Le soir, monsieur Sébille m'emmena chez lui. J'y fis la connaissance de son grand garçon, un jeune homme froid et distant, qui poursuivait je ne sais quelles études, et de son épouse. Cette femme, simple mais distinguée — que je revis à maintes reprises dans des occasions similaires — me mit très vite à l'aise. Après un repas rapide et sans formalité, nous partîmes, monsieur Sébille et moi, à pied, vers le théâtre qui n'était pas très éloigné. Je vécus cette nuit tout simplement comme un enchantement. Ce n'est pas le lieu, ici, d'une critique musicale et artistique. A cinquante ans de distance, cela n'aurait d'ailleurs aucune importance. Quant à traduire les sentiments que j'ai éprouvés alors, j'en suis parfaitement incapable. Mais mon ravissement demeure.

Bien des fois par la suite, je suis retourné au théâtre Graslin. J'y ai découvert et admiré « La Favorite », « Lakmé », « Les Pêcheurs de perles », les « Les Huguenots », « Carmen », « Cavalleria-Rusticana »... Combien d'autres œuvres montées à l'époque par l'Opéra de Nantes qui disposait d'une troupe permanente et d'un orchestre. Il accueillait toutes les célébrités de l'art lyrique et se payait même le luxe d'un corps de ballet dirigé par un certain Tabor, émule de Serge Lifar.

Cependant, la « Manon » de ce soir là — et le plus stupéfiant est que j'ai complètement oublié qui interprétait l'héroïne — restera sans concurrente dans mes souvenirs.

Le spectacle terminé, monsieur Sébille me ramena chez lui — il n'était pas question, et c'était impossible, que je regagne Rezé — où un lit, dans une chambre pour moi seul, avait été préparé.

Le lendemain matin, c'était un samedi, je me réveillai fort tard. Monsieur Sébille était parti au travail. Il avait dû motiver, et sans doute même arranger préalablement mon absence auprès de monsieur Priou. En tous cas, ce dernier ne m'en fit pas le reproche à la rentrée du lundi. Je regagnai le domicile de mes parents peu avant midi, par le tram qui partait de la place du Commerce. Avant mon départ, madame Sébille m'avait remis un paquet : « *Quelques vieilles frusques du fiston* », m'avait-elle dit. Il contenait, en vérité, un costume tout neuf, à ma taille et bien coupé. Mon hôtesse avait mis à profit mon sommeil prolongé pour se rendre chez un commerçant en confection de proximité.

J'allais aussi parfois chez monsieur Leroy, avant les séances du théâtre — dont il était également un assidu —. Il m'avait par ailleurs invité à déjeuner, quelques samedis ou dimanches, d'abord pour me présenter sa famille, et puis afin de faciliter des rencontres avec son fils et sa fille. Nous avions à peu près le même âge. La demoiselle était très jolie, toujours tirée à quatre épingles, au reste très avenante et gentille. Mais en sa présence, ma timidité décuplait. Avec le garçon, qui fréquentait une école technique, nous faisons de longues randonnées à vélo. Il m'entraînait dans des sprints époustouflants. Il avait régulièrement le dessus. Et pour cause ! Ma « Rafale » n'était qu'un clou à côté du bel engin dont il était doté. Mais mon camarade était aussi, sans conteste, plus doué et mieux entraîné.

Cette diversification de mes rencontres et relations eut naturellement beaucoup d'influence sur ma formation personnelle.

Je restais bien sûr en étroite concordance avec mon milieu familial et le voisinage, dont les enfants de mon âge avaient été mes camarades à l'école communale.

Cependant, ma fréquentation des « Chevaliers de Saint-Paul » m'avait aliéné l'amitié de quelques-uns d'entre eux et, en même temps, ouvert

les portes chez des familles qu'autrefois je ne songeais pas à rencontrer.

Mais en réalité, j'allais me trouver bientôt écartelé entre les différents courants et tendances qui, autour de moi, se manifestaient et parfois tendaient à s'imposer.

## Chapitre Huit

### Vers une double rupture

1935 allait être une année décisive, celle d'aboutissements en maints domaines essentiels. Les événements extérieurs à la famille et au travail jouèrent un rôle sans aucun doute primordial. Mais l'environnement immédiat eut une part non négligeable dans mes orientations, mon comportement et, en définitive, dans mes décisions capitales. La reprise d'activité de mon père se situe vers le début de cette année là. Ce fut un élément important dans la mesure où il allait redonner au foyer une direction mieux assurée et une indépendance qui avait été passablement malmenée.

Le mieux-être économique fut acquis dès les premiers traitements perçus, d'autant plus que Félicien, maintenant à la veille d'obtenir son C.A.P de serrurier, avait déjà un salaire satisfaisant. Notre sujétion à l'institution catholique allait se défaire rapidement. Mon père l'avait subie à contrecœur et ma mère, par absolue nécessité. Notre appartenance, les deux aînés, à la J.O.C., avait tout naturellement découlé de notre affiliation aux « Chevaliers ». Mon entrée chez Chantereau n'avait fait que renforcer cette adhésion (surtout lorsque derrière la machine, j'étais entouré d'équipiers et de collègues, hommes et femmes, recrutés le plus souvent dans les mêmes milieux et selon les mêmes recommandations). Notre père estimait que c'était notre affaire et n'intervint d'aucune manière.

L'élément correcteur, si je puis dire, vint d'abord de l'atelier ; en tout cas c'est ainsi que je l'ai perçu alors. Il intervint de deux côtés simultanément et

de manière contradictoire. D'une part, il me fut suggéré qu'en qualité de « jociste », il serait bien que je m'engage plus avant dans une prise de position politique. Le nom du colonel de la Roque était avancé par mes interlocuteurs... Le chauffeur de Monsieur Jean, sorte de factotum omniprésent en premier lieu, mais aussi le « ponceur » des pierres lithos, était installé, comme par hasard, en bas, à un point stratégique de l'imprimerie, à proximité de l'entrée des toilettes et des vestiaires. Ce personnage voyait et savait tout. Il avait l'art consommé de tirer les vers du nez, notamment aux jeunes qui, rarement se méfiaient. Il conseillait aussi de son air patelin : « *Cela ferait bien plaisir à Monsieur Jean* »... J'étais imperméable à cette sollicitation, tout en restant prudemment dubitatif. Mes amis des « Chevaliers » étaient à cet égard partagés. Mes nouveaux compagnons de travail, eux, étaient résolument hostiles à cette idée. Monsieur Sébille n'allait pas tarder à se dévoiler comme communiste et monsieur Leroy, syndicaliste avant tout, ne cachait pas son inclination vers les socialistes.

En ce début de 1936, la bataille des idées -jusque là plutôt feutrée ou, en tout cas pour moi, peu perçue- allait rapidement se manifester, s'engager et s'amplifier. Je ne pouvais pas y échapper. Et d'ailleurs, je ne le souhaitais pas.

J'avais personnellement suivi (celle-ci) très attentivement dans le journal, qui n'a jamais cessé de pénétrer à la maison, même pendant les périodes les plus noires. « Le Phare », le grand

quotidien nantais d'alors, restait notre plus permanent moyen de contact avec l'extérieur. Je lisais tout, chaque soir, de la première à la dernière ligne, mais avec une attention particulière ce qui traitait de politique, en France et à l'étranger. Je n'ignorais rien des scandales qui avaient éclaté en 1934. L'affaire Stavisky, la mort du chancelier Prince, les agissements du commissaire Bony... Tout cela me passionnait. Les émeutes de 1934 à Paris, les répliques au 6 février que furent les manifestations du 9 et 12, m'avaient beaucoup intrigué. Et ce, d'autant plus que « La Tribune des Cheminots », le journal du syndicat C.G.T.U, auquel mon père était abonné -et que je dévorais- en avait fait une description et donné des explications totalement différentes de celles publiées par « Le Phare »...

Monsieur Sébille raisonnait exactement comme « La Tribune », et cela m'étonnait. Il prit alors l'habitude de me faire part de son opinion sur les divers événements qui se produisaient. Il rattachait les manifestations de Paris à celles qui s'étaient déroulées à Berlin quelques mois plus tôt. Il me parlait d'Hitler, de l'incendie du Reichstag, de l'arrivée en France de millions de réfugiés allemands. Et j'étais loin d'être rassuré, pas du tout fixé. Peu auparavant, je m'étais rendu, un dimanche après-midi, incité par je ne sais plus qui, à une kermesse organisée par les communistes - la S.F.I.C, comme on disait-dans les prés en bordure de la Sèvre Nantaise. J'en étais revenu inquiet, apeuré même. J'y avais effectivement vu des Allemands, deux ou trois drôles de type très blonds, les cheveux longs tirés en arrière. Ils portaient ce que l'on appelait des pantalons de golf et des chemises d'un vert caca-d'oie. L'un, au moins, avait les yeux d'un bleu clair et intense qu'aujourd'hui, plus de cinquante ans

après, je revois encore. L'atmosphère qui régnait en ce lieu était lourde, pesante, tout à fait inhabituelle ; peu de stands par ailleurs, des jeux et des distractions rares. Et puis un discours ! L'orateur, il me semble, avait du talent, une voix puissante et claire, un débit saccadé et parfaitement maîtrisé. Mais il parlait de l'Apocalypse. J'eus réellement peur...

Et voilà que maintenant monsieur Sébille, que j'estimais tant, s'avérait être des leurs. Il me répétait de sa voix calme et posée, les mêmes arguments que ceux du discours qui m'avait effrayé. Il est vrai que j'approchais maintenant de mes treize ans. L'homme perçait sans doute déjà derrière les traits de l'enfant. A moins que l'expérience et la pédagogie aidant...

Monsieur Leroy se mêlait aussi de m'informer parfois, mais bien plus rarement et avec beaucoup de retenue et de réserve. Il se fit alors en moi un brassage de pensées et d'idées que j'avais bien du mal à maîtriser et à mettre en ordre. J'avais d'autant plus de difficultés à m'y reconnaître que ces deux hommes que j'admirais, à des titres divers, semblaient se chamailler plus souvent. Ils parlaient ensemble de questions que je n'entendais guère, qui se déroulaient à Nantes ou ailleurs, et qui avaient pour thème central, ainsi s'exprimaient-ils : l'unité de la classe ouvrière. Qui l'avait voulue, et qui l'avait combattue ? Un pacte avait été conclu récemment. Quelque chose s'était passé à Nantes. On aurait pu faire mieux ! On n'est pas allé assez loin ! A qui la faute ?

Enfin, monsieur Sébille s'offrit à m'apporter tous les jours « L'Humanité » de la veille. Ce journal devint, dès lors, l'antidote du « Phare ». Je lisais sur ce dernier les éditos d'un

certain Schwob, sur l'autre, des articles signés Marcel Cachin, Lucien Sampaix, Gabriel Péri. J'eus rapidement une bonne connaissance des problèmes. Monsieur Sébille m'y aidait grandement et les gens qui venaient rendre visite à mon père, des compagnons de travail et des militants de son syndicat, parfois s'étonnaient que je prenne part avec véhémence toujours, et compétence parfois, aux discussions politiques qui s'instauraient.

Ma documentation devenait importante car, sur les conseils de monsieur Sébille, j'avais écrit directement au bureau d'édition du Parti communiste pour prier les responsables de me procurer gratuitement, car je n'avais aucun moyen de payer, les livres qu'ils jugeraient nécessaires à la formation d'un jeune ouvrier. Plusieurs paquets me parvinrent. La collection « l'ABC du communisme » toute entière, des volumes des E.S.I (Editions Sociales Internationales) et également des ouvrages édités à Moscou. C'est alors que j'ai lu « Le Manifeste » de Marx et Engels, « La Maladie infantile » de Lénine, « Les Principes du communisme » de Staline, et beaucoup d'autres volumes « théoriques », sans compter les publications traitant des événements d'alors et les revues telles « Commune » et « Les Cahiers du bolchevisme ».

Les sages magazines disponibles aux « Chevaliers de Saint-Paul » résistèrent mal à la concurrence argumentaire du Parti communiste. Ils ne faisaient pas le poids et pas davantage les éléments de propagande distribués à l'imprimerie Chantereau sous l'égide du Parti Social Français - nouvelle appellation des « Croix de Feu » dissous après les événements de 1934- par les émules du colonel Casimir de la Roque.

Chemin faisant, je rencontrai et, très tôt, le syndicat. Il était là, présent à l'atelier, sous les traits de messieurs Leroy et Sébille, et de quelques autres dans les services d'à côté (typographes, photograpeurs, conducteurs). Il était aussi, tout naturellement, aux cours professionnels de la Bourse du travail. J'adhérai, dès 1935, en qualité de pupille, au syndicat du Livre. J'assistais régulièrement aux réunions qui se tenaient dans une salle contigüe à celle où se donnaient les cours. C'est en ces occasions que je pris pleinement conscience de l'enjeu de la bataille politique qui se menait dans le pays et qui allait aboutir au Front populaire.

Je le ressentais personnellement et physiquement même. Je compris très vite que le travail auquel j'étais astreint depuis juin 1934, au cul d'une machine, avait été dangereux et, dans un sens, tout à fait inutile. Dangereux, j'en savais quelque chose, ayant été le témoin d'un accident au cours duquel un jeune, rivé comme moi à une machine, voisine de celle que j'occupais, avait eu la main gauche happée par le cylindre, écrasée à la suite d'une inattention de quelques dizaines de secondes. Selon le syndicat, le nombre de cas semblables était important. Inutile, ce travail l'était aussi, dans la mesure où il aurait suffi d'adapter à chaque machine un dispositif mécanique - existant mais jugé trop coûteux - pour éviter l'abêtissement incroyable de jeunes gens capables d'aspirer à beaucoup mieux.

En vérité, notre patron, Monsieur Jean, consentait, seulement pour un temps, à subir ce secteur d'activité vieillot. Il était, pour sa part, essentiellement attiré vers un procédé nouveau : l'offset et la photogravure qui le commandait. Il laissait mourir, de leur belle mort, nos vieilles machines « litho ». Les développements

techniques ultérieurs allaient d'ailleurs lui donner raison.

Mais il n'avait pas vu (le syndicat non plus du reste) que sa clientèle essentielle -les conserveries nantaises- pour laquelle nous imprimions surtout les entourages de boîtes, se passerait également de l'offset, ou du moins du support papier. Déjà, près de là, à Basse-Indre, les établissements Jean-Jacques Carnaud avaient monté un atelier qui imprimait directement, en couleurs, sur le fer blanc des boîtes elles mêmes.

C'est assez dire que mon initiation et ma formation professionnelle s'étaient engagées sous de bien mauvais auspices. J'avais toutes les chances d'apprendre un métier dépassé, des techniques obsolètes et ce, dans un climat social et politique qui, pour être formidable par ailleurs, n'était pas nécessairement propice au travail et à l'étude.

Les mois passèrent, le Front populaire triompha et adopta un remarquable train de lois sociales : la semaine de quarante heures, les deux semaines de congés payés, sans parler de toutes les dispositions des Accords Matignon, en matière de salaires, de protection et d'amélioration de la condition ouvrière.

Ces mesures bénéfiques intervinrent dans un pays paralysé par les grèves. Elles y mirent du reste fin. Nantes avait pris une part active aux actions syndicales, par ses usines et ses chantiers. Chantereau resta à part, calme et serein. Monsieur Jean, pris au piège de sa propre démagogie paternaliste, s'il n'alla pas au devant, ne résista pas aux exigences du syndicat... La vie de l'entreprise, dès lors, se poursuivit sans grands problèmes. C'est plutôt au dehors d'elle que mes pensées se

situèrent désormais, tout au long des mois qui suivirent.

Je me souviens de ces premières vacances prises, comme l'on disait, « sur le compte du patron ». Rien d'exceptionnel cependant à y regarder maintenant. Nous sommes partis à quatre, mon frère, notre voisin Coënt, un copain d'atelier de Félicien et moi, à vélo, en direction de l'Atlantique. Je ne sais qui avait déniché une bâche. Les serruriers s'étaient chargés de fabriquer les piquets et, pour ma part, j'avais chipé la ficelle et les cordes à l'atelier. Nous n'avions pas grand-chose d'autre. Nous étions au début d'août. Il a beaucoup plu pendant un jour ou deux. Notre tente improvisée n'était pas très étanche. Mais nous avons passé huit jours merveilleux, dans un pré, à Sion, en surplomb de la mer, à quelques pas de Saint-Jean-de-Monts, qui n'était encore qu'un gros bourg de pêcheurs.

A quelque temps de là, la guerre civile éclatait en Espagne. Les polémiques étaient vives, à l'imprimerie, entre ceux qui approuvaient ouvertement Franco -les auxiliaires de Monsieur Jean- et les autres, le plus grand nombre, qui tenaient à la République et à son gouvernement. Mais les gens de gauche eux-mêmes, en vinrent à se disputer. Il y eut ceux qui approuvaient Blum et sa politique de non-intervention. D'autres souhaitaient que l'on aide résolument la démocratie voisine agressée. J'étais de ces derniers.

Des clivages similaires se manifestèrent au sein de la J.O.C. Il y avait parmi nous des « républicains » et des « nationaux ». Les abbés, au début, hésitèrent. Ils laissèrent agir ceux d'entre nous qui, le dimanche matin, sur la place de l'église Saint Paul, rencontraient d'autres jeunes, des socialistes et des membres de l'I.C.J. venus offrir leurs journaux, dans le but



de créer ensemble, un comité d'aide à l'Espagne martyre. Mais rapidement, les choses se sont compliquées, quand il s'est agi de déterminer qui étaient les victimes et qui étaient les agresseurs. La hiérarchie catholique fit bientôt placarder des affiches montrant des églises détruites et ses journaux officiels évoquèrent rapidement des prêtres emprisonnés et des nonnes violées en secteur républicain. Il n'y avait pas la moindre hésitation à avoir.

La rupture fut immédiate et irrémédiable. Je dis aux prêtres Piron et Gautherot ma façon de penser. Ils exposèrent plutôt leurs doutes et leur trouble. Donatien Hamon prêchait, quant à lui, la complète neutralité... Je leur dis fraternellement au revoir. Jamais plus, une seule fois, nous ne nous sommes rencontrés ni même entraperçus.

L'expérience du Front populaire se poursuivit sur le plan intérieur, cahin-caha. Le pouvoir d'achat des travailleurs, un court moment amélioré, se détériora à nouveau. Inflation puis dévaluation en eurent bientôt raison. Et cependant, le gouvernement estimait en avoir assez fait, sinon trop. Au début de 1937, il décréta « la pause », en matière de réalisations sociales. Les ouvriers furent mécontents. Le Parti radical se démarqua du Parti socialiste. Il estimait que l'on avait beaucoup trop fait, alors que la situation économique du pays ne le permettait pas. Moins d'un an après sa large victoire, Léon Blum, mis en difficulté au Sénat, remit la démission de son gouvernement. Le président de la République fit appel à Camille Chautemps, maire de Tours, haut dignitaire de la franc-maçonnerie et radical de droite. Il se prétendit fidèle au programme du Front populaire.

Il se permit même le luxe de réaliser la seule nationalisation de l'époque, celle de la SNCF. Mais les assurances qu'il donna furent démenties, chaque jour, par ses décisions politiques. Et le malaise crut.

Nous avions, dans les usines et les ateliers, une claire perception de ce phénomène de régression. Les grèves reprirent un peu partout. Même chez Chantereau, on y vint. En novembre 1937, je fus amené - dans je ne sais quelles circonstances - à prendre part à un de ces mouvements. Il m'en a coûté. Toujours apprenti, et bien que membre du syndicat, en qualité de pupille, il m'était interdit, par contrat, de faire grève. Monsieur Jean s'étonna de mon comportement. Monsieur Priou s'en indigna et m'insulta. Le syndicat, monsieur Sébille et monsieur Leroy, d'autres, se déclarèrent prêts à me défendre. Ma mère régla le problème à sa manière. Le lendemain de l'incident, que j'avais relaté le soir à la maison, elle se présenta rue du Chapeau Rouge, demanda à voir le contremaître. Elle fut autorisée à monter jusqu'à l'atelier. Arrivée à ma hauteur, elle m'intima l'ordre suivant : « *Prépare toutes tes affaires, nous partons* ». Puis, se dirigeant vers monsieur Priou, elle le saisit par ses longues moustaches et, le secouant d'importance, lui signifia ma démission séance tenante, non sans lui avoir dit ses quatre vérités. Tout à la fois penaud, honteux mais heureux, je la suivis, armé de mon faible baluchon, sous les regards interdits de tous mes compagnons de travail. Je ne leur ai pas dit un seul mot, à aucun ; je n'ai plus jamais entendu parler d'eux.

## Chapitre Neuf

### Des petits boulots jusqu'à Munich

N'avoir que quinze ans et se retrouver brusquement chômeur, sans but et sans perspective, ce n'est pas là une situation facile. Dans les premiers temps, je fus traité par mes parents avec beaucoup de sollicitude. Il est vrai que je n'étais pas directement responsable de l'issue déplorable de ma période d'apprentissage. Je me plongeais dans les livres, les très rares que nous possédions et ceux que voulaient bien me procurer les voisins. La source des "Chevaliers de Saint-Paul" tarie, je renouais avec l'Amicale laïque qui avait organisé une bibliothèque de prêt. Et je lisais et lisais... Les journaux aussi. "Le Phare" toujours, mais également tous les journaux parisiens, quotidiens et hebdomadaires, qui me tombaient sous la main. Le peu d'argent de poche que me donnaient, souvent concurremment, mon père et ma mère, tout passait à cela. Souvent, bien sûr, j'achetais "L'Humanité". Mais pas seulement... Je voulais tout savoir sur toutes les opinions. J'allais du "Populaire" à "L'Echo de Paris", du "Matin" à "L'Excelsior", de "L'Ordre" au "Petit Parisien" et à "L'Oeuvre". Je dévorais les articles de "Marianne", de "Vendredi", de "La Vie Ouvrière" et de "Regards". J'appréciais de manière critique les articles d'Emile Buré, Henri de Kéris, de la Fouchardière, de Léon Blum et beaucoup d'autres. Mais il demeure vrai que ma ligne de référence était celle formulée par les journalistes communistes dans "L'Humanité".

Cependant, je compris et il me fut dit, que je ne pouvais très longtemps rester ainsi "à ne rien faire".

Je me mis donc en quête de travail. Et j'en trouvais quelquefois. Des places éphémères. Un habitant du quartier, retraité invalide -qui se disait communiste mais ne l'était pas-, ayant appris mes mécomptes, m'offrit d'oeuvrer pour lui. Il s'était mis en tête, ne pouvant plus cultiver son jardin, d'utiliser l'espace pour agrandir sa maison. Pour ce faire, il avait acheté sur place les matériaux d'une ancienne usine vouée à la démolition. Il s'agissait pour lui de récupérer les tuiles, les briques, les boisements (portes, fenêtres, madriers) et de les transférer à la construction projetée. Je m'attelai à cette tâche sous son contrôle permanent et ses indications changeantes. J'y passais plusieurs mois, jusqu'au jour où mon homme estima avoir suffisamment de munitions. Il fit alors appel à un maçon. La paye qu'il m'accordait de la main à la main était évidemment très faible. Les repas du midi et du soir qu'il m'offrait ne valaient guère mieux que ceux de la maison. J'étais, tous les soirs, harassé et fourbu. J'avais les mains arrachées et saignantes, les reins endoloris. Il me fallait pourtant entretenir avec mon "hôte" d'interminables discussions politiques. Il se piquait de connaître mais n'était en vérité qu'un ignorant. A la nuit, je retrouvais enfin, auprès de mon frère, une place dans un bon lit.

Par la suite, de quête en quête, je trouvais un emploi dans un petit atelier de ferblanterie, un sous-traitant de la grande fabrique Guillouard, fournisseuse de l'époque en lessiveuses, bassines et tous autres instruments en fer blanc galvanisé... Je n'y restai que

peu de temps. Agé de moins de dix-huit ans, je devais être, légalement, titulaire d'un livret de travail. Il m'avait fallu le présenter au patron au moment de l'embauche. Il ne portait pas d'autres indications que les dates de mon entrée et de ma sortie chez Chantereau (Juin 1934-Novembre 1937). Cela devait suffire. On se renseigna. Mon livret s'enrichit de deux nouvelles dates. Peut-être étaient-elles celles là : (1er mars 1938-13 mars 1938). En tout cas, le fameux livret passa dans le foyer de notre cuisinière à bois...

Je me souviens de ce mois de mars, car j'étais précisément dans cet emploi lorsque Hitler fit hautement parler de lui. Il venait de proclamer l'Anschluss, l'annexion de son pays natal, l'Autriche, et son rattachement au grand Reich allemand. Chautemps, sans doute pour n'avoir pas à se prononcer sur l'évènement, avait remis la démission de son gouvernement...

L'émotion fut grande en France et ce d'autant que, quelques mois plus tôt, en septembre 1937, une organisation terroriste et clandestine d'extrême droite, le C.S.A.R., rapidement appelée "La Cagoule", avait été démasquée après qu'elle se fut rendue coupable d'attentats à la bombe en plein Paris. Cette bande, bénéficiant de l'appui d'hommes politiques importants et de militaires de haut grade (le nom de Pétain fut cité), se réclamait de l'idéologie d'Hitler et avait programmé l'assassinat de nombreux dirigeants politiques français. La guerre d'Espagne -les républicains ayant été abandonnés par les gouvernements de notre pays- tournait à l'avantage des franquistes ouvertement soutenus militairement par Hitler et Mussolini.

C'est dans ces conditions que Blum tentait encore, mi mars 1938, de former, face au danger de l'intérieur et

de l'extérieur, un gouvernement d'Union nationale avec la participation de la droite et du Parti communiste. Il échoua, mais le gouvernement qu'il constitua n'en marquait pas moins la fin du Front populaire...

Pendant ce temps, je continuais à chercher une occupation digne de ce nom. J'espérais un moment pouvoir entrer aux Chantiers de Bretagne, avec l'aide d'un voisin qui y détenait quelques responsabilités. Espoir déçu, bien que plusieurs fois admis à effectuer des travaux de remplacement -au hasard des absences des titulaires- comme "chauffeur de clous". Il s'agissait d'une fonction de manoeuvre non spécialisée. J'étais chargé de faire chauffer, sur une petite forge, des rivets d'énormes dimensions et de les lancer en direction d'un ouvrier riveteur. Ce dernier, chaussé d'énormes sabots de bois, attendait de moi que je l'alimente constamment. A l'aide d'une pince, et tout en actionnant la manivelle de forge, je saisisais les "clous" incandescents et visais les pieds du compagnon. Mon projectile devait tomber juste en plein milieu de l'angle formé par ses deux sabots. A lui alors de jouer. Il prenait le rivet dans une espèce de mâchoire, le plaçait dans un trou préalablement percé dans les tôles fixées à la transversale. Il actionnait alors un marteau pneumatique. Dans un bruit assourdissant, le rivet, maintenu à l'arrière des tôles par un "teneur de tas" prenait sa forme arrondie à l'intérieur comme à l'extérieur. C'est ainsi qu'étaient, à l'époque encore, assemblées, ajustées et étanchéifiées les coques de nos navires. La soudure à l'arc allait bientôt changer tout cela...

Pour pouvoir être embauché, il me fallait pouvoir fournir le fameux livret, "privilège" des jeunes. Je m'en étais bien procuré un nouveau, arguant la perte du premier, mais les

antécédents professionnels devaient impérativement y être portés. La référence Chantereau, inutile de s'y attarder...

Le printemps revenu, il me fut loisible de mettre mes bras au service des conserveries. Et elles sont (elles l'étaient) nombreuses à Nantes : Cassegrain, Saupiquet, Amieux, que sais-je encore ? Les choses étaient simples. L'entrepreneur louait un local dans une cour quelconque de nos quartiers populaires. Il y détachait, à partir de son usine, une femme qu'il nommait, pour la circonstance, contremaîtresse. Celle-là avait comme première tâche le recrutement du personnel. Des femmes libres, il n'en manquait pas. Peu travaillaient alors de manière permanente à l'extérieur de leur foyer. Des jeunes, il en pullulait, les jeudis, samedis et le soir au sortir de l'école. Les sans-emploi comme moi, il y en avait aussi un grand nombre. Une équipe était vite formée par un efficace bouche à oreille. Les membres prenaient possession du local aménagé en s'asseyant sur des bancs tout autour de très longues tables. Au milieu, la contremaîtresse trônait. Le décor était monté. Le spectacle pouvait commencer. Et ce n'était pas triste...

Les acheteurs de la conserverie s'étaient répandus dans les campagnes alentour et, de ferme en ferme, ils prenaient possession des récoltes. Essentiellement, dans notre contrée, des petits pois et des haricots verts. Ils les amenaient en vrac jusqu'à nous. Notre rôle était double. Nous avions d'abord pour mission d'écosser les uns et d'enlever les fils aux autres. Pour cette première opération, nous étions payés au poids des produits façonnés. Dans un deuxième temps, nous devions procéder à la classification des légumes selon leur grosseur, en trois catégories : fins,

très fins, extra-fins, dans trois cageots différents.

Notre tâche accomplie, nous en appelions au jugement de la contremaîtresse. Jamais contente. Le tri n'était que rarement conforme à la règle, ou à ses désirs. Il fallait reprendre et refaire encore et longtemps. A la fin, elle trouvait encore le moyen d'effectuer un rabais sur le forfait promis... Une vraie galère.

C'est dans l'une de ces cours, à proximité de la rue Alsace-Lorraine, à Pont-Rousseau, que j'eus un premier contact avec les jeunes communistes. Ils possédaient là, mitoyen de la salle des conserves, un local miteux. Sur la façade étroite, trois mètres peut-être et, au dessus d'une porte d'entrée banale, avait été accrochée une enseigne peinte sur une planche. On pouvait y lire "Cercle Serge Kirov". A chaque coin supérieur de la pancarte, un insigne en forme d'étoile était disposé : l'un portait en son milieu les lettres blanches I.C.J (Internationale Communiste des Jeunes) et son pendant J.C.F (Jeunesse Communiste de France). Un soir, sortant d'à côté, mécontent de ma solde, je passais la porte du cercle. Il y avait là deux ou trois gars, à première vue bien plus âgés que je ne l'étais. Ils m'accueillirent, un peu étonnés à ce qu'il me semble, d'un "Salut camarade !", qui me rendit absolument interloqué. J'avais déjà fait un tel effort pour vaincre ma timidité. Et puis, cette formule m'était totalement étrangère...

Enfin, l'un des jeunes gens m'invita à m'asseoir et commença un interrogatoire en règle. Je me mis à nu sans problème. Qu'avais-je à cacher ? Il s'en suivit un long monologue du même type -qui s'avéra être le secrétaire général des J.C-. Rien que je ne puisse retenir aujourd'hui. Rien qui ne m'étonna alors et ne m'apprit quoi que

ce soit. Mais j'étais pour l'essentiel d'accord. Je le dis et me trouvais, de fait, adhérent au Cercle. Je reçus, par la suite, ma carte et mon insigne qui l'attestèrent...

Mais je dois à la vérité de dire que je n'eus pas alors une activité débordante, ni même une fréquentation assidue et régulière des réunions. Elles mêmes ne l'étaient guère. C'est que j'étais surtout préoccupé par la recherche d'un emploi. J'avoue qu'à ce moment là, rentrant bredouille et désespéré de cette chasse au boulot, il m'est arrivé de m'arrêter sur le pont de Pirmil, longuement, à regarder l'eau tout en bas...

La chance me vint par Félicien. Devenu ouvrier serrurier qualifié, titulaire du CAP, il était très apprécié à ce titre par les employeurs. Le contremaître, qui l'avait formé dans ce métier, accepta la demande qu'il avait présentée en mon nom. C'est ainsi que, vers le mois de juin, je fus embauché, rue Cornulier, chez Ménard et Herrou, comme ouvrier toutes mains. J'étais affecté à l'atelier de mon frère. J'aidais les ouvriers dans l'accomplissement de leurs divers travaux : perçage de pièces, affûtage des outils, meulage des soudures, peinture au minium, balayage, frottage, nettoyage. Enfin, tout ce qu'il convenait de faire sans que des "hauts" salaire n'aient besoin d'intervenir. Je gagnais, il me semble, cinq francs de l'heure ! A mes yeux, le Pérou...

A la maison, nous connûmes enfin le bonheur. Oh certes, un bonheur tout simple et tranquille, mais réel et vécu comme tel par chacun de nous. J'ai bien conscience maintenant et je me rendais bien compte à l'instant, que, pour ma mère, la vie demeurerait un combat quotidien : trois autres enfants allaient naître : Serge, puis Claude et

enfin Lucette. Cependant, la situation financière du ménage était suffisamment améliorée pour qu'il soit possible de payer une femme de ménage. Le père, quant à lui, en avait fini avec les grands travaux d'aménagement de notre petit patrimoine. Sa santé, bien que stabilisée, ne lui aurait d'ailleurs plus permis la folle cadence qu'il s'était imposée auparavant. Au sein de la nouvelle S.N.C.F, il s'était fait une place en qualité d'aiguilleur à la gare centrale de Nantes-Orléans. La paye des deux aînés apportait, à l'ensemble de la famille, le petit supplément qui permet un peu d'aisance à défaut de confort.

Il n'y eut jamais, chez nous, de vive tension ni de disputes notables. Le chef de famille avait adopté des règles coutumières qui s'imposèrent à nous, les enfants, comme des lois de la nature. Nous n'avons jamais songé à les discuter, à les mettre en cause. C'est que de toute évidence, elles nous convenaient. Elles tenaient en vérité à peu de choses : la politesse, la propreté, l'exactitude (l'heure des repas était sacrée), la loyauté, l'amour du travail bien fait. Un exemple significatif ! Le bulletin de paye de Félicien, puis le mien, devaient être remis chaque quinzaine au père avec l'argent correspondant au franc près. S'il était absent, nous déposions le tout sur une table de nuit. Il procédait ensuite à la répartition des sommes convenues (argent de poche, vêtements, équipements...). Il tenait toujours le meilleur compte de nos demandes éventuelles. Une fois, il y eut un petit drame. Félicien avait usé du "corrector". La somme retranchée était minime mais l'affront fut considéré comme insupportable. Et tout rentra dans l'ordre après que le coupable eut fait amende honorable.

Pour ma part, ayant un soir suivi des camarades de travail en des libations tardives dans un des quartiers chauds de Nantes, le quai de la Fosse, je crus pouvoir rester dormir chez l'un de mes cicérones. L'autorisation préalable n'ayant pas été demandée, je fus quitte, au retour, non seulement pour une réprimande, mais pour une paire de gifles bien appuyées.

Par ailleurs, nous disposions de la plus absolue des libertés. On nous faisait confiance quant aux choix de nos amis, de nos fréquentations, de nos loisirs. Nos besoins en linge, vêtements, chaussures, étaient satisfaits bien souvent avant qu'on ne le demande. La mère y veillait attentivement. Avant les vacances de 1937, usant des avantages de l'économat des cheminots, mon père, en accord avec nous, procéda à l'acquisition de trois vélos flambants neufs. Ils remplaçaient ainsi les vieux clous qui équipaient Félicien et lui-même. Ma bonne vieille "Rafale" fut réformée du même coup.

Nous nous étions mis, Félicien et moi, à faire du sport. Nous adhérâmes à l'Etoile Sportive Rezéenne, lui, dans la section football, au sein de laquelle il devint un demi-centre de qualité. Pour ma part, j'optais pour le cross-country et je parvins, un peu plus tard, à terminer quatrième de l'Interrégional de Basse-Bretagne en lever de rideau du "National" qui fut remporté, cette année là, par un Bordelais du nom de Lalanne. Les entraînements, les déplacements, constituaient, pour nous deux, une distraction saine et pleine d'intérêt. Pour ma mère, hélas, encore un peu plus de linge à laver...

La situation internationale s'aggravait de jour en jour. Après son coup d'éclat en Autriche, toléré par les gouvernements anglais et français, Hitler, avec l'appui de Mussolini,

accentuait son intervention aux côtés de Franco, faisant écraser l'Espagne républicaine sous les bombardements aériens de la légion "Condor". Le gouvernement Blum s'en tenait toujours à la politique de non-intervention et, de la même manière, celui qui lui succéda le 12 avril 1938, présidé par Daladier. Le dictateur allemand, persuadé de l'impunité, élargit ses revendications et ses exigences : il s'en prit à la Tchécoslovaquie. A l'en croire, trois millions de citoyens d'origine allemande, vivant dans ce pays -les Sudètes, seraient opprimés par sept millions de Tchèques. Il entendait libérer ses compatriotes. On l'y autoriserait ou bien il le ferait de vive force. La crise éclata en septembre 1938 par un discours incendiaire d'Hitler. Une nouvelle fois, les gouvernements de Londres et de Paris reculèrent pour finalement capituler. A l'invitation de Mussolini, Chamberlain et Daladier se rendent à Munich pour y rencontrer le Duce et le Führer : ils signent, tous les quatre, un accord qui permet à l'Allemagne d'annexer totalement les territoires qu'elle revendique. "La paix est sauvée" proclament, plus ou moins hypocritement, les hommes politiques de chez nous. Plusieurs voix s'élèvent pourtant -et les communistes les tous premiers- pour affirmer que, bien au contraire, Munich c'est la guerre.

La tension fut extrême en France durant cette crise qui avait amené le rappel aux armées de plusieurs classes. Il est vrai de dire que, pour la majorité d'entre nous, le fait que la guerre ait été écartée fut ressenti comme un immense soulagement. La lecture de "L'Humanité", les remarquables articles de Lucien Sampaix et de Gabriel Péri, l'un sur les problèmes intérieurs et l'autre, sur la situation internationale, me permettaient une compréhension peu commune des événements et de leur suite. Le fait que les accords de Munich

recueillaient l'approbation frénétique d'hommes de la droite la plus réactionnaire, les liaisons politiques qu'ils entretenaient avec les hitlériens et l'ambassadeur nazi Otto Abetz, m'inspiraient méfiance et inquiétude. La Tchécoslovaquie, dépecée en violation des accords et des droits internationaux, contre la volonté même des dirigeants de ce pays ; la mise à l'écart de l'Union Soviétique de toutes les négociations alors que, solidairement avec nous,

elle était partie prenante dans un accord d'assistance au gouvernement de Prague, tous ces éléments, se déroulant dans un climat d'anticommunisme et d'antisoviétisme animé par Daladier lui-même et Bonnet, son ministre des affaires étrangères, ne pouvaient, à la réflexion, ne conduire qu'à la guerre. Quand bien même certains pensaient que la France pourrait y échapper en encourageant Hitler à se diriger vers l'Est.

## Chapitre Dix

### Premières amours

Cette trêve d'un an, de Munich à la déclaration de guerre, me fut personnellement favorable. A l'usine, les employeurs, qui n'étaient pas dupes devant les déclarations officielles, s'apprêtaient au pire. La mobilisation partielle de septembre 1938 les avait pris de court. Ils misèrent donc sur des jeunes qui, comme moi, en cas de malheur, ne seraient pas mobilisables. C'est ainsi que je fus pressenti pour suivre, à Roche-Maurice, à l'extrême ouest de la ville, des cours de soudure à l'arc, organisés dans les ateliers Paris sous l'égide des Chantiers de Penhoët.

Sans en être tout à fait à ses débuts, cette technique se frayait à grand pas des voies nouvelles d'utilisation. Elle devait remplacer rapidement, dans maints domaines, le procédé fondé sur le chalumeau, l'oxygène et l'acétylène. Elle chassa surtout le rivetage des bateaux, notamment pour la réalisation des coques. Je crois bien que la première application à grande échelle eut lieu lors de la construction, à Nantes, du croiseur "Volta", qui devait battre le record absolu de vitesse.

Après quelques mois d'études à plein temps -théoriques et pratiques- sous la conduite du chef moniteur des célèbres chantiers de Saint-Nazaire, j'étais passé maître en l'art d'utiliser les électrodes. J'étais capable de souder tous les matériaux possibles, dans toutes les positions, y compris au plafond, ce qui ne va pas de soi. Et qui plus est, titulaire du "brevet de marine" qui me donnait vocation d'entreprendre les tâches les plus délicates.

Dès mon retour chez Ménard et Herrou, je fus transféré de l'atelier de serrurerie à celui beaucoup plus considérable de la tôlerie industrielle et charpentes métalliques. Mon salaire fut augmenté en fonction de ma nouvelle qualification. Il fut fixé à huit francs puis bientôt à neuf francs de l'heure.

Toute ma vie s'en trouva profondément modifiée. En effet, les travaux qui m'étaient confiés ne me tenaient que partiellement sédentaire. J'étais membre d'une équipe multi-professionnelle : dessinateurs, traceurs, tôliers, ajusteurs, serruriers, monteurs, soudeurs... L'oeuvre à réaliser s'ébauchait rue Cornulier. Un pré-montage des parties délicates était alors effectué dans une vaste cour semi-couverte. Il était procédé aux ajustages et aux modifications nécessaires. Après quoi, matériels et hommes, sous la conduite d'un chef de travaux, gagnaient les lieux d'installations définitives. Ces déplacements fréquents me conduisirent souvent hors de la maison familiale. Bien que mineur, je reçus l'autorisation de mes parents. Il arrivait que je doive prendre pension en hôtel et y séjourner des semaines durant. J'y trouvais grand avantage : les frais de déplacement qui nous étaient accordés, souvent contestés d'ailleurs par les équipes, couvraient largement nos dépenses effectives. Il est vrai que nous avions, hors de chez nous, des besoins nouveaux à satisfaire.

En ce qui me concerne, je ne buvais pas, si ce n'est de temps à autre une bière, voire une chopine de Muscadet en fin de semaine. Je pris, en revanche, l'habitude de fumer. Très peu encore. Tout de même un paquet ou deux par semaine. Le soir, le plus



souvent, mes compagnons jouaient aux cartes dans les salles du café-hôtel où nous descendions. A la manille coincée, à la belote ou à l'alouette (un jeu assez particulier nécessitant des cartes spéciales et pratiqué surtout dans l'Ouest). Quelquefois, ils me demandaient et j'acceptais de faire le quatrième. Mais je n'aimais pas vraiment cela, bien que j'eusse appris très convenablement les astuces et les règles.

Il arrivait aussi que je sois invité à les accompagner pour aller voir les filles, mais pas très souvent quand même. Ils se méfiaient un peu car j'étais si jeune et si frêle. J'étais surtout intimidé et pour tout dire peureux dans ces escapades. Mon père, il est vrai, m'avait fait la morale. Il m'avait, avant mon premier départ, révélé ses expériences pendant la guerre, à l'arrière du front et plus tard au Maroc. Les zouaves avaient été de fameux lurons. Tout cela fit que je restais longtemps réservé sur la chose et qu'en tout cas, ma fréquentation des boxons demeura rare exception et limitée à la consommation des boissons.

Mon plus grand plaisir le soir, mon travail terminé, la douche prise et le repas expédié, était de monter dans ma chambre. J'y étais seul -cela ne m'était auparavant pas souvent arrivé- libre et tranquille. J'y avais toujours quelques livres -un dictionnaire même, le Petit Larousse de mon certificat d'études qui toujours et partout me suivait-. La lecture des journaux puis les mots croisés étaient mes passe-temps favoris.

De retour chez mes parents, les samedis et dimanches, je retrouvais mes habitudes, mes occupations et distractions. Le cinéma était depuis longtemps notre sortie traditionnelle du samedi soir. Cela remontait à loin, au

début des années trente. A la Haute-Ile, déjà, nous avions l'avantage d'héberger souvent, sur la place, en haut de notre rue, les installations sommaires d'un « montreur ambulant », un certain Stahl, un grand Allemand maigre et blond qui avait épousé une fille du voisinage, mademoiselle Vano. La famille de cette dernière devait, plus tard, entrer dans notre sphère de relations. Mais pour l'heure, secondant son mari, elle prêtait sa voix aux personnages féminins qui défilaient sur l'écran. Car bien évidemment, les projections, dont le ménage nous gratifiait, ne pouvaient alors que concerner des films muets. Stahl, quant à lui, avec son fort accent germanique, ajoutait encore une pointe d'authenticité aux paroles qu'il prêtait à ses héros, tout en tournant la manivelle de son appareil cinématographique alimenté à partir d'une dilution de carbure.

Que de joies ou de peurs n'avons nous pas ressenties en regardant et en partageant les aventures des héros des films tels "L'Hôtel de la Pie Borgne", "Le Fils du Cheikh", ou "Rintintin". A l'école, nous avions eu droit également à des séances, payantes parfois, gratuites souvent, offertes par l'Amicale Laïque. Par exemple, "Ben Hur" ou "Byrd au pôle sud". Mais désormais, notre source se situait à "l'Artistic-cinéma", le seul établissement public qui nous restait à Pont-Rousseau après notre abandon des "Chevaliers". Alors là, pour un prix d'entrée modique, nous embrassâmes vraiment toute la production de l'ensemble des années trente. Nous n'avions pas le choix. Nous y allions chaque samedi soir, tout simplement, quel que soit le programme promis par les affiches. Du muet, nous sommes passés imperceptiblement au sonore, puis au parlant, sans que notre plaisir ne se soit transformé vraiment. Il ne servirait à rien que j'énumère ici les oeuvres vues, sifflées ou applaudies. Un

catalogue spécialisé en cet art et pour ces années là, seul, y suffirait.

Les dimanches après-midi et les samedis soirs, nous fréquentions les bals donnés aux alentours et parfois très loin dans les environs. Nous allions d'ailleurs bien souvent de l'un à l'autre au hasard des rencontres, des occasions ou des saisons. L'hiver, nous préférons celui du Chapeau Rouge, au bas de la rue Alsace-Lorraine, ou celui des Trois-Moulins, tout en haut du bourg en direction des Sorinières. Aux beaux jours, nous allions plus volontiers sur les bords de la Sèvre, à la Morinière et jusqu'à Vertou. Nous partions en bandes, chaque quartier amenant son contingent. Le nôtre, Saint-Paul, la Sermonière, le Chêne-Gala, fournissait, outre mon frère et moi, François Coënt, Robert Lebel, Frédéric Vano, Fernand Juge, les plus fidèles, et beaucoup d'autres. Quelques filles nous accompagnaient qui changeaient aussi. Mais il y avait souvent parmi elles, Simone et Denise Valton, Colette Meunier, Etiennette Jégou... Nous retrouvions sur place nos voisins affiliés ou amis. Nous y rencontrions également d'autres groupes avec lesquels nos rapports n'étaient pas amènes et quelquefois même franchement hostiles. Nul ne saura dire le pourquoi de ces connivences ni des oppositions. Elles se modifiaient d'ailleurs fréquemment. Quoi qu'il en soit, il résultait de ces rencontres plus de bagarres que de réjouissances. La danse prenait en vérité peu de place dans ces sorties, elle n'en était que le prétexte.

Quand nous en vîmes à pratiquer le sport, sous les couleurs de l'Etoile Sportive Rezéenne, nous nous assagîmes quelque peu. Les journées dominicales étaient accaparées par les entraînements, les déplacements, les matches ou les compétitions. Notre club était adhérent de la F.S.T, résolument

opposée aux fédérations "bourgeoises" de football ou de cross-country. A preuve : au lieu de crier au début des épreuves le sempiternel "*Hip hip hip ! Hurrah !*" nous scandions "*Sport rouge !*" répété trois fois ! Curieuse époque où les clivages s'affirmaient hautement. Bien sûr, les cotisations que nous payions étaient modiques, bien qu'assorties d'un supplément obligé, "le sou du soldat", une institution de solidarité qui allait bien au delà des limites sportives. Les tenues et équipements étaient naturellement à notre charge. Notre maillot était de couleur rouge, agrémenté, à hauteur du coeur et à gauche, d'une étoile noire à cinq branches. Deux ou trois ans durant, sous la direction des frères Duguay, nous sûmes, je crois, lui faire honneur.

Les dépenses exceptionnelles, occasionnées par cette activité, étaient prises en charge par nos parents. En dehors de cela, un pécule hebdomadaire nous était octroyé pour nous permettre de faire face aux menues dépenses courantes et financer nos loisirs. Dans les années 1937-1938, il atteignait en moyenne dix francs, une "thune" -cinq francs- pour les sorties de fin de semaine, le reste versé chaque jour : dix sous, vingt sous, afin, comme disait mon père "de pouvoir à l'occasion payer une chopine". Mais, ajoutait la mère : "*Vous n'êtes pas obligés de dépenser le tout*". Et de fait, il nous en restait parfois. Il arrivait aussi que nous sollicitions l'un ou l'autre qui s'assurerait de notre absolue discrétion et se laissait attendrir facilement.

C'est aussi le moment où notre bande se disloqua tout naturellement. Les uns après les autres, nous ressentîmes le besoin de nous en dégager, préférant aux virées en groupe, les escapades à deux, à quatre tout au plus. Ce fut aussi mon cas. Mon ami Fernand était le demi-frère de Colette.

Le père de l'un avait épousé la mère de l'autre et tous deux exigeaient qu'ils ne sortent pas séparément. Ils venaient donc ensemble jusqu'à la maison. Fernand y retrouvait Etiennette et Colette me préférait manifestement. Notre quatuor dura longtemps, jusqu'en 1939. Mais en maintes circonstances, dès la porte franchie, il n'était déjà plus constitué que de deux couples...

Mon expérience avec les filles était nulle. Quelques amourettes de ci de là. Chez Chantereau, les occasions ne me manquèrent pas. Mais les avances, venant de personnes plus âgées que moi, me choquaient plus qu'autre chose. Les copines, rencontrées dans les bals, flattaient plus mon amour propre que mes envies. Colette me plaisait beaucoup. Pas tellement pour sa beauté qui était quelconque. Mais pour sa gentillesse et son immense patience. Nous avons connus ensemble de longs instants avec tous les plaisirs offerts à des enfants sages. En effet, nous étions tout à fait raisonnables, conscients qu'il n'y avait pas beaucoup de parades à un « accident ». Et puis, nous n'avions guère que seize ans...

En 1937, ni Félicien ni moi n'avions renouvelé l'expérience de 36, à l'occasion des vacances. Je crois bien que nous les avons consacrées en partie à aider le père aux travaux du jardin et de la maison. Nous nous éclations également à partir du foyer, dans de longues balades à bicyclette vers le lac et l'océan. En 1938, nous étions devenus les amis de Jacques Rivière, un équipier de l'E.S.R qui habitait à la Haute-Ile, simple coïncidence, le logement qu'occupait de notre temps, la famille de Legal, notre camarade. Le père de notre nouveau copain occupait un poste élevé dans les chemins de fer, quelque chose comme sous-chef de la gare de Nantes-Orléans du réseau qui venait d'être unifié. Il professait des

opinions bizarres sur la situation politique. Membre de la C.G.T. unifiée, il appartenait à la tendance des Belin et Dumoulin et était lecteur fervent de leur journal, « Syndicat ». Autant dire qu'il était pacifiste. Autrement dit, il se déclarait partisan de traiter avec Hitler, pour, à tout prix, éviter la guerre. Il était d'accord en cela avec des personnalités de tous bords ; des socialistes comme Paul Faure et Spinasse, des réactionnaires comme Chautemps et Bonnet, des syndicalistes de la C.G.T., les deux déjà nommés, Chevalme, Delmas et Legay. Quelques uns se déterminaient honnêtement par candeur et naïveté, mais la plupart par conviction, estimant que les nazis allemands constituaient le plus sûr rempart à l'Union Soviétique, au communisme plus généralement, considéré comme l'ennemi par excellence.

Le fils, qui s'opposait à lui, m'avait amené à plusieurs reprises en renfort. Dès avant Munich, nous avions des discussions âpres et à n'en plus finir. Il était impossible à convaincre. Et plus tard, comme beaucoup des tenants de cette conception, il allait s'enfoncer dans la collaboration. Mais pour l'heure, il me portait beaucoup d'estime et il m'invita à aller passer mon congé annuel dans sa famille en Normandie, d'où il était originaire. Il organisa tout. Jacques et moi passâmes ensemble la seconde semaine de juillet 1938 à sillonner cette région magnifique : Lisieux, chez l'oncle, identique en tous points à son frère ; Livarot, chez une tante, une dame veuve, madame Viel, sœur des deux précédents qu'elle adorait tout comme sa propre fille, Nelly ; Saint-Pierre-sur-Dives, lieu de résidence de la grand-mère et berceau de mes amis.

Les liens étroits liés en cette circonstance devaient avoir sur le cours

de ma vie, une très grande importance. Aux vacances suivantes, celles de juillet 1939, je fus de nouveau l'invité des Rivière. Mais pour une autre destination. Le fils de madame Viel, Robert, s'était marié à Castres, dans le Tarn, où, pendant son service militaire à l'arsenal, il avait séduit une jeune fille de la ville, Paulette Sié. C'est chez le jeune ménage que Jacques devait m'emmener. Nous partîmes donc tous les deux, au début du mois de juillet 1939, par le train que nous ne payions pas, tout à fait conscients que ce voyage précédait de peu des événements sérieux. Aussi, nous étions bien décidés à profiter pleinement du répit qui nous était accordé.

Nous fûmes reçus là-bas à bras ouverts. Les deux cousins ne s'étaient pas revus depuis quelques années, alors qu'ils avaient vécu ensemble à Livarot, toute leur enfance, comme des frères. Jacques s'inséra aux côtés de Robert et de Paulette dans le living. Un arrangement avait été trouvé concernant mon hébergement chez les parents et beaux-parents, monsieur et madame Sié. Ces derniers habitaient auprès de la gare, dans un grand appartement qui abritait aussi Jeannette, la plus jeune de leur fille, 16 ans, et la mère de la dame, très âgée et impotente. L'ancienne chambre de Paulette avait été mise à ma disposition. A midi, nous prenions nos repas chez les Viel, dont le logement était situé à deux pas du centre-ville et de la place aux arcades, Jean Jaurès. Le soir, nous nous rendions tous chez les Sié, au retour du père qui occupait un poste de convoyeur des P.T.T et était affecté au bureau des ambulants de la gare de Castres.

Tout ce monde se couchait tôt, car les hommes partaient au travail, monsieur Sié, avec le premier train, et Robert Viel, avant la cérémonie des couleurs à la caserne, où il était agent

civil en qualité de mécanicien. Tout le monde, à l'exception de Marinette et de sa fille Jeannette. Jacques et les Viel repartis, je leur tenais donc seul compagnie pendant qu'elles faisaient la vaisselle et préparaient la gamelle du chef de famille. Je fus immédiatement séduit par ces deux femmes et je pense qu'elles me portèrent tout de suite aussi les plus tendres sentiments. Dès le premier contact, je fus frappé par leur grande spontanéité, la chaleur de leur accueil. Leurs regards tout semblables et rieurs communiquaient leur joie véritable et leur accent, une découverte pour moi, était adorable. Marinette Sié devait approcher la cinquantaine. Elle avait dû être très belle. Devenue quelque peu corpulente, elle n'en restait pas moins charmante et devait plaire encore au sein de sa génération.

Mais tout naturellement, je n'avais d'yeux que pour Jeannette. Elle venait à peine de terminer la deuxième année du cours complémentaire. D'école, elle ne voulait plus entendre parler. Elle espérait pouvoir trouver une place d'apprentie chez une couturière. Elle entreprit, en l'instant, de me faire découvrir les beautés des environs, et aussi ses amis et amies, chemin faisant. Nous partions toujours, soit avec Jacques et les Viel, soit avec monsieur Sié, qui nous prenait à bord de son fourgon postal, avec l'accord bienveillant de son chef, un Corse, monsieur Cipriani. Nous avons visité ainsi une remarquable région, les bords de l'Agout et quelques gorges du Tarn, le Sidobre, les localités étagées entre Castres et Saint-Pons, sur la voie ferrée Graulhet-Mazamet, La Bastide-Rouairoux et jusqu'à Bédarieux. Ce fut un séjour magnifique...

Je me mis vite en tête de découvrir aussi et surtout Jeannette. Mais ce ne fut pas très simple. Quand, en compagnie de Jacques, après le feu

d'artifice du 14 juillet, nous reprîmes le train en direction de Toulouse puis de Nantes, j'en étais très loin. Quelques baisers furtifs volés, dans le dos de Marinette, à la fille visiblement consentante. Et puis, un soir, la maman m'ayant invité à accompagner « Nono » jusqu'à sa chambre « pour lui dire

bonsoir », j'eus droit à un long baiser et mes mains s'égarèrent un court instant à l'intérieur du corsage.

Nous entretînmes, dès lors, une correspondance régulière, fréquente et d'une teneur de plus en plus tendre, chaleureuse et insistante...

## Chapitre Onze

### De la guerre à la défaite

Les illusions créées par les Accords de Munich ont été de courte durée. Hitler a eu tôt fait de n'en pas tenir compte et de passer outre. La Tchécoslovaquie fut totalement dépecée et la Pologne devint le point de mire du dictateur qui, maintenant, exigeait Dantzig et le couloir de Memel. Les Anglais réagirent tant et si bien qu'ils amenèrent Chamberlain à une position de fermeté. Le gouvernement français de Daladier-Bonnet, bien que n'abandonnant pas, pas plus que leurs collègues britanniques, l'espoir d'orienter les troupes hitlériennes vers l'Ukraine, dut s'engager vers la recherche des moyens de contenir le danger.

Les « pacifistes » à tout crin : « *Plutôt vivre à genoux que de mourir debout* » (Delmas, secrétaire général du S.N.I.), poursuivaient leur besogne de démoralisation. Mais les forces vives du pays comprenaient la nécessité d'agir et de faire front. Pendant de longs mois, de mars à septembre 1939, ces deux forces contraires agirent intensément. Des pourparlers militaires furent engagés avec l'Union Soviétique. Une mission, commandée par le général Doumenc, se rendit à Moscou mais, privée d'instructions nettes et précises, elle piétinait sous maints prétextes et faux-semblants. Les Russes, rendus méfiants après les Accords de Munich, qui tendaient tout autant à isoler l'URSS et à la rejeter qu'à régler le problème tchèque, exigeaient des garanties et notamment celle que constituerait l'autorisation d'avancer ses troupes en Pologne en cas d'agression allemande. Mais le gouvernement de Varsovie, dirigé par le colonel Beck, un

antisoviétique forcené, ne voulait pas en entendre parler.

Telle était la situation, en cette fin juillet 1939, quand je retournai à Nantes et repris mon travail chez Ménard et Herrou. La tension était à son comble. Les compagnons de travail, habituellement préoccupés en pareille période par leurs congés, pris ou à prendre, avaient visiblement l'esprit ailleurs. Il y avait chez tous perception de l'imminente catastrophe. Le tonnerre grondait déjà ; l'orage ne tarderait plus à éclater.

De fait, à la fin du mois d'août, la radio diffusait de surprenantes nouvelles. Le soir, je m'y tenais littéralement suspendu - nous avions pu acheter un récepteur vers la fin de 1937-. Les journaux, et pas seulement « L'Humanité », bien qu'elle était plus particulièrement vigilante et mieux informée, expliquaient pourquoi et comment l'Angleterre et la France tiendraient leurs engagements d'assistance mutuelle envers la Pologne, ce qu'ils n'avaient pas fait lorsque Prague était menacée. Il se passait, à n'en pas douter, quelque chose qui nous échappait.

Et brusquement, le 21 août, nous apprenions que les pourparlers de Moscou étaient interrompus. Le maréchal Varochilov avisait le général Doumenc de la décision de son gouvernement, qui était arrivé à la conviction que les autorités anglaises et françaises ne voulaient pas conclure une alliance nette et claire avec l'URSS. Cette dernière devait donc en tirer les conséquences. Le soir même, on faisait

état d'un accord, en cours de négociation -un pacte de non agression- entre l'Allemagne d'Hitler et l'Union Soviétique de Staline. C'était tellement incroyable que personne ne voulut prêter foi à ce « bobard ». Et cependant, le surlendemain 23 août, Molotov et Ribbentrop se serraient la main à Moscou...

Dans mon atelier, il y avait plusieurs communistes et des sympathisants encore plus nombreux. Parmi les premiers, le camarade Gomichon, un vieil ouvrier qui avait repris du service au moment des événements de Munich et qui, depuis, prolongeait son activité. Nous fûmes tous évidemment très surpris, mais absolument pas stupéfaits. Nous n'avions pas d'informations autres que celles données par la radio nationale et par les journaux d'inspiration gouvernementale. Dans la nuit du 25 au 26 août, « L'Humanité » avait été saisie et ne devait plus reparaitre, si ce n'est dans la clandestinité. « La Vie Ouvrière », l'hebdomadaire publié par les militants communistes de la C.G.T., parut encore deux ou trois fois. Mais elle n'apportait pas d'explications sur les raisons et le sens du dit « pacte ». Gomichon, seul, je le savais, était en relation avec des dirigeants régionaux et nationaux du Parti. Il contribua grandement à ce que nous nous formions une opinion commune. D'abord, en ancrant en nous foncièrement une certitude : il n'y avait rien de commun entre le système soviétique et le régime hitlérien. Puis, un espoir profond, tellement qu'il en était intime conviction : l'Union Soviétique veut bel et bien combattre et vaincre l'Allemagne des Nazis. Notre explication : elle veut gagner du temps. Plusieurs de ses généraux l'ont trahie (nous ne pouvions douter alors du bien-fondé des procès récents de Moscou). Les alliés escomptés, l'Angleterre, la

France, la Pologne ont refusé d'agir à ses côtés quand il en était temps...

Le premier septembre, les troupes hitlériennes envahissent la Pologne ; le deux, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne, la France en fait autant. Au même moment, les Etats-Unis réaffirment leur neutralité.

Très rapidement, notre environnement se modifia. A l'atelier, un grand nombre d'ouvriers ont été mobilisés dès les premiers jours. Comme après la crise de Munich, la direction a rappelé d'anciens membres de son personnel et fait recruter de bien étranges personnages. Nous avons bientôt vu arriver quatre ou cinq bonshommes, d'âges divers, mais tous mobilisables. Ils avaient une particularité, celle d'avoir eu un ou deux doigts coupés à la main droite. Je dus à un de mes compagnons de l'atelier de tôlerie, Jean Lepage dit « P'tit Jean », de connaître l'explication du phénomène. Il s'agissait tout simplement d'individus du « milieu » nantais parmi les plus « représentatifs ». Ils avaient défrayé la chronique, quelques années plus tôt, dans une vaste affaire d'escroquerie à l'assurance. Ils s'étaient volontairement cisailés quelques phalanges afin de percevoir d'importantes primes tarifées dûment selon les doigts estropiés. Maintenant, cette invalidité partielle les servait pour éviter la mobilisation. Ils avaient jugé cependant prudents de se trouver un emploi-justification. Et « P'tit Jean », qui aspirait à se faire une place et un nom dans leur « association », les y avait aidés en intercédant auprès du contremaître.

Jean Lepage était un drôle de zèbre. Une vingtaine d'années à peu près. Trapu, très large d'épaules, il avait une tête typique de Breton. Les cheveux plantés bas et coupés courts, un gros nez

en patate encadré sur le haut par d'épais sourcils. Ses yeux ne vous fixaient jamais. Il regardait toujours par en dessous. Il était fort comme un Turc et avait affiné l'art de se battre. J'eus l'occasion de le voir faire, bien souvent, dans les bals où il se rendait avec un ou deux autres gars de son genre, uniquement pour créer la bagarre. Il avait un prodigieux coup de tête, qui laissait bien souvent ses adversaires pantelants. Bien sûr, nous avions pour lui de l'admiration. Il m'avait pris « à la bonne », je ne sais plus bien pour quelle raison, quelque service dans le boulot... En tout cas, il avait décrété que je me comportais « en homme », ce qui, de son point de vue, était un compliment et une sorte de parrainage. Cela me servait, car chez Ménard et Herrou, ma position était devenue délicate.

Hormis le père Gomichon, j'étais devenu bien seul dans mes convictions politiques. La plupart de mes amis avaient rejoint leurs unités. Et quand revinrent les « affectés spéciaux » obtenus par les patrons, il n'y en eut aucun d'entre eux. Le représentant syndical, lui, était du nombre. C'était un anti-communiste acharné. Il avait toujours soutenu, au sein de la fédération des métaux, la tendance réformiste de Chevalme et combattu Semat qui venait de la C.G.T.U. Désormais, il rendait, bien sûr, l'Union Soviétique responsable de la guerre ; les communistes, à ses yeux, n'étaient que des saboteurs à l'exemple de Maurice Thorez, le déserteur. Il se mit en tête de me retirer, ainsi qu'à Gomichon, notre carte syndicale, -en tout cas il refuserait de nous remettre celle de 1940- si, comme le recommandait la C.G.T., nous n'acceptions pas de dénoncer le pacte germano-soviétique. Les autres travailleurs n'avaient pas heureusement cette agressivité virulente. Mais l'on sentait bien chez quelques uns, à notre

encontre, une froide réticence et de l'incompréhension. « P'tit Jean » et ses potes n'avaient pas les mêmes motivations. Ils nous évitèrent l'isolement.

La guerre était là sans y être vraiment. Les R.A.S. des communiqués se suivaient dans la presse qui paraissait quelquefois, l'on se demande bien pourquoi, avec de larges emplacements blancs, témoignant, à défaut d'actions militaires, des agissements de la censure. On appela cela, « la drôle de guerre ». A l'Est de la France, le front était calme. En revanche, le gouvernement et l'état-major français, qui n'abandonnaient pas l'idée de finalement s'entendre avec l'Allemagne, multipliaient les initiatives d'hostilité envers l'Union Soviétique. Des forces militaires furent envoyées en Syrie sous les ordres du général Weygand et, prenant prétexte du conflit qui venait de s'ouvrir entre la Finlande et l'U.R.S.S, un débarquement en Scandinavie, voire à Mourmansk, était à l'ordre du jour.

Sur le plan intérieur, la même ligne gouvernementale prévalait. Les « pacifistes » agissaient en toute quiétude et accentuaient les pressions en faveur de négociations de paix immédiates avec Hitler. Le ministre des Affaires étrangères lui-même, Georges Bonnet, était et restait le partisan de cette orientation. Dans le même temps, leurs organisations dissoutes, les militants communistes étaient poursuivis, arrêtés, condamnés, envoyés dans des camps d'internement ou des prisons, alors même qu'ils plaidaient, par tous les moyens qui leurs restaient, en faveur d'une lutte sans merci « contre l'agresseur fasciste ».

Dans mon quartier de la Sermonière, l'état de guerre n'était pas ressenti profondément. Peu d'hommes



étaient partis. Ils étaient pour la plupart cheminots, mobilisés sur place, ou pères de familles nombreuses, dispensés. Mes rapports avec les voisins demeurèrent inchangés. A l'atelier aussi, la situation s'était stabilisée. L'opération envisagée contre les « moscovites » par le responsable syndical, fit long feu. Au début de l'année 1940, il nous remit bel et bien notre carte de la fédération des métaux.

Le soir, à la sortie du travail, j'avais pris l'habitude, une fois ou deux par semaine, de m'attarder en ville. Je subissais, à mon corps défendant, l'influence de « P'tit Jean » et de ses acolytes. Je les accompagnais à leur quartier général dans un café du quai de La Fosse. Le patron était des leurs, évidemment, et leur servait d'agent de liaison et de renseignements. Les « hommes » parlaient devant moi sans gêne, dès lors que mon copain les avaient « rencardé » sur mon compte. Ils s'asseyaient, dans la salle tout au fond, à une table qui leur était réservée et où, souvent, ils étaient attendus par des « potes » qui n'avaient pas renoncé au désœuvrement. Des femmes venaient aussi, les « régulières ». Elles parlaient à l'un ou l'autre, à voix basse généralement et ne restaient pas. J'écoutais mais ne me mêlais que rarement à la conversation. Il était question de « casses », de « jeux », de gars qui étaient « tombés », d'autres « montés » à Paris dans le milieu.

Des disputes éclataient parfois. Il y eut même des rixes, dont au moins une se termina dans la petite cour attenante au bistro, de manière sanglante, à coups de couteau. Un mort. La police s'en mêla. Je fus convoqué au commissariat de police et interrogé par le commissaire Vaillant. Je soutins n'avoir rien vu, ce qui, à la lettre, était vrai. Je m'abstins de dire que je connaissais les deux antagonistes... Ma

réputation y gagna encore auprès des autres témoins, tous attachés à la loi du silence. Je les accompagnais bien encore quelquefois dans leur virée au long des artères chaudes qui montent du quai et dont la plus célèbre s'appelait la rue des Trois Matelots. Ils allaient jeter un œil sur leurs « tapins », s'accrochant de ci de là avec les « merlans », tenanciers des « clandés », considérés par eux comme des concurrents dans la chasse aux « michetons ».

Mais je ne tardais pas à prendre mes distances et ce d'autant plus facilement que Jean Lepage avait dû rejoindre les armées et, comme lui, quelques autres qui ne purent rester très longtemps dans le rôle de « planqués ». Au cours de cet intermède de quelques mois, j'avais aussi assisté à l'installation à Nantes d'un fort contingent britannique -des Ecossais surtout- qui devait constituer, à ce qu'il me semble, une sorte de vaste intendance pour les unités engagées aux frontières. Quoiqu'il en soit, les phénomènes qui fréquentaient la Fosse trafiquaient en gros et sur tout : cigarettes, couteaux, armes à feu, sans parler de whisky. Ce liquide se mit à couler à flot, sortant des musettes carrées des « tommies », par dizaines de flasques et de bouteilles. Mais cet aspect visible cachait un gigantesque trafic, tramé dans des quartiers où toute une pègre avait su s'adapter aux données nouvelles.

Je continuais à assurer mes services chez Ménard et Herrou avec assiduité et en y mettant toute la compétence possible. A aucun moment, mes fréquentations douteuses, et qui d'ailleurs ne durèrent guère, ne prirent l'ascendant sur mes obligations de travail, ni sur mon comportement familial. A mon retour de Castres, je m'ouvris à Colette, honnêtement, de l'amitié que j'avais nouée avec Jeannette. D'ailleurs, les sentiments

réels qui nous liaient de part et d'autre n'étaient pas très clairs ni très précis. Aucun engagement, par personne, n'avait été pris. La correspondance entre Nantes et Castres et vice-versa, restait régulière et les formules s'affinèrent, au fur et à mesure, jusqu'au point d'atteindre le lyrisme de l'amour. Mes sorties le dimanche, avec mon amie nantaise, n'en continuèrent pas moins comme avant.

La guerre demeurait en sommeil. En hiver, les communiqués firent bien état de quelques escarmouches dans les forêts d'Alsace. Mais les journaux, la radio et le ministre de l'information Jean Giraudoux nous entretenaient surtout des combats en Finlande. A croire que le général Mannerheim était le dernier rempart de la démocratie. Cette fois, les Russes nous furent donnés comme archi-battus. Dans les sphères gouvernementales, chez nous, on s' alarma et on se sentit soudain des velléités de combattre et, dans la logique de la stratégie antisoviétique, de se porter au secours de l'armée finlandaise. Le 11 mars 1940, la Finlande signa l'armistice. Le gouvernement Daladier fut mis en minorité à la Chambre des députés et démissionna. On fit appel à Paul Reynaud qui se donnait des airs de boutefeux. Il obtint la majorité d'une voix et décida immédiatement de passer à l'offensive... Une partie de l'armée française fut envoyée en Norvège et débarqua à Narvik. Contre qui ? Lorsque l'on sait que, pour être efficace contre l'Allemagne, il eut fallu pouvoir entrer en Suède qui était drapée dans une attitude de neutralité absolue. Cette aventure nordique valut à la France, outre les aléas et de néfastes conséquences, les belles et grandes formules de Reynaud : « *La route du fer est coupée* » ou encore : « *Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts* ».

Tu parles ! Soudain, le 10 mai 1940, ce fut le tonnerre, l'orage puis bientôt le déluge. La Wehrmacht se mit en mouvement, ses chars en avant. Elle pénétra en Belgique et en Hollande ; elle attaqua et perça les lignes françaises dans les Ardennes... Malgré l'héroïsme des troupes engagées, vint bientôt la débâcle et le désastre de Dunkerque. Dès le 14 juin, Paris est occupé. Le 16, les avant-gardes allemandes sont aux abords de Nantes. La consternation fait rapidement suite à l'espoir qui dominait encore dans les sentiments des gens, à la mi-mai. Nous avons vu arriver les premiers groupes de réfugiés, puis les premières unités françaises en débandade, enfin, les Anglais se sauver après avoir détruit, sous la réprobation des habitants, le matériel et les vivres, les machines et même des armes entreposées dans leurs immenses dépôts, notamment sur le Champ de Mars.

Le 16 juin au matin, tout le personnel des ateliers de la rue Cornulier est réuni dans la grande cour, face aux bureaux. Monsieur Ménard en personne, un grand et gros homme pataud, le teint bilieux, et monsieur Herrou, courtaud, malingre, coiffé d'une casquette nantaise, la petite barbiche rousse vindicative, ont une importante déclaration à faire : « *En raison des événements, le travail est immédiatement arrêté. Il est douteux qu'il puisse reprendre... Mais nous avons envisagé cette éventualité. Nous avons acquis à Toulouse, un emplacement et des bâtiments appropriés (l'adresse nous est donnée). Dans un délai raisonnable, ceux qui le voudront pourront s'y présenter... Et y reprendre une activité* ». Et, tous comptes faits, argent réparti et enveloppe garnie est remise à chacun avec un au-revoir appuyé.

Nous sommes cinq ou six, Félicien, Théo... et moi, à nous accorder pour un départ commun le lendemain à vélo, en direction de Toulouse. Le rendez-vous est pris pour neuf heures chez mes parents à la Sermonière. La famille approuvait notre décision de partir, non sans beaucoup d'appréhension. Notre mère veilla tard pour préparer notre baluchon. Le 17 au matin, il était plus de dix heures quand Théo, seul, se présenta à la maison. Il était blême et excité à la fois. Il nous raconta ce qu'il venait de vivre. Deux ou trois de nos compagnons de route, qui habitaient dans le centre ville, en tout cas au delà du pont de Pirmil, s'étaient préalablement rassemblés et devaient encore prendre au passage X (ma mémoire s'avère incapable de retrouver le nom) qui demeurait juste à l'entrée du pont sur la Sèvre. Quand ils eurent descendu la rue Dos d'Âne, ils se trouvèrent brusquement arrêtés par un groupe compact de militaires et de civils aux prises, en d'après discussions. Ils ne purent avancer jusqu'au pont.

Mais ils apprirent, par des témoins oculaires, que le camarade qu'ils étaient venus chercher, notre autre compagnon de voyage, X, venait d'être tué par un soldat. Ayant appris que le pont était miné et qu'il devait être détruit d'un instant à l'autre, notre ami s'en était pris violemment à l'officier chargé de l'opération, qui ordonna son arrestation.

Que se passa-t-il au juste ? Sans doute s'échappa-t-il, car c'est dans l'eau de la Sèvre, en bas, qu'il reçut une balle en pleine tête et coula à pic.

La nouvelle, bien sûr, nous consterna, comme elle avait bouleversé Théo et ses compagnons. Le premier avait réussi à traverser la Loire, en retournant sur ses pas, vers la gare de l'Etat et en empruntant le pont de fer. Nous attendîmes un long moment. Personne de plus ne nous rejoignit. Félicien, Théo et moi, nous prîmes alors la route.

## Chapitre Douze

### Sur les routes de l'aventure

Le trajet que nous avions préparé à l'aide de cartes Michelin, et qui mettait Toulouse au plus près, en empruntant les meilleures routes, fut, chemin faisant, bien souvent modifié. Une première difficulté se présenta à nous quand nous voulûmes faire halte au sud de la Vendée. Les fermes, au bord de la route, étaient archi-pleines, totalement envahies par les hordes de réfugiés qui nous avaient précédés. Nous n'obtînmes, après supplication, qu'un seau d'eau. Il nous fut vendu cinq francs. Il nous fallut rouler encore et encore, fort tard dans la nuit, sur des routes et des chemins excentrés pour trouver enfin un gîte dans une vieille grange isolée. Au matin, la toilette fut rapidement faite à même un ruisseau de rencontre. Le dix-huit, vers midi, nous arrivions à Saint-Jean-d'Angely où un centre d'accueil nous servit un repas frugal mais bienvenu. Nous repartîmes aussitôt dans l'intention de rejoindre Bordeaux où Théo avait des parents susceptibles de nous héberger en passant. Nous en fûmes empêchés par des pelotons de gendarmerie qui nous barrèrent toutes les routes et nous imposèrent un itinéraire en direction d'Agen. Nous avons évité les villes, Cognac, Angoulême, Périgueux, qui, nous disait-on, étaient menacées de bombardements. L'accueil des gens s'avéra meilleur au fur et à mesure que nous avancions en laissant de côté les voies principales.

Arrivés dans le chef lieu du Lot-et-Garonne, dans la matinée du vendredi, nous fûmes dirigés sur le théâtre de la ville, où avait été installé un centre de ravitaillement. Tout se passa bien, jusqu'au moment où les autorités du lieu nous informèrent de

leur intention de nous envoyer dans des fermes prêtes à nous recevoir et à nous employer. Nos explications relatives à notre destination et à notre emploi futur à Toulouse ne les convainquirent pas. Nous étions mineurs et il était de leur responsabilité de nous prendre en charge. Nous dûmes nous sauver après avoir pu, non sans peine, récupérer nos vélos, rangés parmi des centaines d'autres, dans la cour du bâtiment. A Toulouse, le samedi, à l'adresse indiquée par Ménard et Herrou, nous trouvâmes portes closes. Nous apprîmes sur place qu'il n'y avait pas, ici, d'atelier en fonctionnement ni même à l'état de projet... Il ne nous restait que mes amis Sié à Castres. Mon désir de les aller voir s'en trouva exaucé plus rapidement que je ne l'avais espéré.

Avant de pénétrer dans la ville promise à mes amours, j'entraînai mes deux comparses sur les bords de l'Agout. Là, dans un endroit qui m'était déjà connu, nous procédâmes à une toilette en règle. Nous poussâmes même le luxe jusqu'à donner pantalons et chemises à repasser dans une blanchisserie qui, en ce dimanche matin, était ouverte, à proximité de la place Jean Jaurès. Ainsi remis à neuf et tout propre, je pris en direction de la gare et allais frapper à la porte des parents de Jeannette.

« La Dépêche de Toulouse », achetée à chacune de nos étapes nous renseignait, seule et comme elle le pouvait, sur l'évolution de l'état de la guerre et de la situation politique. Le gouvernement de la France, replié à Bordeaux, après un bref séjour dispersé en Touraine, n'était plus présidé par Paul Reynaud. Le maréchal Pétain

l'avait remplacé après qu'eut échoué la tentative de créer, entre la France et la Grande Bretagne, une nation commune décidée, comme le préconisait Churchill, le nouveau premier britannique, à combattre l'Allemagne nazie jusqu'au bout, dussent les forces politiques et militaires françaises se replier sur les territoires d'Afrique du Nord.

Nombre de parlementaires français s'étaient engagés dans ce processus et voulaient s'embarquer à bord d'un navire spécialement affrété à cet effet, « Le Massilia ». Mais Pétain avait d'autres idées en tête. Dès la mi-juin, il considérait la guerre comme irrémédiablement perdue et estimait nécessaire de demander à Hitler les conditions d'un armistice. La majorité des membres du gouvernement était de son avis. Les hommes du « Massilia » furent empêchés de partir. Le général de Gaulle, secrétaire d'état à la guerre au sein du cabinet Pétain, sauta dans un avion à Mérignac et s'envola pour Londres. Pendant ce temps, la plus incroyable confusion régnait en France. Bien des années plus tard, dans les années 1980, j'ai rédigé un texte qui vaut tout autant pour exprimer ce qu'était mon sentiment d'alors et l'opinion que j'en garde aujourd'hui encore. Je le produirai au terme et comme conclusion de ce récit.

Mon arrivée dans la famille Sié fit, on s'en doute, sensation. Beaucoup de monde était rassemblé, en cette fin de matinée d'un dimanche de juin, dans cet appartement au fond d'une vaste cour, à deux pas de la gare de Castres. C'est Jeannette qui vint m'ouvrir. Elle faillit tomber en syncope tant fut grand son étonnement. Puis, à la surprise générale, la mienne en tout premier, elle se jeta dans mes bras. Nos relations épistolaires et la nature de notre précédente rencontre, pour tendres qu'elles étaient déjà, ne justifiaient pas

aux yeux des autres, cet abandon absolu et immédiat. Mais cette attitude de Jeannette fut mon visa. Tous les assistants m'accueillirent, dès l'instant, comme un membre de la famille à part entière. Il y avait là, dans la vaste pièce qui tenait lieu tout à la fois de cuisine et de séjour, monsieur Sié, François, et sa femme Marinette, la mère de cette dernière -déjà clouée dans son fauteuil d'invalides- et puis, outre Jeannette, qui ne me lâchait pas, Paulette, la sœur, et son mari Robert, madame Viel et Nelly -la mère et la sœur de ce dernier-. Je connaissais déjà celles ci pour les avoir rencontrées en 1937 en Normandie. Elles étaient arrivées quelques semaines plus tôt, réfugiées elles aussi, après avoir fui devant l'avancée allemande.

Salutations faites et explications données sur les raisons de mon périple, je fus, sans plus de formalité, invité non seulement à rester déjeuner mais prié d'aller retrouver Félicien et Théo et de les y convier aussi... Nous étions tombés dans la maison du Bon Dieu. Dès l'après-midi, tous les arrangements possibles étaient arrêtés à l'initiative de Marinette. Tous les trois, les nouveaux arrivants, aurions une chambre à disposition : un grand lit pour Félicien et moi, un petit pour Théo. Les repas, nous les prendrions tous ensemble, c'est-à-dire monsieur Sié, quand son travail ne le requerrait pas, Marinette, sa mère, Jeannette et nous trois. Madame Viel et Nelly, qui occupaient en commun une autre chambre, mitoyenne de la nôtre, se rendraient tous les midis chez Robert et Paulette et, le soir, se « débrouilleraient » très bien par elles mêmes. Les dimanches seraient occasion de rassemblement général.

Ainsi fut fait et dura plusieurs mois sans trop de problèmes ni d'anicroches, ce qui souligne assez le caractère exceptionnel de nos hôtes, leur générosité et leur incommensurable

gentillesse. La seule ombre au tableau, mais elle est de taille, venait du chef de famille, le père de Jeannette, François Sié. Il était bien évidemment partie prenante et consentant dans ces dispositions de cohabitation. Mais le problème venait de son intempérance. Quelque chose d'incroyable. En vérité, grand invalide de guerre 1914/1918, il avait été gazé gravement et avait eu les deux pieds gelés. Il souffrait souvent le martyr. Il avait certes obtenu une pension d'invalidité, avec l'appui de son idole en politique, un certain Jean Misiler, député de Castelnaudary et par la suite, membre de l'Académie Française. Mais le taux consenti, en dépit de cet illustre patronage, était tel qu'il ne le dispensait pas de travailler. Il avait donc « bénéficié », en outre, d'un emploi réservé aux P.T.T. et avait été affecté, comme je l'ai déjà dit, à un emploi de convoyeur attaché au bureau de gare de Castres.

Les obligations de ce service, qui lui imposaient de longs trajets en train vers Mazamet, Saint-Pons ou Bédarieux et des absences prolongées hors du domicile, étaient manifestement au dessus des forces du père Sié, comme nous l'appelions affectueusement. Son handicap physique et la conscience qu'il en avait, étaient à la base de son vice, qui se traduisait souvent par des scènes insoutenables. Dès qu'il s'était hissé en haut de l'escalier conduisant à l'appartement, la manière dont il ouvrait la porte donnait l'indication de son état. A jeun, cela lui arrivait parfois, il l'entrouvrait doucement, passait sa tête souriante dans l'entrebâillement et appelait gentiment Marinette. Ivre, il malmenait l'huis carrément. D'un coup de pied, il le projetait contre le mur et, dans l'encadrement, il se balançait en avant et en arrière, l'air hagard et menaçant. Marinette l'allait quérir, le prenait par un bras et le conduisait à la place qui

lui était destinée en bout de table. Il retirait sa casquette plate de postier et la jetait en direction d'un vieux sofa qu'elle n'atteignait jamais. Et, devenu inerte, le père Sié jurait. Toujours la même formule : « *Macquarel de dios ! Macquarel dès putanier's dé dios !* », répétée dix fois, cent fois, interrompue seulement par l'enfournement des cuillerées de soupe, seul aliment qu'il ingurgitait en pareilles circonstances. Marinette, les larmes aux yeux, le conduisait alors jusqu'à sa chambre...

Ces intermèdes pris en compte, la vie commune s'était rapidement organisée. Félicien, Théo et moi, nous nous rendions tous les matins au centre d'accueil ouvert en l'hôtel de ville. Nous y faisons la queue afin d'y recevoir des allocations quotidiennes. Quelquefois de l'argent, quelquefois des vivres ; le plus souvent des bons d'achats acceptés par les commerçants de la ville et remboursés par la municipalité. Nous étions ainsi à même d'apporter à la famille qui nous hébergeait une contribution jugée équitable.

Et puis, la situation évolua très vite. Madame Viel et sa fille trouvèrent un logement à proximité de celui de Robert et Paulette. Elles s'y installèrent vers la fin juillet. Au mois d'août, ce fut au tour de Félicien et de Théo de déménager. Un travail rémunéré leur avait été confié par la municipalité. Il s'agissait de creuser sur la route nationale Castres-Saint-Pons, une tranchée profonde destinée à recevoir les canalisations de lotissements en cours d'aménagement. Un gîte leur avait également été fourni. Je profitai du travail mais refusai le logement, retenu que je fus par l'insistance de la famille Sié et surtout de Jeannette, dans la chambre qu'ils m'avaient réservée.

Profiter du travail, c'est beaucoup dire ! En réalité, il s'avéra que nous nous étions engagés dans une tâche de forcenés. Le chef de la voirie communale était apparemment un brave type, mais c'était réellement un drôle de zèbre. Il nous laissait toute latitude et toutes libertés pour effectuer le travail. Toutes, à l'exception de celles ci : la tranchée devait être profonde de deux mètres et avoir cinquante centimètres de large. Elle devait commencer à cette borne et finir à l'autre, à quelques six cents mètres. L'ouvrage complet devait être terminé le 31 août. Nous étions payés chaque fin de semaine en fonction des mètres linéaires réalisés à raison de X francs le dit mètre. Un rêve ! Nous pourrions venir à notre convenance et œuvrer autant que nous le voudrions ! « *Vous êtes vos patrons* »... Nous eûmes bientôt acquis la conviction que cette qualité, si nouvelle pour nous, n'avait rien de reposant ni de bénéfique. Imaginez la route nationale numéro un à la sortie de Castres en 1940 et en plein mois d'août ! Imaginez trois garçons menus, de dix huit-dix neuf ans, torses nus et munis de pelles, de pioches et de barres à mine. Imaginez les empierrements successifs entassés et accumulés sur cette route. Imaginez le soleil de plomb qui sévissait cette année là et en cette saison ! Imaginez le baigne !

Exception faite des gardeschourmes, (n'étions nous pas nos propres patrons) nous étions bel et bien condamnés aux travaux forcés ! Condamnés par la seule nécessité de vivre et de survivre en gagnant un peu d'argent. Car bien évidemment, l'allocation d'accueil aux réfugiés nous avait été enlevée dès lors qu'un travail lucratif nous avait été attribué. Il nous fallut donc taper dessus et dedans sur cette maudite route. A la fin du premier jour, nous n'avions pas avancé beaucoup. Nos mains étaient pleines

d'ampoules et nos corps meurtris souffraient de haut en bas. Combien petit nous sembla le trou creusé en comparaison de la peine immense que nous avions pris à manier les outils. Au terme de la première semaine, les ampoules s'étaient transformées en cals et les muscles refaits avaient comme absorbé les douleurs du début. Mais hélas, mesurée à l'aune du chef des travaux, la longueur de la saignée réalisée ne nous procurait qu'un salaire ridicule. Nous discutâmes âprement pour obtenir un autre tarif. Il nous fut octroyé, en fin de compte, tant celui initialement fixé était dérisoire, mais non sans que nous ayons déposé préalablement une demande d'audience auprès du maire de la ville.

Le chef des travaux voulut bien, notre tâche menée à bien, faire amende honorable. Il intervint en notre faveur auprès de son frère, contremaître chez Astruc, une importante fabrique de meubles installée rue Marcel Briguiboul et nous fit embaucher tous les trois. Les rémunérations consenties étaient minimales mais le travail l'était aussi. Nous avons été affectés à l'atelier d'entretien, ce que justifiaient les qualifications acquises chez Ménard et Herrou. Là, nous fûmes tranquilles et, somme toute, heureux. Nous eûmes même la chance d'être un jour, par le hasard des circonstances, promu à un rôle de novateurs et considérés comme les sauveurs de l'entreprise.

Astruc avait une réputation largement reconnue, loin en France, pour un de ses produits : une chaise de bébé transformable, effectivement bien conçue. Brusquement, ce fut le drame : la fabrication de l'objet de prestige allait être suspendue : les charnières qui l'équipaient venaient de Paris. Le stock était épuisé et pas question pour les Allemands de les laisser franchir la ligne de démarcation. Félicien nous

sortit de cette situation délicate qui conduisait tout droit à des licenciements sinon à la fermeture des ateliers. Il avait obtenu du contremaître de l'accompagner chez tous les fournisseurs de métaux dans la région. Il y dénicha une *quantité impressionnante de feuillures*, proposa au fils Astruc de les acheter toutes, se faisant fort de concevoir et de réaliser des charnières adaptées aux fameuses chaises à bébés. Ainsi fut fait. Félicien toucha une prime rondelette et notre équipe acquit estime et renommée.

Pendant ce temps, les événements politiques s'étaient précipités. Une commission d'armistice, dirigée par le général Huntziger avait très rapidement accepté les conditions posées par Hitler et avait signé, en fait, la capitulation de la France à Rethondes, dans le wagon même où le maréchal Foch avait, en 1918, reçu la reddition de l'Allemagne impériale. Le gouvernement Pétain s'était installé à Vichy. Son chef obtint, dès le dix juillet, les pleins pouvoirs d'une majorité de parlementaires prêts à toutes les lâchetés. Les communistes, pourchassés, avaient été exclus des deux chambres et une large fraction des représentants socialistes s'étaient couchée. Les troupes allemandes occupaient les trois quarts du pays, coupé en deux par une ligne dite de « démarcation » qui partait des Pyrénées à hauteur de Pau, rejoignait en ligne directe La Haye-Descartes et bifurquait, à angle droit, jusqu'à Moulins, puis Châlon, à la frontière suisse.

Toute la France, à l'ouest et au nord de cette ligne, restait théoriquement placée sous l'autorité du gouvernement de Vichy mais était de fait assujettie aux décisions militaires des occupants. Toute une armée de traîtres, groupés dans des partis et mouvements et recrutés par les services de renseignements nazis et la Gestapo,

pratiquaient et organisaient à leur profit la collaboration. Les ordres du haut commandement militaire de Von Stulpnagel et de Von Blomberg étaient ainsi relayés par le P.P.F. de Doriot, le R.N.P. de Déat, les francistes de Bucard et beaucoup d'autres. A Paris, la propagande de la « Parizer Zeitung » était prolongée par des feuilles sinistres, écrites par des Luchaire, Dieudonné, Drieu et autres Abel Bonnard, sous les titres de « Gringoire », « La Gerbe », « Je suis partout » ou même « La France au travail », cette dernière se donnant volontairement des formes ambiguës tendant à se faire passer comme le successeur de « L'Humanité ».

Le sud de la France échappait encore à l'occupation directe des Allemands. Mais le gouvernement de Pétain, avec Laval, Flandin, Alibert, Pucheu, Marion et tous les autres n'avait pas besoin d'eux pour définir et pratiquer une politique qui rejoignait, en tous points, leurs préoccupations et leurs objectifs. Cette fiction d'indépendance avait (pour conséquence), en cette fin de l'année 1940, de tromper beaucoup de Français, notamment parmi les anciens de 14-18, et de faciliter la tâche de ceux qui, pour des raisons de classe évidentes, souhaitaient la victoire des Allemands. La liaison entre les deux France était assurée, au plus haut niveau, par un ministre plénipotentiaire, de Brinon, et son alter ego nazi, Otto Abetz, deux vieilles connaissances qui collaboraient déjà ensemble dès 1937-38 au sein du comité France-Allemagne.

En revanche, les relations ordinaires entre Français du nord et du sud étaient des plus difficiles. En matière de correspondance, nous n'eûmes droit, au début, qu'à échanger des cartes sur lesquelles des formules pré-imprimées pouvaient être maintenues ou biffées, selon votre



volonté d'exprimer les informations les plus élémentaires. Un peu plus tard, nous eûmes le droit d'y ajouter une dizaine de mots. En revanche, les voyages étaient strictement règlementés. Pratiquement impossibles les premiers mois, ils furent, par la suite, subordonnés à l'obtention de visas, délivrés par les Allemands, au compte-gouttes, et dans des cas rigoureusement déterminés.

Il régnait à Castres, durant toute cette deuxième partie de l'année 1940, une atmosphère étrange. La ville avait été submergée par des vagues successives de réfugiés, des Hollandais et des Belges, d'abord, puis des gens de Lorraine et du Nord. Enfin, des Parisiens et d'autres. Entre tous, beaucoup d'israélites qui s'exprimaient généralement en yiddish. La plupart était là en attente de quelque chose. Ils étaient logés dans des salles aménagées dans des gymnases, des théâtres, des locaux municipaux de toutes sortes. Les mieux lotis avaient été placés chez des habitants du cru dont beaucoup avaient de la place, au moins celle laissée libre par ceux des leurs -ils étaient des milliers- détenus en Allemagne comme prisonniers de guerre. La petite ville, son centre notamment, la place Jaurès -devenue place Nationale-, les alentours de l'hôtel de ville et les jardins de l'Odéon, était noire de monde, d'un monde inactif, oisif, désemparé et en attente... Les nouvelles les plus folles ou les plus extraordinaires naissaient dans ces foules, s'y frayaient chemin, s'amplifiaient et venaient aussi y mourir.

Dieu merci, je n'en étais que le témoin ! Assimilé totalement, bien intégré au sein même de la famille Sié, j'avais également l'avantage d'être bien informé. J'y disposais de la radio - et ce n'était pas si facile à l'époque-. Il y fallait l'électricité et souvent une

antenne spéciale (le transistor ne fut inventé que beaucoup plus tard, après la guerre). Un lieu équipé dont beaucoup de réfugiés étaient privés. Je disposais également de toute la presse : les journaux parisiens, repliés en zone sud, tels « Le Figaro » mais surtout les régionaux : « La Dépêche de Toulouse », « Le Méridional » et beaucoup d'autres édités à Marseille, à Toulouse, à Montpellier, voire à Nice. Les convoyeurs des P.T.T y pourvoyaient et monsieur Sié n'était pas le dernier. Ils étaient surtout et restèrent jusqu'en 1941, mes fournisseurs assidus de journaux suisses : « Le Journal de Genève », « La Tribune de Lausanne ». Pardon aux abonnés qui ne reçurent pas régulièrement les livraisons à domicile en ces temps là ! Je connaissais ainsi beaucoup de choses généralement ignorées. J'avais eu connaissance de l'Appel du 18 juin et des autres déclarations venues de Londres. Je connaissais maintenant la teneur d'un discours de Molotov prononcé au lendemain du pacte de septembre 1939 et expliquant les raisons de l'attitude de l'Union Soviétique. J'appris aussi que Maurice Thorez et Jacques Duclos avaient, dès juillet, lancé un appel au peuple français...

Sur ce dernier point, il me fut donné d'être bientôt plus directement au fait. Il s'avéra que le chef du bureau gare des P.T.T, le patron de monsieur Sié en quelque sorte, un Corse, était, ou plus exactement avait été, membre du Parti. Parfois, le soir, à l'arrivée du train qui ramenait monsieur Sié, nous allions à la gare, Jeannette et moi. Nous y avions beaucoup d'avantages. D'abord, celui d'accompagner monsieur Sié chez Chaminade, le café d'en face, et de veiller, s'il en était temps encore, à la limitation des consommations. J'y réussissais généralement. Jeannette y retrouvait sa meilleure copine qui était aussi la fille du patron et, pour ma part,

je pouvais m'entretenir avec monsieur Cipriani. C'est par lui que je fus mis en relation avec un certain Vaysse, un militant connu d'avant-guerre, qui, quoique prudemment, me révéla l'existence d'une organisation.

D'un autre côté, chez Astruc, j'avais fait la connaissance d'une jeune femme blonde, madame Dumaine, qui jouait un peu le rôle de déléguée dans l'atelier de montage. Nos conversations nous édifièrent réciproquement. Elle me mit en rapport avec son mari, un Parisien replié et qui exerçait les fonctions d'ambulancier aux P.T.T. Il relevait de la direction de Toulouse et assurait alternativement les lignes des wagons postaux Toulouse-Bordeaux et Toulouse-Paris. Par Vaysse, nous obtînmes les différents contacts qui permirent l'organisation des transports, dans les meilleures conditions de sécurité, des premiers documents imprimés sous l'égide du Parti ou de la CGT en zone nord et en zone sud, « L'Humanité », « La Vie Ouvrière », mais aussi beaucoup d'autres tracts sortis sur des sujets d'actualité.

Avant que ne s'achève cette année 1940, Félicien et Théo, mettant à profit les assouplissements intervenus dans les conditions de passage de la ligne de démarcation, notamment dans le sens sud-nord, pour les réfugiés qui désiraient revenir chez eux, décidèrent de rentrer à Nantes. Au contraire, tout me retenait à Castres et rien ne m'incitait au retour.

Mes relations avec Jeannette étaient devenues très intimes, sans que nous ayons cependant franchi le pas de l'amour consommé. Cela advint, pourtant, au moment des fêtes de fin d'année. Un matin, tôt, avant que de partir chez sa couturière, alors que je dormais encore et que, Marinette, sa mère, était allée faire des courses au marché, Jeannette vint dans ma chambre et se glissa, à mes côtés, sous les draps...

« Nono », c'est ainsi que je l'appelais désormais, avait résisté longtemps à mes caresses, sollicitations et exhortations. Et puis, elle était venue d'elle-même, à son heure, se donner sans réticence. Et pourtant elle n'avait, moi non plus du reste, aucune sorte d'expérience. Hélas ! Nous nous y primes bien mal. Elle eut un peu mal. Quelques semaines plus tard, nous étions placés devant l'évidence : elle était enceinte.

Les parents, rapidement informés, furent naturellement contrariés. Mais, il n'y eut pas de drame. Nous convînmes simplement qu'il serait préférable, pour éviter les « qu'en dira-t-on », que nous quittions Castres. Je parvins à communiquer avec Nantes. Mon père obtint, en qualité de cheminot, les autorisations nécessaires. Il vint chez les Sié, fit les arrangements qui convenaient et le lendemain, armés d'une valise chacun et dotés d'un lit accepté en bagage complémentaire, Nono et moi l'accompagnâmes dans le train, en direction de Nantes. L'année 1940 venait à peine de s'achever.

## Chapitre Treize

### L'année 1940

Cette année-là, 1940, peut être considérée comme l'une des plus sombres de l'histoire de notre pays. Lorsque le dix mai, les troupes allemandes s'ébranlent, à partir des lignes où elles s'étaient cantonnées depuis le début des hostilités, en septembre 1939, nul en France et personne sans doute au monde ne pouvait penser qu'en quelques semaines, l'armée française -estimée depuis la Grande Guerre comme la force militaire la plus puissante du globe-, allait être surclassée, malmenée puis battue sans rémission par la Wehrmacht.

En vérité, cet effondrement catastrophique, bien qu'ayant des causes spécifiquement militaires : préparation insuffisante, armement médiocre et limité mais surtout une conception stratégique et tactique surannée, a traduit en une tragédie nationale sans précédent, une crise multiple de la société française de cette époque, au plan politique, économique et social.

La France avait été depuis de longues années -après la victoire de 1918-, profondément divisée par des luttes internes quasiment incessantes. Des grèves très dures, celles des cheminots de 1920, des dockers, des métallurgistes, exprimaient, au delà des mécontentements, les contradictions profondes de notre pays et les difficultés de sa mutation, commencée au cours et par les nécessités même de la guerre, de nation essentiellement agricole en nation industrielle moderne.

La crise qui ébranla les Etats-Unis en 1929 n'avait atteint la France que très tard. Ses dirigeants la crurent longtemps à l'abri. Mais, en 1934, elle frappait chez nous d'autant plus fort qu'elle nous surprit. Sur ce fond de difficultés économiques, le nombre de chômeurs augmente, le pouvoir d'achat se rétrécit et, dans le même temps, éclatent d'énormes scandales financiers (Oustric, Hainaut, Stavisky). Des hommes politiques sont compromis. Les conséquences en seront considérables pour le pays. En février 1934, les Français de gauche, essentiellement les couches populaires des villes, ouvriers, employés, petits fonctionnaires, affrontent sous des mots d'ordre lancés par les partis communistes et socialistes et les syndicats qu'ils influencent - C.G.T et C.G.T.U- dans des combats de rue d'une violence inouïe, des éléments de la droite politique, organisés dans des ligues « patriotiques » (Action française, Ligue des contribuables, Jeunes patriotes, Croix de Feu).

Les premiers rendent, à juste titre, les seconds responsables des scandales et des difficultés économiques qui pèsent sur le pays. Ils y sont d'autant plus fondés que ce sont des hommes de droite, qui, à de rares exceptions près, ont présidé les gouvernements qui se sont succédés depuis la fin de la guerre. Les seconds, au contraire, estiment que le mal vient du régime parlementaire lui même, de l'influence néfaste des députés socialistes et communistes -voire des radicaux qui dirigent avec le cartel des gauches depuis 1932- accusés de

favoriser les grèves et d'encourager les « partageux ».

Le six février 1934, les « ligueurs » se lancent à l'assaut du Palais-Bourbon. Ils dévoilent, à l'occasion, leur caractère factieux en clamant des mots d'ordre et des slogans hostiles à la République et favorables aux régimes fascistes qui triomphent en Italie et, depuis peu, en Allemagne. Ils se heurtent aux forces de l'ordre quelque peu désarmées. Certains chefs factieux hésitent. Et soudain, les gardes-mobiles ouvrent le feu : on compte une quinzaine de morts et plusieurs milliers de blessés.

Ces événements dramatiques modifient totalement la situation et la disposition des forces politiques du pays. La conséquence la plus immédiate est le rapprochement des organisations et des hommes de gauche. Dès juillet 1934, communistes et socialistes s'entendent sur une charte d'unité d'action. Ils sont rejoints ou soutenus par les radicaux, par les mouvements républicains d'anciens combattants, par les syndicats ouvriers encore séparés. Ce large courant unitaire allait conduire, au printemps de 1936, à la victoire du Front populaire aux élections législatives.

Il s'en suivit immédiatement un mouvement de grèves d'une ampleur et d'une âpreté inégalées. Des centaines de milliers de travailleurs s'installèrent dans les usines, les bureaux, les administrations et y restèrent en occupation, jours et nuits, jusqu'à la satisfaction de leurs revendications aussi nombreuses que légitimes. Le gouvernement issu des élections et présidé par Léon Blum négocia avec les syndicats unifiés maintenant au sein de la C.G.T. Il octroya ou concéda des mesures et des lois qui comptent aujourd'hui encore comme une avancée

historique du mouvement ouvrier : la semaine de 40 heures, deux semaines de congés payés, la création du comité d'entreprise, sans parler des améliorations immédiates des salaires et traitements dans la fonction publique et les entreprises privées.

Ces satisfactions accordées aux travailleurs furent perçues par le patronat et les couches traditionnelles de la droite comme des atteintes intolérables à leur autorité et à leurs prérogatives, des agressions envers leurs biens et leurs propriétés. Il en résulta un approfondissement du fossé déjà béant entre les deux fractions déterminantes de la population française. Les couches intermédiaires, quant à elles, allèrent, fluctuantes de l'une à l'autre, au gré des événements et de leur évolution.

En tout cas, les conditions politiques ainsi créées n'étaient guère propices à réaliser l'union véritable de la nation française, cependant bien nécessaire devant la montée du danger fasciste encouragé par Mussolini et Hitler. On montrait à gauche beaucoup de réticences pour doter le pays des crédits et moyens indispensables pour le renforcement et la modernisation de l'armée. De l'autre côté, à droite, des sympathies nombreuses se manifestaient publiquement en faveur des régimes autoritaires installés à nos frontières. Hommes politiques et dirigeants économiques, mais aussi des officiers supérieurs, se retrouvaient dans un comité France-Allemagne, animé par l'ambassadeur nazi Otto Abetz. Dans ces sphères, le cri de ralliement était maintenant : « *Plutôt Hitler que le Front populaire...* »

Il est tout à fait compréhensible que dans une pareille situation, les accords signés en 1938 à Munich, par le gouvernement Daladier (issu pourtant

du Front populaire) fussent accueillis en France, généralement par un « lâche soulagement », alors même qu'ils permettaient à Hitler de dépecer un pays allié, la Tchécoslovaquie, et que, sous une apparence de paix, ils nous précipitaient vers la guerre. Mais alors, comment la population française aurait-elle pu, un an plus tard, avoir un moral de vainqueur, quand les gouvernements anglais et français, prétextant de l'agression contre la Pologne, déclarèrent la guerre à l'Allemagne hitlérienne ? D'ailleurs, cette guerre, une fois déclarée, ne fut pas menée. Pendant de longs mois, alors que les troupes allemandes avaient brisé la Pologne en quelques jours, alors qu'elles occupèrent sans coup férir les Pays-Bas et la Belgique, notre armée fut maintenue l'arme au pied à nos frontières de l'est. Cette « drôle de guerre » se poursuivit jusqu'au dix mai 1940... On sait ce qui devait s'en suivre...

La France, militairement écrasée, voyait en même temps que faillir son état-major militaire, s'effondrer ses élites politiques. Le gouvernement conduit par Paul Reynaud, qui avait remplacé Daladier, abandonnait Paris pour s'installer à Tours puis à Bordeaux. Il palabrait sur la question de savoir dans quelle mesure la lutte valait d'être poursuivie ou, si au contraire, il n'était pas préférable de mettre bas les armes. La proposition anglaise d'une fusion des deux nations afin de poursuivre la guerre coûte que coûte fut repoussée. Et pour finir, nos gouvernants ne trouvèrent comme réponse que la plus dérisoire : démissionner ! Ils s'accordèrent pour remettre le pouvoir à une ancienne gloire nationale, le maréchal Pétain... Nous étions le 17 juin 1940.

Seuls quelques rares ministres, quelques sénateurs et députés décidèrent

-d'ailleurs en vain- de rejoindre l'Afrique du Nord afin d'y poursuivre la lutte. Un seul, le général de Gaulle, secrétaire d'état à la guerre, sauta à bord d'un avion pour se rendre à Londres auprès de nos alliés.

Sous la direction de Pétain, les choses ne trainèrent pas. Le jour même de sa nomination, le 17 juin, il s'enquit auprès des Allemands des conditions d'un armistice. Le 23, il appelle au sein de son cabinet, Marquet, le maire de Bordeaux, acquis aux objectifs d'extrême-droite et Laval, qui étale des sympathies envers Hitler. Le 29, le gouvernement gagne Vichy via Clermont-Ferrand. Ce repli s'avérait non seulement nécessaire mais indispensable et urgent. La convention d'armistice avait, en effet, été signée à Rethondes dès le 22 juin par les émissaires de Pétain. L'une des clauses décidait de couper la France en deux zones séparées par une véritable frontière, une « ligne de démarcation » qui allait se tailler une funeste réputation. Les Allemands occuperaient la plus vaste et la plus importante, l'autre, délimitée entre Pau, La Haye-Descartes, Moulins et Châlon resterait « libre », à la disposition de Pétain et de sa suite. Bordeaux revenait à l'occupant...

Les Français subirent ces événements dans un état second. Ils vivaient du reste dans des conditions toujours et partout difficiles, souvent dramatiques. Les militaires d'abord, officiers et soldats, battus, vaincus et fourbus, étaient parqués, par centaines de milliers, dans des camps provisoires hâtivement édifiés par les vainqueurs. Un million quatre cents mille hommes allaient bientôt rejoindre les oflags et stalags aménagés Outre-Rhin et y rester, pour la plupart, quatre années durant. Les restes de l'armée française qui avaient fui ou s'étaient engagés, étaient

regroupés en zone sud dans des camps et des casernes, le plus grand nombre dans l'attente d'une démobilisation.

Des civils, par centaines de milliers, erraient dans les campagnes et les villes. Après avoir quitté leur domicile et fui lors de l'avance de l'ennemi, beaucoup d'entre eux étaient à nouveau sur les routes dans l'intention de regagner leur pays d'origine, en zone occupée. Qu'allaient-ils y retrouver ? De nombreux autres, empêchés ou ne voulant pas franchir la ligne de démarcation, vivaient dans des conditions précaires, des centres d'accueil mis en place par les municipalités de la zone « libre ». Quand pourraient-ils repartir ? Comment et avec quoi survivre en attendant ?

Pour le plus grand nombre de Français, le sort peu enviable qui était le leur avait une seule cause, une sorte d'explication générale : la trahison. Ils avaient tous le sentiment d'avoir été trahis. Mais chacun avait sa propre opinion sur le phénomène et une personnalisation différente : l'état-major, le gouvernement, les hommes politiques pour les uns, les communistes, pour d'autres, à moins que ce ne soit les francs-maçons et les juifs... Le peuple de notre pays, dans son immense majorité, était désorienté, démoralisé, comme perdu au milieu d'événements qui dépassaient sa compréhension.

Dans un pareil climat, il est évident que l'armistice -en dehors même de la méconnaissance de ses conditions et conséquences- fut accueilli favorablement par la plupart des Français. Il faut dire aussi que deux facteurs contribuèrent grandement à les convaincre que c'était la meilleure, voire même la seule solution. D'une part, la personnalité du maréchal Pétain.

Comment penser qu'un tel héros, le vainqueur de Verdun, eut admis de composer avec l'ennemi, s'il y avait eu la moindre possibilité de poursuivre le combat ? Les gens, en général, ne voyaient guère que cela. Ils avaient oublié ou ne connaissaient pas les liens de l'homme avec les milieux les plus réactionnaires, notamment avec les activités du C.S.A.R. (La Cagoule). Par ailleurs, le comportement de la classe politique qui, au début du mois de juillet, abandonna, dans son immense majorité, sa dignité et ses devoirs. En effet, le dix de ce mois, les députés et les sénateurs réunis en congrès à Vichy, décidaient, sur la proposition de Pierre Laval, de s'en remettre totalement à Pétain. Ils le reconnurent comme chef de l'Etat français et lui accordèrent tous les pouvoirs y compris celui de décréter seul des lois fondamentales à valeur constitutionnelle. 468 députés et sénateurs se compromirent et se déshonorèrent par ce vote qui signifiait, tout en même temps, l'arrêt de mort des deux chambres de notre parlement et l'enterrement de la République. 80 seulement s'y opposèrent et 20 s'abstinrent. Les représentants communistes avaient été déchus dès 1939, pour n'avoir pas dénoncé le Pacte germano-soviétique ; les députés qui voulaient rejoindre l'Afrique du Nord, étaient également absents, retenus à bord du « Massilia »...

Le calvaire de la France allait se poursuivre sous l'œil de l'occupant au nord et sur tout le littoral atlantique. La tutelle du gouvernement de Vichy s'imposerait en zone sud. Comment sortirions-nous d'une telle situation, alors même que l'environnement international semblait si favorable à notre ennemi d'hier, aujourd'hui notre vainqueur absolu ? Autre question angoissante à laquelle personne n'était en mesure de répondre. La plupart de nos compatriotes n'osaient d'ailleurs

pas même se la poser, tellement ils avaient la sensation d'avoir été jetés au fond d'un gouffre profond.

Il devait y avoir, pourtant, un peu partout dans le pays, quelques rares hommes, des individus isolés, une poignée, pour s'interroger franchement et pour répondre crânement à ce grand défi de l'histoire. Ils croyaient indéfectiblement à la France. La bataille perdue, à leurs yeux, n'était pas une défaite sans appel.

Le combat restait possible ; il était nécessaire ; il fallait, sans la moindre hésitation, et le préparer, et l'engager. La victoire, à coup sûr, viendrait.

Au fond, c'est cette histoire qui devait redonner à la France son honneur et sa grandeur, qu'entreprirent, dès juillet 1940, les premiers résistants. Les circonstances ont fait que je fus de très près mêlé à ce mouvement qui, d'une extrême faiblesse en ses débuts, allait se transformer en une grandiose épopée.





## TABLE

AVANT-PROPOS .....	5
1. L'éveil .....	8
2. Le berceau familial .....	15
3. Portraits de famille et d'autres ... ..	21
4. Histoires d'eau .....	28
5. Citadins, propriétaires et ... indigents .....	35
6. En guise d'école, l'usine et l'église .....	42
7. Apprentissage et formation .....	60
8. Vers une double rupture .....	67
9. De petits boulots jusqu'à Munich .....	72
10. Premières amours .....	78
11. De la guerre à la défaite .....	84
12. Sur les routes de l'aventure .....	90
13. L'année 1940 .....	97

## INFORMATIONS DIVERSES

### Responsables du bulletin

Isidore IMPINNA – Michel KERVAREC  
Contact : M. KERVAREC , président - tél : 02 40 75 47 60  
Adresse internet ; [lesamisdereze@laposte.net](mailto:lesamisdereze@laposte.net)

Participer activement à notre association en nous faisant part de vos remarques ou en écrivant un article qui paraîtra dans le prochain bulletin.

### Reprographie

*Mairie de Rezé*

### Illustrations

#### **PROFESSIONAL SECRETARIAT**

La solution administrative pour  
L'Entreprise – L'Association – Le Particulier  
5, chemin des Coteaux – 44340 BOUGUENNAIS  
Tél : 09 75 78 65 47 & 06 80 12 20 51  
E.Mail : [profess.secretariat@wanadoo.fr](mailto:profess.secretariat@wanadoo.fr)

Les textes de ce bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.  
Les articles de cette publication ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation de leurs auteurs et de l'association Les Amis de Rezé.

